

Etudes Marxistes

N°16 – 4^{ème} trimestre 1992

Si, depuis Marx jusqu'à nos jours, il est de bon ton de crier à «la mort du marxisme», contre tous ses adversaires le marxisme a fait la preuve de sa fécondité et de son efficacité créatrice.

Il a permis à des milliers d'hommes, aliénés depuis des millénaires, de se libérer économiquement et socialement. Il donne aux asservis du Tiers Monde et du monde capitaliste une conscience lucide de leurs possibilités libératrices. Il donne à la classe ouvrière et à ses alliés une méthode scientifique de combat pour construire une société qui mettra fin à l'exploitation de l'homme par l'homme.

Le marxisme unifie en lui science et philosophie et érige en principe premier que la pierre angulaire de la connaissance est donnée par le critère de la pratique qui, seul, garantit que la construction conceptuelle correspond à la réalité objective.

Comme toute science, le marxisme se développe sans pour cela détruire ses principes, mais, basé sur la vérification expérimentale, il n'est pas un dogme.

Pour un marxiste toute vérité est à la fois relative et absolue, c'est-à-dire, comme le soulignait Lénine (1) faisant référence à Marx et à Engels : «qu'elle admet la relativité de toutes nos connaissances non point au sens de la négation de la vérité objective, mais au sens de la réalité historique des limites de l'approximation de nos connaissances par rapport à cette vérité».

Nous vivons dans un monde en plein bouleversement : internationalisation de l'économie, nouvelles technologies, Tiers Monde croulant sous le poids des dettes, poussée de l'extrême-droite...

La revue «Etudes Marxistes» veut rendre compte des analyses matérialistes, progressistes susceptibles d'affiner la réflexion marxiste dans tous les domaines de l'actualité comme dans ceux du passé qui éclairent les situations d'aujourd'hui.

Elle se veut aussi un instrument de réflexion pour tous ses lecteurs ; c'est dans cet esprit que nous souhaitons leur collaboration à la critique des articles que nous publions et, d'avance, nous les en remercions.

Le comité de rédaction

(1) Matérialisme et empiriocriticisme Lénine, Oeuvres complètes, Tome 14, page 139.

Sommaire :

I - Yougoslavie : la revanche de l'Allemagne (Peter Praet) (p.2)

II - Déclaration d'Erich Honecker devant le tribunal (p.22)

III - Le trotskysme au service de la CIA contre les pays socialistes (Ludo Martens) (p.31)

IV - La pensée politique de Noam Chomsky (Thomas Cutsem) (p.47)

V - Réponse à un intellectuel (Maxime Gorki) (p.72)

Edition électronique réalisée par Vincent Gouysse. Cette revue est à prendre en compte à titre documentaire (Cf. « Impérialisme et anti-impérialisme ».)

WWW.MARXISME.FR

Yougoslavie : la revanche de l'Allemagne

Aspects historiques et internationaux

(Peter Praet)

" Aujourd'hui, nous avons une occasion unique de résoudre le problème des nationalités dans les Balkans. Nous devons donc oser ! La formation de petits Etats de la taille du Luxembourg — le pays le plus prospère de la Communauté Européenne — ne dérangerait personne'. Voilà ce qu'augurait Otto von Habsbourg en juillet 1991. **(1)** Personne, honnis les 15.000 victimes qui ont laissé leur vie, le demi-million de réfugiés, les centaines de milliers de malheureux qui souffrent de la faim et du froid...

Otto von Habsbourg symbolise un siècle de politique de grande puissance dans les Balkans. Fils du dernier empereur austro-hongrois, dont l'ambition de dominer les Balkans a été une des causes de la Première Guerre mondiale, il siège aussi au Parlement européen dans les rangs de la CSU allemande. Il traduit l'aspiration de la grande bourgeoisie allemande — sortie vaincue de la Première et de la Seconde Guerre mondiale — à un re-partage «osé» de cette région stratégique, à son propre avantage.

1. Le Congrès de Berlin

Deux questions clés dominent l'histoire de la Yougoslavie au cours de ce siècle-ci et du siècle précédent : la question nationale et la question sociale.

En ce qui concerne la première, trois faits politiques importants lui ont imprimé leur cachet : la domination étrangère (par la Turquie, l'Autriche, la Russie, la France, la Grande-Bretagne, l'Allemagne et les Etats-Unis), le nationalisme étroit et chauviniste (des Serbes et des Croates) et le nationalisme yougoslave.

Sur le plan social, les tâches de deux types de révolution bousculent l'histoire de la Yougoslavie: la révolution contre le féodalisme d'une part et la révolution socialiste contre la domination de la bourgeoisie d'autre part.

Les grandes puissances qui dominent les Balkans définissent leurs rapports de force en 1878, lors du Congrès de Berlin. Jusqu'alors, c'est l'Empire ottoman (la Turquie) qui contrôle la plus grande partie des Balkans. Mais il est en perte de vitesse et est finalement repoussé jusqu'en Albanie, en Macédoine, en Thrace et au Kosovo. L'Autriche reçoit le contrôle de la Bosnie-Herzégovine et de Sandzjak — une bande étroite qui sépare la Serbie indépendante et le Monténégro. L'Autriche veut en effet empêcher le développement d'une Serbie forte.

L'influence russe est limitée par le rétrécissement de la Bulgarie, son Etat protégé : la France et l'Angleterre s'étaient opposées à la présence d'un vassal russe trop imposant.

Le grand négociateur du Congrès de Berlin est le premier ministre allemand Bismarck, qui consolide les «succès» de l'Autriche-Hongrie.

Les Balkans sont au carrefour des intérêts vitaux de toutes les grandes puissances d'Europe. La Turquie tente désespérément de maintenir aussi longtemps que possible sa domination. L'Autriche cherche, par des annexions, à s'assurer l'accès à la Mer Egée et, plus loin, au Moyen-Orient. Derrière elle, la puissante Allemagne qui, en 1903, obtient de la Turquie la concession pour une gigantesque voie ferrée entre Berlin et Bagdad. La concession, de plus de 1500 km en Turquie et en Mésopotamie, inclut aussi les droits sur tout le pétrole et les minerais sur une bande de trente kilomètres de part et d'autre de la voie ferrée. Les plans de la voie ferrée Berlin-Bagdad sont devenus le symbole de la «Drang nach Osten» allemande.

L'ambition russe se porte en premier lieu sur le libre passage par les Dardanelles, qui relie la Mer Noire — et donc la Russie — à la Méditerranée.

L'Angleterre veut conserver le contrôle de la Méditerranée et du Canal de Suez, des zones vitales pour les liaisons avec l'Inde, son importante colonie.

Grâce à ses colonies, la France est devenue une «grande nation musulmane» (2) et, de ce fait, elle est en faveur du statu quo. Elle craint des soulèvements au cas où elle serait impliquée dans une guerre avec la Turquie musulmane. La France veut aussi maintenir les «capitulations», ces privilèges spéciaux dont bénéficient les sujets français dans l'Empire ottoman — par exemple le droit de n'être jugé que par des juges français.

A côté des grandes puissances, les bourgeoisies locales se développent aussi dans les Balkans : en Serbie, en Croatie, en Bulgarie et en Grèce.

Depuis 1878, des partis politiques modernes sont à l'oeuvre en Serbie et prônent un programme bourgeois radical basé sur une Constitution, un Parlement élu et les libertés individuelles ; ils expriment en même temps la mission nationale de libérer tous les Serbes de la domination étrangère, autrichienne et turque. Pourtant, la bourgeoisie serbe, tenaillée par trois grands empires, se divise en fractions dont certaines cherchent l'alliance avec un empire contre un autre.

L'Eglise orthodoxe russe maintient depuis longtemps des liens avec l'Eglise orthodoxe serbe et devient un canal par lequel l'influence culturelle et politique russe s'affirme. La bourgeoisie serbe cherche, dans sa large majorité, le rapprochement avec la Russie tsariste. Mais en 1878, la Russie s'affirme comme le protecteur du nouvel Etat bulgare.

La fraction dominante de la bourgeoisie serbe, chauvine, s'allie alors à l'empire austro-hongrois pour réaliser la Grande Serbie vers le Sud, vers la Macédoine et la Thrace sous domination turque. En 1885, un grand mouvement de masse se produit parmi les Bulgares. Ils veulent la libération du Sud de la Bulgarie, mais aussi de la Macédoine et de la Thrace, où vivent beaucoup de Bulgares. Or, ces territoires sont aussi revendiqués par la Grande Serbie. S'en suit une guerre entre la Serbie et la Bulgarie, en 1885, dont la Bulgarie sort vainqueur.

La Grèce, indépendante depuis 1827, suit, elle aussi, une politique "grande Grecque" : elle annexe la Thessalie, mais réclame aussi la Macédoine, la Thrace et Constantinople, la capitale de l'Empire grecque, il y a 435 ans...

Le Mouvement de la Jeunesse Serbie Unie, né en Voïvodine, regroupe des jeunes radicaux de la Serbie, de Dalmatie, de Croatie, de Bosnie et de Monténégro. Il impulse surtout le nationalisme grand serbe.

Au début du vingtième siècle, le yougoslavisme domine aussi bien parmi la bourgeoisie croate que parmi la bourgeoisie serbe. Le yougoslavisme est le courant politique qui se prononce pour l'unité des Slaves du Sud - Croates, Serbes et Slovènes. Mais les bourgeoisies serbe et croate rivalisent pour l'hégémonie. Le sort de la Bosnie-Herzégovine décidera de l'issue de cette rivalité. La bourgeoisie croate considère les Bosniens comme des Croates, tandis que les Serbes les considèrent comme des Serbes...

Enfin, le chauvinisme de la bourgeoisie est à son tour contesté par les forces les plus progressistes.

Svetozar Markovic, le fondateur du socialisme serbe, appelle à la destruction des empires ottoman et Habsbourg, à l'unité de tous les Serbes et de tous les Slaves du Sud sur une base socialiste. La social-démocratie serbe prend position contre le chauvinisme des différentes bourgeoisies nationales dans les Balkans. Dès la fin du dix-neuvième siècle, avec la social-démocratie bulgare, elle se prononce pour

une République fédérative balkanique, indiquant que l'égalité et la coopération des peuples des Balkans sont la condition de leur développement indépendant.

2. Les Jeunes Turcs

En août 1908, une révolution démocratique éclate en Turquie. Elle va accélérer l'effondrement de l'Empire ottoman et va aussi mettre en lumière deux aspects de la politique de grande puissance européenne. "La concurrence des puissances capitalistes, qui cherchent à «arracher leur morceau» et à élargir leurs possessions et leurs colonies, et puis la peur d'un mouvement démocratique indépendant parmi les peuples asservis ou «protégés» par l'Europe, — voilà les deux moteurs qui mettent en action toute la politique européenne." (3)

Mais la révolution se met à hésiter à mi-chemin et s'ensable dans des réformes partielles. La rivalité pour le partage de la Turquie affaiblie prend le dessus, écrit Lénine. "En août 1908, les Jeunes Turcs réalisent avec une facilité étonnante une réforme politique. Chacun fait l'éloge de leur «modération», si différente de ces terribles socialistes de Russie... Et en octobre 1908, la Turquie est partagée". (4)

La Bulgarie profite de la faiblesse de la Turquie pour déclarer son indépendance. L'Autriche annexe la Bosnie de laquelle elle n'avait jusque là que l'administration. L'annexion met provisoirement un terme aux revendications de la bourgeoisie serbe sur la Bosnie-Herzégovine. Contrainte et forcée, Belgrade cherche maintenant une issue vers la mer du côté de l'Albanie ou de la Macédoine. (5) La Russie exige à nouveau le libre passage par les Dardanelles. La France et l'Angleterre s'y opposent. L'Italie acquiert de l'influence en Albanie. L'équilibre qui s'était maintenu dans les Balkans depuis le Congrès de Berlin s'effondre.

3. Les guerres des Balkans (1912-1913)

Le nouveau partage est porteur de guerre. La Turquie opprime toujours la Macédoine et la Thrace. En Macédoine, l'ITMRO nationaliste, partagé entre les partisans du rattachement à la Bulgarie et les partisans de l'indépendance, organise la résistance à l'occupation.

Pendant des mois, la Russie mène des discussions et des négociations diplomatiques en vue d'une alliance entre la Bulgarie, la Serbie, le Monténégro et la Grèce contre la Turquie. En 1912, cette alliance déclare la guerre à la Turquie. La première Guerre des Balkans éclate. Très vite, la Turquie subit une lourde défaite et la coalition libère la Macédoine et la Thrace. Les années bulgares progressent jusqu'à Tchataldja, aux portes de Constantinople.

A peine la Première Guerre des Balkans s'est-elle tue que les vainqueurs s'affrontent. La Bulgarie engage la Seconde Guerre des Balkans. "Enivrés par la victoire, le tsar Ferdinand (de Bulgarie) et la bourgeoisie bulgare s'imaginent que le moment est venu d'instaurer l'hégémonie bulgare sur les Balkans. (...) Le 16 juin 1913, les Bulgares entreprennent une attaque surprise pour chasser les Serbes de Macédoine et occuper la capitale de la Macédoine, Salonique. Cette aventure fait des dizaines de milliers de nouvelles victimes et s'achève par la défaite de la Bulgarie". (6) Celle-ci doit céder des territoires à ses anciens «alliés».

La Seconde Guerre des Balkans était manifestement une guerre d'expansion territoriale entre la bourgeoisie de Serbie, de Bulgarie, de Grèce et de Roumanie. Mais la Première Guerre des Balkans présente trois aspects différents.

Le premier est la rivalité entre grandes puissances. En coulisse, La Russie était le formateur de la coalition antiturque. Par l'intermédiaire de la Bulgarie, elle projette son influence sur les Dardanelles. Parmi les Etats des Balkans, Pétersbourg stimule le nationalisme pan-slave, qui vise à «l'unité de tous les peuples slaves». Le tsar Nicolas II ne sait que trop bien que les bourgeoisies slaves, faibles et fractionnées, n'ont pas la force de réaliser leur utopie slave. Seule la Russie, la plus forte des nations

"slaves", peut réaliser cette unité sous son autorité. L'Italie elle aussi profite de la Guerre des Balkans en concluant une paix avantageuse dans la guerre qu'elle mène contre la Turquie. Tripoli, Cyrenaïka et quelques autres îles situées face aux côtes turques tombent ainsi entre les mains des Italiens. L'Autriche-Hongrie et l'Italie soutiennent ensemble l'indépendance de l'Albanie, qui interdit à la Serbie, alliée de la Russie et de la France, l'accès à la mer Adriatique, que l'Autriche-Hongrie et l'Italie veulent contrôler.

Un second aspect est la lutte de la population des territoires occupés par la Turquie contre l'oppression nationale et le système turc féodal. Bien que la Première Guerre des Balkans ait été l'oeuvre d'une coalition d'Etats bourgeois monarchistes, Lénine estime qu'il s'agissait d'une guerre progressiste.

"Elle avait anéanti les vestiges féodaux et l'oppression nationale qui pesaient sur la population de la Thrace et de la Macédoine. Ainsi, disait Lénine, un coup très dur a été porté aux derniers remparts du féodalisme en Europe et des possibilités d'un libre développement capitaliste s'ouvrirent devant ces régions. Appréciant objectivement les résultats progressistes de la guerre, Lénine continuait d'estimer que la révolution était la seule voie qui conduisait à une solution radicale des problèmes balkaniques et de la question de la république fédérative balkanique — la forme la plus appropriée pour le développement progressiste et indépendant des nations balkaniques." (7) "Il considérait que la question nationale était subordonnée à celle de la révolution. D'après Lénine, le prolétariat en alliance avec les paysans devait effectuer la révolution pour abolir la domination féodale et l'oppression nationale et prendre la tête des luttes en faveur d'une Fédération balkanique." (8)

A partir de 1910, pendant la conférence des partis sociaux-démocrates des Balkans qui s'est tenue du 7 au 9 février 1910 à Belgrade, les sociaux-démocrates de Serbie, de Croatie, de Slovénie, de Bosnie, d'Herzégovine, de Macédoine, du Monténégro, de Turquie, de Bulgarie et de Roumanie s'étaient exprimés en faveur d'une telle fédération. (9)

Un troisième aspect est l'expansionnisme de la bourgeoisie des Balkans. Elle est essentiellement constituée d'usuriers, de commerçants et de banquiers et très peu d'industriels, qui veulent mettre un terme à la féodalité, à la grande propriété terrienne et au fractionnement et fonder un Etat moderne. Seule l'unité des Slaves du Sud, le Yougoslavisme, pouvait constituer un cadre pour un essor large de l'industrie capitaliste, pour l'application des principes de la démocratie et de l'égalité et pour une politique d'indépendance. Mais la bourgeoisie ne se montre pas en mesure de réaliser ce programme. "Avant tout agricoles et faiblement industrialisés, les pays balkaniques se trouvent dans la situation de semi-colonies du capital international. Leur dépendance vis-à-vis de ce dernier grandit de jour en jour. Ces pays mènent entre eux des luttes économiques continues et se trouvent dressés, du fait des grandes puissances impérialistes qui poursuivent leurs intérêts par la conquête des Balkans, éternellement devant des conflits insolubles." (10)

Enfin, les ouvriers et les paysans les effraient aussi. Car si ceux-ci se soulèvent, ce sont aussi leurs propres privilèges et leur pouvoir qui sont menacés.

A travers les guerres, les grandes puissances européennes parviendront à s'attacher, pieds et mains liés, la bourgeoisie des Balkans.

4. La Première Guerre mondiale

Une fois l'Empire Ottoman démembré, tous les yeux se tournent sur la Serbie et la Bosnie-Herzégovine. Après l'annexion de la Bosnie-Herzégovine par l'Autriche, seule la Serbie constitue encore une entrave à la poursuite de l'expansion. En outre, l'Autriche-Hongrie craint que le «mauvais exemple» de l'indépendance serbe fasse tache d'huile parmi les nombreux peuples de son propre empire.

En revanche, la Serbie est sortie renforcée de la Seconde Guerre des Balkans et la bourgeoisie serbe rêve déjà d'une Grande Serbie, dont ferait partie, bien entendu, la Bosnie-Herzégovine. L'assassinat de l'archiduc Ferdinand à Sarajevo est, pour l'Autriche, le prétexte pour déclarer la guerre à la Serbie. C'est le début de la Première Guerre mondiale.

A l'époque, la coalition des puissances d'Europe centrale s'étend de Hambourg, sur la Mer du Nord, à Constantinople, avec des avancées jusqu'à Bagdad et Bassorah dans le Golfe Persique.

Seule la Serbie constitue le maillon manquant dans cette ceinture qui aurait donné à l'Allemagne la suprématie mondiale, au détriment de l'Angleterre. L'Autriche-Hongrie n'est plus qu'un géant aux pieds d'argile en qui les Allemands ne voient pas plus qu'un tremplin vers les Balkans et l'Orient. (11)

Le Chancelier Bethmann Hollweg a résumé en un seul mot la politique allemande pendant la Première Guerre mondiale : "Mitteleuropa". "Toute l'Europe du Sud-Est est une région culturelle coloniale devant notre porte... La politique consiste à donner de l'espace aux Valeurs Allemandes, y compris à l'étranger. Plus encore que par sa flotte, l'Angleterre est soutenue par la cohésion culturelle du monde anglo-saxon. Notre tâche consiste à procurer à l'Allemagne une telle cohésion culturelle". (12)

Le concept de "Mitteleuropa" connaît actuellement un nouveau succès dans la presse allemande. La Slovénie, la Croatie et même la Bosnie qui est pourtant essentiellement musulmane, appartiennent à l'Europe centrale. Ces Etats partagent des "valeurs européennes" et méritent de ce fait le soutien total de la politique allemande.

L'Angleterre, la France et la Russie poursuivent elles aussi des visées expansionnistes. La Première Guerre mondiale est une guerre injuste, dans les deux camps.

Le tsar Nicolas II proclame à nouveau les droits de la Russie sur les Dardanelles et Constantinople. L'Angleterre et la France les reconnaissent formellement.

Elles veulent repousser du Moyen-Orient leur concurrent allemand et lui barrer l'accès à la route de l'Asie et aux colonies.

A cela, les partis sociaux-démocrates (plus tard communistes) de Serbie, de Bulgarie, de Roumanie et de Grèce opposent une politique révolutionnaire. Ils dénoncent les deux blocs impérialistes. En juillet 1915, ils décident de former une fédération sociale-démocratique des ouvriers des Balkans, comme base d'une "future alliance économique, politique et culturelle des peuples des Balkans". Ils s'expriment contre la «paix bourgeoise» avec leur propre bourgeoisie (13) et appellent les soldats à retourner les armes contre elle.

Un grand nombre de dirigeants bourgeois croates et Slovènes prennent la fuite à Rome, Paris et Londres et y créent le «Comité Yougoslave». Dans leur Manifeste de 1915, ils demandent la dissolution de l'Empire des Habsbourg et l'unification de tous les Slaves du sud dans un seul Etat.

Le gouvernement slave, dirigé par Pasic, est lui aussi pour la libération de tous les Slaves du sud, mais sur le modèle de la libération de la Macédoine, c'est-à-dire par l'armée serbe, pas par le peuple.

Mais bien vite, la politique grand-serbe subit quelques revers qui lui seront fatals.

Pour commencer, les impérialistes de l'Entente considèrent certaines parties des Balkans comme "monnaie d'échange" dans leurs marchandages.

Le 26 avril 1915, dans un accord secret, ils promettent à l'Italie de larges parties de la Dalmatie (la région côtière croate, qu'il faut d'abord encore reprendre à l'Autriche-Hongrie). Ils espèrent ainsi attirer

l'Italie dans leur camp. Dans le même but, ils promettent — mais sans succès — à la Bulgarie la Macédoine-Vardar, conquise en 1912 par la Serbie. En échange, ils donneraient à la Serbie la Bosnie-Herzégovine, la Slavonie et les parties de la Dalmatie qu'ils n'ont pas encore promises à l'Italie. Les Serbes n'étaient pas au courant de tout ceci. Ce n'est qu'en 1918 que ces accords secrets seront divulgués par les bolcheviques. **(14)**

Les Bulgares quant à eux choisissent le camp des Puissances Centrales et conquièrent la Serbie avec le soutien de l'Autriche-Hongrie. "La Serbie doit mourir" : tel est le slogan des soldats allemands qui entrent dans Belgrade en octobre 1915. **(15)**

Le gouvernement de Pasic trouve refuge à Corfou. Comme si cela ne suffisait pas, la Serbie perd son principal protecteur, le tsar, lors de la révolution de 1917.

Pendant l'été de la même année, Pasic se voit contraint de signer la Déclaration de Corfou avec le Comité Yougoslave. Cette déclaration est un plan en vue de la libération, de l'unification et de l'indépendance de la Yougoslavie.

Le 29 octobre 1918, un gouvernement croate-serbe-slovène est formé à Zagreb, une semaine avant la capitulation de l'Autriche. Le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes est proclamé le 1er décembre 1918, six semaines avant le début de la Conférence de paix à Paris.

L'Etat Yougoslave n'est donc pas une création de la France et de l'Angleterre, mais des Slaves du Sud eux-mêmes. Ce n'est pas non plus une "création artificielle" comme l'affirme la bourgeoisie austro-allemande pour faire accepter sa propre domination sur les Balkans. Cette thèse de la "création artificielle" a toujours été défendue par la bourgeoisie allemande la plus réactionnaire, depuis Hindenburg et Hitler jusqu'à Kohl. Elle est reprise, bien sûr, par le Vlaams Blok.

Il faut aussi mentionner qu'en automne 1918, les Etats-Unis, l'Angleterre et la France avaient proposé une paix séparée à la monarchie austro-allemande, ce qui aurait permis à l'Empire de se maintenir dans ses frontières. Ce n'est qu'après le refus des Habsbourg que les alliés, pour des raisons stratégiques, prêchent le démantèlement de l'Empire ; alors seulement ils entament leur chanson démagogique sur l'autodétermination des peuples des Balkans...

5. 1918 -1934.

A la fin de la guerre, la situation est désespérée. Les pertes sont énormes : en Serbie, par exemple, 21 % de la population a disparu. La misère est épouvantable, surtout parmi les paysans qui constituent 85% de la population. Les rares usines qui existaient sont fermées et, là où l'on travaille encore, le rendement n'est plus qu'une fraction de ce qu'il était avant-guerre. Les prix ont augmenté quatre fois plus vite que les salaires. Les ouvriers et les paysans écoutent pleins d'espoir les nouvelles qui viennent de Russie.

Le communiste bulgare Dimitrov, qui deviendra plus tard président du Komintern, décrit comme suit l'influence de la Révolution d'Octobre : "Les retombées de la Révolution d'Octobre ont été particulièrement grandes dans les Balkans. (...) La proximité de la Russie soviétique, le caractère agraire des Balkans et la similitude de leur structure sociale et économique avec celle de la Russie, ont fait que les masses ont tenu à coeur la Révolution d'Octobre et qu'elles l'ont comprise facilement. L'enthousiasme était débordant pour la victoire du prolétariat russe et pour la formation du premier Etat ouvrier et paysan.

Un fort mouvement contre la guerre et pour la paix immédiate, sans annexions ni dédommagements, s'est développé aussi bien parmi la population que parmi les soldats sur les fronts des Balkans. (...) Sur le front de Dobroudja [la région frontalière entre la Roumanie et la Bulgarie, ndlr], les fraternisations entre soldats russes, allemands et bulgares étaient un phénomène permanent, malgré les

sévères poursuites par l'autorité militaire. Sur le front de Salonique, un mouvement fort s'est dessiné en faveur d'un cessez-le-feu immédiat. (...). L'expression la plus avancée de ce mouvement a été les révoltes de soldats de septembre 1918 à Dobro-Pole et aux portes de Sofia. Ces révoltes ont été un des facteurs qui ont accéléré la fin de la guerre sur les fronts des Balkans. Sous l'influence de la Révolution d'Octobre, les peuples opprimés (Macédoniens, Dobroudjes, Thraciens et Albanais) se sont engagés sur la voie de la juste lutte révolutionnaire nationale qui a apporté la libération nationale totale à d'innombrables peuples opprimés de la Russie tsariste. (...) Les partis social-démocratiques révolutionnaires de Bulgarie, de Yougoslavie, de Roumanie et de Grèce se sont déclarés en faveur du bolchevisme, se sont transformés en partis communistes et sont devenus de véritables partis de masse. (...) Grâce aux profondes retombées économiques, politiques, sociales de la guerre et sous l'influence puissante de la Révolution d'Octobre, les positions des monarchies et de la bourgeoisie ont été gravement ébranlées. En Bulgarie, le vieux roi Ferdinand a dû abdiquer. Le roi Constantin de Grèce a été démis de son trône. Malgré leur «victoire» dans la guerre, les dynasties de Belgrade et de Bucarest ont été ébranlées, incertaines. Le succès de la révolution mondiale a sérieusement affaibli l'influence et la pression de l'impérialisme dans les Balkans. La monarchie et la bourgeoisie ne pouvaient plus compter sur le soutien de leurs protecteurs antérieurs (la Russie tsariste et la vieille monarchie austro-hongroise avaient disparu et les Etats impérialistes vainqueurs étaient eux-mêmes menacés du danger révolutionnaire). (...)

Affaiblie et apeurée, la bourgeoisie des Balkans fit quelques concessions aux masses, pour maintenir sa domination de classe. On introduisit la journée de huit heures. On promit solennellement une législation du travail. En Roumanie et en Yougoslavie, on entama une réforme agraire'. (16)

La conclusion que tire Dimitrov de la lutte des classes dans les Balkans a gardé toute son actualité : *"En tant que fédération de tous les peuples de l'ancien empire des tsars, l'Union soviétique constitue un exemple resplendissant pour les peuples des Balkans. Dans les Balkans tout comme en Russie, ce n'est que par la formation d'une fédération des peuples des Balkans, libérés du capitalisme, qu'il est possible de résoudre le problème national tellement complexe, de vaincre l'oppression impérialiste et d'instaurer une véritable paix entre les peuples des Balkans. (...) La voie pour y parvenir est celle d'une révolution ouvrière et paysanne sous la direction de la classe ouvrière."* (17)

Mais bien vite, l'enthousiasme de la population se heurte à un obstacle difficile à aborder: la bourgeoisie veut remettre de l'ordre dans les affaires, aidée en cela par les vainqueurs de la Première Guerre mondiale. Ensemble, ils arrachent à la population toute chance d'améliorer son sort. Le parti communiste, moins expérimenté et influencé parla social-démocratie, ne réussit pas à diriger la population, comme les Bolcheviques en Russie.

"En Croatie, le pouvoir des Habsbourg s'est effondré en 1918, après plus de quatre-cents ans de domination. (...) L'heure de la vengeance a sonné: chaque nuit, quelque part, un château était incendié. Le lendemain, les paysans se partageaient les terres du seigneur'.

"A Zagorié, comme partout ailleurs en Croatie, un fort courant s'est dessiné en faveur d'un Etat unique qui réunirait tous les peuples de Slavie du Sud : Serbes, Croates, Slovènes, Monténégrins, Macédoniens et Bulgares. A travers sa longue et douloureuse histoire, l'idée d'une telle union avait gagné l'enthousiasme de la population. Après le renversement de l'Empire austro-hongrois, la réalisation en sembla proche. Mais les premiers échecs succédèrent aux premiers succès. Les paysans de Kumrovetch, de Zagorié et de toute la Croatie virent se profiler un nouvel adversaire. Dans les villes, principalement à Zagreb, s'organisèrent très vite des «Conseils Nationaux» rassemblant des représentants des partis bourgeois qui voulaient maintenir l'ancien ordre social.

Les Conseils Nationaux exposèrent leur espoir à Belgrade et comptèrent sur le régent Alexandre et son entourage. Immédiatement, ils demandèrent de l'aide. Ils le supplièrent d'envoyer l'armée serbe en Croatie pour réprimer le mouvement paysan. Alexandre donna immédiatement l'ordre à ses troupes et des régiments serbes se mirent en mouvement. Ils arrivèrent, renforcés de troupes coloniales

françaises. (...) Le Conseil National Suprême, constitué de politiciens de divers partis, envoya une délégation à Belgrade pour rendre hommage à Alexandre. Il proclama la formation d'un Etat regroupant les Serbes, les Croates et les Slovènes'. **(18)** La bourgeoisie des Balkans se laisse entièrement dicter la loi par les pays de l'Entente, principalement par la France. Et sa peur du communisme la pousse à s'appuyer davantage encore sur ses «protecteurs» étrangers. "Les bourgeoisies de Roumanie et de Yougoslavie sont soutenues et influencées ouvertement et secrètement par l'Entente, ce que celle-ci entend bien utiliser pour monter ces deux pays contre la Russie soviétique. Toute entrave à ce dessein doit donc être réprimée, y compris le mouvement communiste. Malgré la lutte pour l'hégémonie qui se joue dans le nouvel Etat yougoslave, il y a unanimité entre la grande bourgeoisie [serbe, ndlr], la bourgeoisie bancaire et usurière croate et les grands propriétaires terriens de Bosnie, dans leur lutte réactionnaire contre la classe ouvrière et les communistes.'" **(19)** Les Armées Blanches vaincues de Denikine et de Wrangel deviennent aussi un important facteur de pouvoir dans les Balkans. L'Entente les y héberge et les gouvernements locaux les accueillent à bras ouverts. "Des milliers de soldats, d'officiers et de généraux emplissent Belgrade et les autres villes, occupent des postes importants dans l'armée et dans les ministères et l'Etat dépense des centaines de millions pour leur entretien. De larges pans de l'armée vaincue de Wrangel ont été hébergés dans différentes parties du pays et les généraux de la garde blanche jouent un rôle considérable dans les affaires intérieures et plus encore dans la politique étrangère de la Yougoslavie'." **(20)**

En fait, après leur victoire, les pays de l'Entente veulent réaliser trois objectifs :

1 ° assujettir complètement, financièrement et économiquement, les pays des Balkans, s'approprier leurs matières premières et les transformer en colonies. 2° garantir l'accès à Constantinople et à l'Asie mineure, comme pont vers l'Asie et l'Afrique pour la France et l'Angleterre. 3° repousser le communisme dans les Balkans et les consolider comme base d'attaque ou comme tampon contre l'Union soviétique. La défaite du mouvement populaire n'est pas à attribuer uniquement à des facteurs objectifs. A propos des faiblesses du Parti Communiste Yougoslave, l'Internationale Communiste a fait la critique suivante :

"Le parti Communiste de Yougoslavie a été fondé en 1920, au Congrès de Vukovar, par la fusion des différents partis démocrates des provinces qui forment actuellement la Yougoslavie. (...) En peu de temps, le PC est devenu une grande organisation exerçant une influence importante sur les ouvriers et les paysans. Les résultats des élections communales — où le PC a eu la majorité dans différentes communes — et des élections parlementaires en sont la preuve. Ce succès a causé la panique parmi l'oligarchie militaire et financière qui a engagé une lutte systématique pour liquider le mouvement communiste. Après la répression de la grève générale des chemins de fer (avril 1920), les conseillers communaux communistes du conseil communal d'Agram ont été chassés par cette oligarchie ; le conseil communal de Belgrade [à majorité communiste, ndlr] a été dissout (août 1920) et le 29 septembre, un décret spécial a dissout toutes les organisations et syndicats communistes et a interdit tous les organes de presse communistes. Le PC a été mis hors-la-loi.

Si l'on excepte les facteurs objectifs, la liquidation du PC yougoslave doit être attribuée en grande partie à sa faiblesse interne : son succès ne correspondait pas à son développement ni à l'homogénéité de l'organisation ni au niveau de conscience communiste de ses membres. (...) Il est maintenant clair que la direction du PC a commis une série de fautes graves. (...) Quand les ouvriers, par des grèves spontanées, ont montré leur énergie et leur volonté révolutionnaire, le parti n'a fait preuve que de peu d'initiative. (...) Le parti n'a pris aucune mesure pour défendre ses conseillers communaux à Agram et à Belgrade (...) et même quand il a été interdit, le parti qui avait obtenu 59 sièges au Parlement [sur 412, le PC était le troisième parti du pays, ndlr] n'a entrepris aucune action de masse pour se défendre'. **(21)** Malgré son appellation de "communiste", les influences du parlementarisme et de la social-démocratie étaient encore très nombreuses. En 1920, quand le parti est entré dans l'Internationale Communiste, il n'a pas publié la déclaration avec les 21 conditions de l'Internationale. Il n'avait pas d'organisations clandestines.

Si la bourgeoisie yougoslave parvient à se maintenir grâce à la "victoire" dans la guerre et au soutien — tant financier (soutien de la monnaie) que militaire — des puissances de l'Entente, elle n'est cependant pas en mesure de reconstruire le pays et son économie. Pendant l'entre-deux guerres, ce sont des capitalistes étrangers qui occupent les positions clés de l'économie. Dans le secteur des mines, par exemple, 77,9 % du capital est étranger ; dans la métallurgie, 90,9 % ; dans l'industrie de transformation du métal, 55,8 % ; dans le secteur de la céramique et du verre : 28,3% ; dans l'industrie du bois, 51,4 % ; dans le papier et l'imprimerie, 15,1 % ; dans l'industrie chimique : 73,6 % ; dans l'alimentation et l'agriculture, 27,1 % ; dans le textile, 61,4 % ; dans le cuir, 40,9% ; dans l'hydro-électricité, 43,5 % ; et dans les autres, 40,9 %. **(22)**

La Yougoslavie s'enfonce dans une profonde crise économique. A partir du milieu des années 20, le fascisme s'installe en Yougoslavie. Comme dans les autres pays des Balkans, il n'arrive pas au pouvoir par des mouvements de masse, mais par les gouvernements existants. **(23)**

"Une arme particulièrement efficace du fascisme dans les Balkans est sans aucun doute le nationalisme bourgeois. Par le phantasme de la «Grande Serbie», la bourgeoisie serbe tente d'élargir sa base sociale aux classes moyennes et aux couches non conscientes des ouvriers et des paysans'. **(24)**

6. 1934-1941

Dans les années trente, l'Allemagne entreprend un come-back remarqué dans les Balkans. La grande bourgeoisie allemande reconquiert son influence perdue, d'abord et surtout sur le plan économique. Petit à petit, le capital allemand remplace le capital français. A la fin des années trente, la moitié des exportations yougoslaves sont déjà destinées à l'Allemagne, **(25)** juste autant qu'aujourd'hui. Mais en fin de compte, cette influence économique ne peut rester sans conséquences politiques. L'Allemagne soutient les forces nationalistes séparatistes en Yougoslavie, mais

Berlin entreprend aussi des manoeuvres pour imposer son influence sur la Yougoslavie dans son ensemble.

En 1935, "à la demande de Rome et de Berlin et avec l'approbation de Londres, le prince Paul **(26)** choisit comme premier ministre un banquier de Belgrade (...) qui imprime au gouvernement une orientation nazie'. **(27)** A la veille de la Seconde Guerre mondiale, la bourgeoisie serbe hésite entre la résistance au fascisme allemand et la collaboration. Du côté croate, la bourgeoisie réactionnaire et nationaliste opte sans détour pour le fascisme. Ante Pavelic, le dirigeant des Oustachis, les fascistes croates, peut compter sur le soutien de l'Italie et de l'Allemagne.

Partout dans le pays, le parti communiste prend l'initiative dans la résistance contre le fascisme. "Nous ne fondâmes pas un front populaire sur le modèle français, parce que notre pays suivait une évolution différente. Nous proposâmes à certains partis de créer un Front populaire pour l'indépendance nationale, la démocratie intérieure, et pour une amélioration des conditions de vie ; mais, la plupart des partis bourgeois étaient à la remorque des grandes puissances et négligeaient les intérêts de la mère patrie; ils rejetaient par conséquent toute proposition de collaboration, même celle de participer à un Front populaire, de peur qu'il n'y eût là un danger pour eux. (...) Les gens du peuple se rallièrent autour de ce programme, et le Parti communiste devint une grande force patriotique et révolutionnaire.' **(28)**

Le 25 mars 1941, le premier ministre yougoslave Gragisa Cvestovitch signe à Vienne le ralliement de la Yougoslavie aux puissances de l'Axe. Hitler promet notamment que l'Allemagne va attaquer l'URSS dans le courant de 1941. Il fait même comprendre que le trône des tsars reviendrait à la dynastie des Karageorgevitch, apparentés aux Romanov. Immédiatement après la signature de l'accord, de grandes manifestations éclatent à Belgrade et à Krajuevac mais aussi à Split. **(29)** Les manifestations dans cette ville portuaire croate réfutent le mythe selon lequel la Croatie aurait opté en bloc pour la collaboration avec l'Allemagne et le fascisme.

Le 27 mars, déjeunes officiers de l'armée commettent un coup d'Etat dirigé contre l'accord passé avec l'Allemagne. Le soir même, Hitler décide d'envahir la Yougoslavie. Le 6 avril la guerre commence avec le bombardement de Belgrade. L'armée yougoslave n'offre que peu de résistance. En Croatie, de nombreux militaires influencés par le fascisme de Pavelich, accueillent l'armée allemande. En Serbie, le commandement de l'armée refuse la mobilisation générale, jusqu'à ce qu'il soit trop tard, par crainte d'armer les ouvriers et les paysans. Le roi, le gouvernement et le commandement de l'armée prennent la fuite en Angleterre, où ils veulent attendre la fin de la guerre, du côté des alliés. Que la pression de l'Allemagne hitlérienne ait fait éclater la Yougoslavie et ses nombreuses nationalités n'est pas aussi évident que certains l'avancent. L'Union soviétique était la patrie de nationalités plus nombreuses encore. Et pourtant, l'Armée Rouge ne s'est pas désintégré. Sous la direction du parti communiste et de Staline, elle a finalement infligé une défaite décisive aux troupes fascistes devant Stalingrad. En Yougoslavie également, le parti communiste a renforcé l'unité des différents peuples dans la lutte commune contre l'occupation fasciste.

Ensuite, Hitler divise le pays. L'Allemagne annexe le nord de la Slovénie et l'Italie, le reste — la côte de Dalmatie et les îles. Au Monténégro, un gouvernement fantoche de l'Italie est mis en place. La Bulgarie occupe la Macédoine. Le Kosovo est annexé à une «Grande Albanie» sous contrôle italien. La Hongrie annexe Basca. Dans le Banat, l'administration est confiée aux habitants allemands de la région. Il ne reste plus grand chose de la Serbie où un régime fantoche est mis en place. La Croatie annexe la Bosnie-Herzégovine et devient l'«Etat Croate indépendant».

Le régime de terreur fasciste d'Ante Pavelic, responsable d'un des épisodes les plus horribles de la Seconde Guerre mondiale, prouve à quel point le nationalisme croate, à travers son histoire, s'est retrouvé emmêlé avec les intérêts allemands.

Les atrocités des Oustachis

«Celui qui n'est pas capable d'enlever au couteau un enfant du ventre de sa mère en peut être un bon Oustachi» (1), lançait Pavelic à ses troupes. La politique officielle était «de tuer un tiers des Serbes, d'en convertir un tiers et d'en chasser un tiers». Mieux que des chiffres ou que des statistiques, les témoignages visuels donnent une idée de l'inhumanité du racisme.

«A KJadusa, ils ont emmené à l'abattoir des familles serbes entières. Là, ils les ont abattu comme du bétail et ils les ont accroché, parfois encore vivants, aux crochets à viande. D'abord les petits enfants, puis les femmes et enfin les hommes... Dans les villages entre Vlasenika et Kladanj, nous avons découvert des bébés empalés sur les piquets de clôture, leurs petits membres recroquevillés de douleur, comme des insectes embrochés sur une aiguille.» (2)

En juin 1941, en quelques jours, plus de cent mille personnes ont été tuées, torturées et assassinées dans leurs maisons, en rue, dans les champs, les prisons, les écoles, et jusque dans les églises. L'Oustachi Hilmi Berberovitch a donné l'explication suivante pendant son procès après la guerre : «A Glina, nous avons arrêté en enfermé de nombreux Serbes. En petits groupes, ils ont été transférés de la prison à l'église. Notre chef nous a armé de couteaux et de haches et le travail a commencé. Certains ont été tués d'un coup de couteau dans le coeur. D'autres ont eu la gorge tranchée, et d'autres encore ont été coupés en morceaux à la hache. L'église s'est transformée en abattoir, en enfer de cris et de lamentations». (3)

Victor Glutic, gouverneur de Banja-Luka : «On doit faire disparaître les Serbes. Les uns par le train, les autres par la rivière - mais sans bateau ! Les champs, qui appartiendront pour toujours à la Croatie, comme l'ont dit nos grands alliés Hitler et Mussolini, nous devons les joncher de leurs cadavres». (4)

Plus tard, Herman Neubacher, l'envoyé personnel d'Hitler dans les Balkans, écrivait : «Quand les dirigeants des Oustachis disent qu'ils ont exterminé un million de Serbes (y compris les nouveaux-nés, les enfants, les femmes et les vieillards), je pense qu'ils exagèrent pour se vanter. Selon les rapports que j'ai reçus, j'évalue le nombre de personnes désarmées qui ont été tuées à seulement trois quarts de million». (5) En plus, au moins 300.000 personnes ont été déportées, seulement 240.000, selon les estimations, ont réussi à sauver leur peau en se convertissant au catholicisme.

Le Vlaams Blok loue Pavelic comme un des «grands Européens». Koen Dillen reprend Ante Pavelic dans une longue liste de noms (contenant aussi notamment le fasciste ukrainien Stefan Bandera et les fascistes flamands Van Severen et Borms) à propos desquels il écrit : «Ils appartiennent à la grande famille des disparus européens à qui nous devons tant» et «avec un profond respect pour leur désintéressement». (6) Le Vlaams Blok ne cache pas non plus son soutien aux fascistes croates pro-allemands d'aujourd'hui. Le 10 avril, les jeunes du Vlaams Blok (Vlaams Blok-jongeren) ont organisé une "soirée d'Information" sur la Croatie, au cours de laquelle Douwe Van Der Bosch a pris la parole, à côté de Filip Dewinter. Van Der Bosch a recruté, aux Pays-Bas, des mercenaires pour la Croatie. Filip Dewinter lui-même a du reste voyagé en Croatie, où il s'est fait photographier devant un tank en compagnie de Wim Verreycken et de Francis Van den Eynde.

Notes : (1) Laurière, Hervé, *Assassins au nom de Dieu*. Paris, p.40 ; (2) *Ibidem* ; (3) *Ibidem* ; (4) Paris, Edmond, *Le Vatican contre l'Europe*. Paris, 1959, p.231 ; (5) Neubacher, Herman, *Sonderauftrag Südosten 1940-1945 Bericht eines fliegenden Diplomate*. Gottingen, 1956, p.31 ; (6) Vlaams Blok, mai 1992.

7. La guerre de résistance antifasciste

Après la défaite contre l'Allemagne, une partie de l'armée préfère prendre la fuite dans les bois plutôt que de se rendre. C'est alors que le colonel Mikhailovic organise la résistance royaliste, les "Tchetniks". Son objectif n'est pas de mener une guerre active contre les occupants mais d'épargner le plus possible de forces. En cas de victoire alliée, il pourrait ainsi garantir la continuité et l'ordre dans le pays. Très rapidement, il se trouve confronté à un adversaire de taille, les partisans communistes qui, eux, organisent une résistance active, et trouvent un large écho parmi la population de toutes nationalités. Les Tchetniks en passent à la collaboration avec les occupants et, avec eux, entreprennent des actions communes contre les partisans. "Certains Tchetniks sont même allés encore plus loin et ont détaché des officiers de liaison auprès des quartiers généraux allemand et italien tandis qu'ils recevaient à leur tour des officiers de liaison allemands et italiens. Quelques-uns ont placé leurs troupes sous commandement allemand ou italien et ont accepté d'être approvisionnés et armés par l'ennemi", écrit Fitzroy Mac Lean, l'officier anglais de liaison avec les partisans. **(30)**

Les partisans communistes organisent la population de toutes les nationalités dans la lutte contre l'occupant.

Les Allemands répliquent par une répression aveugle. "Pendant la guerre, 1.700.000 Yougoslaves ont péri, pendant les combats ou en prison. Plus de 820.000 habitations ont été anéanties. 20 % du réseau ferroviaire a été détruit. Deux tiers du bétail ont été tués. Presque toutes les grandes entreprises ont été endommagées". **(31)** Mais la population yougoslave offre une résistance héroïque. En 1943, les effectifs de l'armée de partisans sont déjà de 300.000 personnes. A la fin de la guerre, ils sont 800.000, hommes et femmes. En novembre 1944, Belgrade est libérée par l'Armée Rouge d'Union soviétique, avec l'aide des partisans.

Aujourd'hui, la presse allemande ne manque pas une occasion de minimaliser la résistance courageuse des Partisans. Ainsi, elle se plaît à souligner que "la plupart des Yougoslaves n'ont pas péri à cause de l'occupation allemande, mais à cause de luttes intestines". Les massacres que les Oustachis croates, protégés par les fascistes allemands et italiens, ont commis parmi la population sans défense peuvent ainsi facilement être rangés dans la catégorie des «luttes intestines». Les crimes des nationalistes croates, serbes et bosniaques démontrent plutôt à quel point leur nationalisme d'avant-guerre était devenu réactionnaire. Les Tchetniks étaient à ce point ligotés aux intérêts des banquiers et des industriels qu'ils ont préféré livrer leur pays aux fascistes allemands plutôt que de voir émerger une Yougoslavie indépendante sous direction communiste. Les nationalistes croates se sont identifiés à ce point au fascisme allemand qu'ils l'ont parfois surpassé en cruauté. Un autre "argument" est qu'après la guerre, ce sont les communistes qui ont fait des milliers de victimes lors d'actions de représailles. Le président croate Tudjman, notamment, manie ce raisonnement. Dans la presse allemande, on a même pu lire des articles intitulés "Le secret sanglant de la Yougoslavie : le massacre d'Allemands" ! **(32)** Mais n'est-il pas plus que normal qu'après la guerre, les fascistes et les collaborateurs aient été exécutés en raison de leurs crimes ? Cela n'aurait-il pas dû se produire dans tous les pays ? Après la guerre, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne ont accordé leur protection à de nombreux grands criminels de guerre. Au moins 20.000 criminels de guerre Oustachis ont trouvé refuge en Occident. Ante Pavelic lui-même est parvenu à s'échapper à l'aide d'un passeport de la Croix Rouge du Vatican. Les services de police des alliés qui ont découvert qu'il se réunissait dans l'église du "Collège Croate", au Vatican, avec son gouvernement en exil, se sont vus, de justesse, interdire par la CIA de le capturer. **(33)** Après la guerre, il est devenu un des chefs de file des réseaux anticommunistes de la CIA. Jusqu'à sa mort en 1959, il a vécu paisiblement en Espagne. D'autres criminels Oustachis ont trouvé refuge en Argentine, aux Etats-Unis, en Australie... Certains ont offert leurs services comme mercenaires, par exemple en 1959 pour le dictateur latino-américain Trujillo, ou en 1960 au Congo. Andrija Artukovic, ministre de l'Intérieur sous Pavelic, a obtenu l'asile politique aux Etats-Unis. "Etant donné que ses crimes n'ont été commis que contre les communistes", précise le procès. **(34)** Les fascistes croates ont joué un rôle de premier plan dans la World Anti Communist League. Ante Bonifac, responsable du

département de la Culture au ministère des Affaires Etrangères sous Pavelic, a été le président du «Antibolchevik Bloc of Nations», une organisation qui fait partie du WACL. (35)

Il ne faut pas s'étonner que les fascistes croates n'aient jamais perdu l'espoir de «reconquérir» un jour leur pays, avec le soutien de l'Occident. Depuis le Canada, les Etats-Unis, l'Allemagne,... ils poursuivent leur travail de sape contre la Yougoslavie. Il y a une continuité politique entre les Oustachis croates de la Seconde Guerre mondiale et les propagandistes du séparatisme croate d'aujourd'hui.

8. Tito

Au début de la guerre, la Grande-Bretagne et les Etats-Unis soutiennent exclusivement Mikhailovic et le roi. Pendant la guerre, leur attitude change et les partisans de Tito peuvent compter sur un soutien toujours plus grand, d'abord militaire, mais progressivement aussi diplomatique. La raison en est double : avec le temps, il apparaît de plus en plus clairement que les Tchetsniks manquent totalement de valeur dans la résistance contre les Allemands, alors que les partisans communistes leur rendent la vie toujours plus dure. Mais à mesure que les Britanniques font meilleure connaissance de Tito et de la direction du PC yougoslave, ils se rendent compte que, grâce à lui, ils vont pouvoir mettre en sûreté les intérêts britanniques. C'est Churchill qui est l'architecte de ce changement de cap. L'officier MacLean, que Churchill envoie aux partisans, ne tarit pas d'éloges à propos de Tito. Mac Lean a passé plusieurs années à Moscou et a remarqué une grande différence entre le comportement personnel de Tito et celui des dirigeants communistes qu'il a connus en Union soviétique. Tito convainc MacLean que la Yougoslavie va s'engager dans une voie indépendante de l'Union soviétique. (36) 'Très vite, j'ai remarqué que chez Tito, une arme fonctionnait toujours: insinuer au moment psychologiquement adéquat que telle ou telle manière d'agir est indigne d'une nation digne et civilisée. En utilisant cette arme avec mesure, j'ai pu à diverses reprises, l'empêcher de s'engager dans une voie qui aurait pu nuire à nos relations. De cette même manière, il réagit violemment à tout ce qui peut être compris, de près ou de loin, comme une offense à la dignité nationale de la Yougoslavie. Cette fierté nationale m'a touché (...)' (37) La Grande Bretagne ne manque pas de flatter la vanité et le nationalisme de Tito. En dépit de différents conflits pendant et surtout juste après la Seconde Guerre mondiale, ces pays entretiennent de bons contacts. Lors d'une rencontre, le 12 août 1944, Churchill met Tito en garde contre une possible collectivisation de l'agriculture. Mais Tito le rassure : "Nous n'avons pas l'intention d'instaurer chez nous un tel système". Par la même occasion, il promet aussi son soutien à un débarquement allié en Yougoslavie. Churchill avait conçu le projet de débarquer en Yougoslavie plutôt qu'en Normandie. (38) Ainsi, les troupes britanniques et américaines auraient pu occuper les Balkans et l'Europe de l'Est avant que l'Armée Rouge ne puisse atteindre ces pays. D'un point de vue militaire, c'était une entreprise risquée, pour laquelle les généraux de Churchill n'étaient pas enthousiastes. Il s'agissait uniquement d'une manoeuvre contre l'Union soviétique. Que Tito accepte d'y prêter son concours a dû être, pour Londres et Washington, un signal clair.

9. La Yougoslavie d'après-guerre

En 1943, le Parti adopte à la conférence de Jajce un système fédéral qui garantit l'égalité des nationalités et l'unité du pays. En introduisant une autonomie pour la Macédoine et le Monténégro, le Parti combat l'esprit grand-serbe ; en établissant une unité Bosnie-Herzégovine, il écarte la dispute, à savoir si les Bosniens sont des Serbes ou des Croates.

Après la libération, ce système devient la nouvelle constitution. Au total, il y a donc six républiques dans la nouvelle Yougoslavie fédérale : la Serbie, la Croatie, le Monténégro, la Slovénie, la Macédoine et la Bosnie-Herzégovine. En outre, la Serbie a encore deux régions autonomes, aux pouvoirs limités : le Kosovo et la Voïvodine. Cette constitution renforce l'unité et l'égalité entre les nationalités. Le nationalisme étroit, réactionnaire est discrédité, puisque tout le monde se rend compte de l'ampleur de ses liens avec la domination étrangère.



Répartition des nationalités au sein des républiques yougoslaves et des provinces autonomes								
%	Bosnie-Herzégovine	Croatie	Macédoine	Monténégro	Slovénie	Serbie (1)	Kosovo	Voïvodine
Albanais			19,6	6,5			77,5	
Croates	18,4	75,1			2,9	2,3		7,1
Macédoniens			67					
Monténégrins				68,5				
Musulmans	39,2			13,4				
Serbes	32,2	11,5	2,3	3,3	2,2	66,4	14,9	55,8
Slovènes					90,5			
Hongrois								21,7

(1) Y compris Kosovo et Voïvodine.

Tableau I : Nationalité majoritaire pour chaque république. Chiffres en pourcentages, 1988.

(Source : Philippe Rekacewicz. Un développement inégal pour une mosaïque de peuples, Le Monde Diplomatique, septembre 1991. p. 7.)

10. La rupture d'avec le communisme

La poursuite de la politique communiste aurait pu résoudre les trois problèmes auxquels le pays est confronté depuis le début de ce siècle. En premier lieu, une réelle indépendance par rapport aux pays impérialistes : Angleterre, France et Allemagne — depuis longtemps rivaux dans les Balkans — et les Etats-Unis, nouveaux venus dans la politique de la région. En second lieu, engager le développement économique et le progrès social, ce que la bourgeoisie n'avait pas été en mesure de faire. Une collectivisation poussée aurait pu jeter les bases d'une agriculture socialiste. Sur base d'une économie socialiste planifiée, l'industrie aurait pu se développer. Enfin, en résolvant en commun ces deux problèmes cités ci-dessus, les différents peuples auraient pu surmonter leur ancienne division.

Mais la Yougoslavie est le premier pays d'Europe de l'Est à rompre avec une véritable politique communiste.

En 1948, le Kominform, l'organisation internationale des partis communistes, constate que la politique yougoslave s'éloigne de plus en plus du communisme. Dans une résolution, il met en garde contre le danger du nationalisme bourgeois et prévoit la restauration du capitalisme si les principes

communistes ne sont pas rapidement remis à l'honneur. *En Occident, Tito est applaudi pour sa politique «indépendante». Il aurait trouvé une nouvelle forme de communisme, bien entendu contraire au goût de Staline. La résolution du Kominform est rejetée comme une justification désuète de la politique de pouvoir stalinienne. Mais en relisant aujourd'hui la résolution, on est frappé de voir à quel point les maux de la Yougoslavie sont appréciés à leur juste valeur. Qui plus est, la critique du Kominform met en lumière, après tant d'années, l'effondrement récent des vestiges du socialisme en Europe de l'Est.*

"Les dirigeants du Parti Communiste de Yougoslavie (...) rompent avec la théorie marxiste des classes et avec la lutte des classes. Ils nient la réalité de la progression des éléments capitalistes dans leur pays et l'aiguïsement de la lutte des classes qui s'en est suivie à la campagne. Ils partent de l'affirmation que, dans la période de transition du capitalisme au socialisme, la lutte des classes ne s'aiguise pas mais qu'au contraire elle s'éteint'.

Après la Seconde Guerre mondiale, la Yougoslavie réforme son agriculture. La terre est redistribuée, avec un maximum de 25 ha. Et des coopératives agricoles voient le jour. Bien que tout cela représente un coup pour les propriétaires terriens encore existants — l'Eglise Catholique et l'Eglise Protestante comptent parmi les plus importants — les fondements de l'agriculture capitaliste restent intacts. Toutes les expériences de l'Union soviétique dans la construction du socialisme ont montré que, sur une telle base économique, une intense lutte de classes devait inévitablement se développer à la campagne. "Lénine écrit que tant que l'économie des paysans individuels, qui nourrit les capitalistes et le capitalisme, domine dans le pays, le danger de la restauration du capitalisme existe." (39) Le PC yougoslave esquivait ce problème brûlant. A partir des années 50, l'agriculture yougoslave évolue de plus en plus dans la voie capitaliste. "Le nombre de coopératives paysannes (...) est passé de 6.900 en 1950 à un peu plus de 1.200 à la fin de 1953 et à 147 en 1960". (40) En 1953, la Yougoslavie réintroduit la liberté d'acheter, de vendre et de louer des terres, d'engager des ouvriers agricoles ainsi que le libre marché en agriculture.

L'idée que la lutte des classes s'éteint de plus en plus sous le socialisme est précisément une des thèses centrales du révisionnisme. Cette conception, Khrouchtchev et ses successeurs vont à leur tour la propager en Union soviétique à partir de 1956. Qu'en dépit de cela, il ait fallu plus de trente ans avant que le capitalisme soit entièrement restauré en Union soviétique est la conséquence, notamment, de la collectivisation de l'agriculture, qui a longtemps privé le capitalisme d'une importante possibilité de développement.

La seconde critique du Kominform concerne la conception du Parti, développée par le PC yougoslave.

"Selon la théorie marxiste-léniniste, le parti communiste est la force dirigeante du pays (...). Mais en Yougoslavie, c'est le Front populaire, et pas le Parti Communiste, qui est considéré comme la force dirigeante'. Parallèlement, le Kominform dénonce le manque de démocratie au sein du PC yougoslave.

La troisième critique concerne le nationalisme bourgeois, qui est d'une grande importance pour acquérir une base de masse en vue de la restauration du capitalisme. Aussi, la résolution s'y étend longuement. "Le bureau du Kominform estime que la base de ces erreurs (...) réside dans le fait que les éléments nationalistes, qui existaient déjà précédemment sous une forme masquée, sont parvenus, ces cinq ou six derniers mois, à occuper des positions dominantes dans la direction du PC yougoslave". "Ils pensent qu'ils peuvent marchander l'indépendance de la Yougoslavie avec les pays impérialistes et qu'ils peuvent ainsi orienter progressivement le peuple vers ces Etats, c'est-à-dire vers le capitalisme. Ils appliquent tacitement la thèse bourgeoise bien connue selon laquelle des Etats capitalistes sont moins dangereux pour l'indépendance de la Yougoslavie que l'Union soviétique. Manifestement, les dirigeants yougoslaves ne veulent pas comprendre qu'une telle attitude nationaliste ne peut conduire qu'à la dégénérescence de la Yougoslavie en une république bourgeoise ordinaire, au détriment de son indépendance, et à sa transformation en une colonie des pays impérialistes'. (41)

Dans cette période, c'est surtout le nationalisme «yougoslave» qui est mis en avant. Les nationalismes serbe et croate ne se développeront que plus tard, de nouveaux rapports économiques bourgeois entre républiques étant nécessaires à leur apparition. Mais c'est surtout pour les Etats-Unis que l'unité de la Yougoslavie est nécessaire pour affranchir d'autres pays de l'Union soviétique.

Le nationalisme yougoslave présente aussi des traits expansionnistes, par exemple dans la relation avec l'Albanie ou encore dans la tentative de créer une fédération balkanique dirigée par la Yougoslavie et orientée contre l'Union soviétique. Le nationalisme bourgeois, qui est si bien parvenu à détacher la Yougoslavie du camp socialiste en 1948, rendra encore de "bons" services en Europe de l'Est à la fin des années 80 : les bourgeoisies fragiles des anciens pays socialistes n'ont pas d'autres moyens à leur disposition pour élargir leur base sociale étroite.

Après la rupture avec les pays socialistes, la Yougoslavie se range de plus en plus ouvertement dans le camp capitaliste.

Le 10 juillet 1949, la Yougoslavie ferme ses frontières aux partisans grecs qui, à ce moment, sont en lutte contre les occupants britanniques. Tito autorise les troupes grecques à entrer en territoire yougoslave pour attaquer dans le dos les partisans dont la lutte s'achève ainsi. Les relations de l'Occident avec la Yougoslavie s'améliorent considérablement. Le 1er décembre 1950, aux Nations Unies, la Yougoslavie vote en faveur d'un embargo contre la Chine et la Corée socialiste, soutenant ainsi directement les Etats-Unis dans la guerre contre la Corée (1950-1951). Tito fait enfermer dans des camps de concentration ceux qui restent fidèles au socialisme. D'après le témoignage de Vladimir Dapcevic, un des survivants du camp tristement célèbre de Goli Otaok (l'Ile Nue), 240.000 des 400.000 membres du PC ont ainsi été enfermés. (42)

Entre 1950 et 1963, la Yougoslavie reçoit 5.460 millions de dollars d'aide de la part des pays occidentaux, dont environ 60% des Etats-Unis. En 1961, le "soutien" occidental représente 47,4 % de ses revenus budgétaires. Des spécialistes yougoslaves suivent des stages en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis. En 1951, la Yougoslavie et les Etats-Unis signent un "accord relatif au soutien militaire". L'accord affirme que "la Yougoslavie doit contribuer entièrement (...) au développement et au maintien de la force défensive du monde libre" et doit être prête à mettre des troupes au service des Nations Unies. Si peu de temps après que les Etats-Unis aient utilisé les Nations Unies comme couverture pour leur guerre contre la Corée, personne ne peut se faire d'illusions à ce sujet. Le même accord prévoit aussi une mission militaire américaine pour entraîner les troupes yougoslaves. (43)

	Import CE en provenance de la Yougoslavie janv.-juin 91	Export CE vers la Yougoslavie janv.-juin 91	
		<i>En % de l'Europe des 12</i>	<i>En % de l'Europe des 12</i>
Europe des 12	4 074 718		3 892 752
Bel-Lux	82 450	2,1	113 349
Danemark	30 087	0,8	37 511
Allemagne	2 013 084	51,7	1 905 297
Grèce	95 361	2,4	71 024
Espagne	63 032	1,6	33 837
France	315 892	8,1	365 690
Irlande	6 624	0,2	12 062
Italie	1 195 673	30,7	1 008 298
Pays-Bas	132 955	3,4	170 546
Portugal	8 015	0,2	1 020
Royaume-Uni	131 545	3,4	174 118

Tableau I. Exprimé en milliers d'ECU. Eurostat commerce extérieur, 12-1992, p. 93-97.

	Importations yougoslaves en provenance de...			Exportations yougoslaves vers...		
	Europe	Monde	En %	Europe	Monde	En %
1988	4 313	11 124	38,8	3 916	10 653	36,8
1989	5 230	13 435	38,9	4 472	12 129	36,9
1990	6 816	15 098	45,1	5 130	11 273	45,5
1991	7 369	15 014	49,1	7 468	13 523	55,2

Tableau II. Exprimé en millions d'ECU. Eurostat commerce extérieur, 12-1992, p. 143.

Certains spécialistes occidentaux estimaient que le soutien militaire à la Yougoslavie était le moyen le moins cher d'entretenir une armée puissante contre l'Union soviétique. "Pendant plusieurs années, la Yougoslavie a mobilisé 300.000 soldats et a consacré 23 % de ses revenus nationaux à la défense". (44)

La Yougoslavie s'est aussi vue octroyer le "droit" de laisser venir travailler un million d'ouvriers en Occident, dont 600.000 en Allemagne, ce qui représentait encore un soutien indirect de 5 milliards de dollars. Les dettes extérieures se sont également accrues. En 1987, elles atteignaient 22 milliards de dollars. (45)

La Yougoslavie a donc été le premier pays où une "évolution pacifique" a ramené le socialisme dans la voie du capitalisme. Pour dissimuler cette évolution, on a fait appel à la théorie économique de l'autogestion', ce qui, en réalité, se traduit par la liquidation du plan socialiste. Les rapports entre différentes entreprises — et entre les travailleurs de ces entreprises — deviennent des rapports de concurrence. Du fait que, par ce système, les travailleurs partagent les bénéfices, ils sont contraints de se faire concurrence mutuellement.

"Le plan économique a été décentralisé; de plus en plus, on a mis l'accent sur la nécessité du profit, pour progresser davantage. Cette décentralisation économique a entraîné dans son sillage la décentralisation politique, de sorte qu'à la fin des années soixante, chacune des six républiques exerçait sur son territoire plus de compétences que le gouvernement fédéral, qui n'assurait plus que la coordination. L'indépendance régionale était jalousement défendue. Le patriotisme local était manifestement plus développé que le Yougoslavisme, y compris parmi les communistes. (...) Il n'était pas simple de concilier ceci avec le maintien d'un parti communiste centralisé'. (46) Mais pendant ce temps, le parti avait aussi été transformé en une Ligue, dans laquelle les différentes régions formaient chacune leur propre petit royaume et se combattaient mutuellement.

En 1974, la Yougoslavie adopte une nouvelle constitution légitimant l'existence des bourgeoisies régionales, surtout préoccupées de leur propre intérêt nationaliste. Cette constitution fait de la Yougoslavie davantage une confédération qu'une fédération. Après la mort de Tito, les contradictions entre les républiques s'expriment plus ouvertement.

Les bourgeoisies Slovène et croate, que des intérêts économiques lient déjà fortement à l'Allemagne et à l'Autriche, contrôlent les régions les mieux développées du pays. Elles suivent une double politique : refuser la solidarité avec les républiques plus pauvres et se rapprocher de l'impérialisme allemand. La bourgeoisie serbe quant à elle renoue avec sa politique du début du siècle : la Grande-Serbie avant tout.

Mais en dépit des contradictions, on n'en vient pas à une explosion de violence. Tant qu'aucun des séparatistes ne peut compter sur le soutien de l'Occident, il est dans l'intérêt de tous les pays capitalistes de prolonger l'existence de la Yougoslavie. "Une Yougoslavie indépendante, unie et non-alignée est d'une importance cruciale pour la stabilité de l'Europe et du monde, et le soutien à l'intégrité territoriale, à l'indépendance et à l'unité est centrale dans la politique américaine", déclare le président américain Carter en juin 1980. (47)

11. L'ingérence allemande

Tout comme après la Première Guerre mondiale, l'Allemagne accroît son influence sur le plan économique. Sa position économique en Yougoslavie dépasse maintenant de loin celle des Etats-Unis ou des autres partenaires européens. En 1989, les Etats-Unis ne représentaient plus que 5,1% des importations et exportations yougoslaves. La part de la CEE était de 37 %. En ce qui concerne les exportations, ces chiffres étaient respectivement de 7 % et de 38,5 %. **(48)** Au sein de la CEE, l'Allemagne représente presque la moitié des importations et des exportations avec la Yougoslavie. En 1990, la moitié de l'industrie yougoslave fonctionnait avec des machines allemandes. En Slovénie, se sont implantées plus de 150 entreprises allemandes. L'Allemagne contrôle 70 % du commerce Slovène.

Depuis quelques années, la prépondérance économique de la bourgeoisie allemande est à la recherche d'une expression politique plus ouverte. Depuis l'effondrement de l'Union soviétique et du bloc de l'Est, l'Allemagne réoriente sa politique étrangère selon le schéma allemand "classique": le principe de la "nationalité" est employé pour faire éclater des Etats dont les fragments vont tout naturellement graviter autour de Berlin. L'Europe centrale voit le jour. "Après des dizaines d'années d'oppression, la volonté des peuples d'Europe centrale, d'Europe de l'Est et du Sud-est, d'exprimer leur identité et leurs valeurs nationales est compréhensible. C'est pourquoi nous devons créer des structures européennes", disait Genscher, le ministre allemand des Affaires extérieures, en octobre 1991. **(49)** Ensuite, il suggère de "ne pas laisser seuls" les Etats atomisés, c'est-à-dire de les attacher à l'Allemagne par tous les moyens possibles. Cette citation dévoile trois aspects de la politique étrangère allemande. En premier lieu, encourager le chauvinisme. Tout le monde peut pourtant constater quotidiennement que celui-ci conduit — spécialement en Europe de l'Est et dans les Balkans — à une chaîne interminable de guerres et de guerres civiles. Mais Genscher préfère faire preuve de "compréhension" envers les instigateurs de ces foyers nationalistes. En second lieu, utiliser l'Europe comme couverture pour dissimuler l'ambition allemande. Et enfin, englober les régions convoitées dans la sphère d'influence allemande.

Tous les économistes comprennent que la Slovénie et la Croatie sont affaiblies économiquement par leur indépendance. "Il ne fait pour nous aucun doute qu'à court ou à moyen terme, aucune partie de la Yougoslavie ne tirera avantage de la désintégration de la Yougoslavie ou de son économie", affirme le vice-président de la Banque Mondiale. **(50)** De plus, la rupture des liens économiques avec le reste de la Yougoslavie pousse encore davantage la Slovénie et la Croatie vers leur Etat protecteur, l'Allemagne.

L'effritement delà Yougoslavie est, en première instance, un projet allemand longuement peaufiné. Les autres pays occidentaux" y ont cédé à contre coeur. La chronologie de la reconnaissance de la Slovénie, de la Croatie et de la Bosnie le montre à suffisance.

La CSU (le parti-frère de la CDU du chancelier Kohl) " a noué des liens politiques avec Zagreb depuis le milieu des années 80, encouragé en cela par le Vatican et certains dirigeants est-européens. Ces liens, comme l'a raconté un politicien conservateur, ne sont pas destinés à une extension de l'Allemagne mais partent du souhait «de libérer une nation catholique aux affinités occidentales, que nous ne pouvons pas perdre de vue»'. **(51)**

Le 23 juin 1991, les 12 pays de la CEE décident à Luxembourg de "ne pas reconnaître l'indépendance de la Slovénie et de la Croatie si ces deux pays décident unilatéralement de quitter la fédération yougoslave. Les ministres des Affaires extérieures des Douze ont également convenu de «refuser tout contact de haut niveau» avec les républiques si celles-ci se séparent'. **(52)** Mais quotidiennement, la presse allemande attise les sentiments anti-serbes. Quotidiennement, les médias réclament de l'aide pour les Croates et les Slovènes. Le 28 juin, le chancelier Kohl déclare qu'il est inacceptable qu'aujourd' hui en Europe des gens soient abattus ou que soudain le droit à l'autodétermination ne joue plus aucun rôle'. A moins d'admettre que le chancelier — dans le pays duquel des dizaines de

personnes ont été assassinées au cours des dernières années en raison de la couleur de leur peau ou de leur nationalité — se soit exprimé dans un soudain élan sentimental, le signal politique aux séparatistes croates et Slovènes est clair : ils peuvent compter sur le soutien allemand, en dépit des dispositions européennes.

Quelques jours plus tard, le ministre des affaires étrangères Genscher dit que l'armée fédérale est devenue "folle" et qu'elle "sème la désolation". Les 2 et 3 juillet 1991, il se rend en visite en Yougoslavie. Le Volkskrant, un journal néerlandais, commente : "Un avant-goût du Alleingang allemand (...). Alors que la mission de la CE arrive pour rappeler à l'ordre les troubles du statu quo européen, ... Genscher se présente comme un "courtier honnête entre les parties concernées. Genscher fait ainsi ce que la CE n'a pas souhaité envisager durant de nombreux mois : contribuer à une révision méthodique du statu quo dans une région importante de l'Europe". (53) En employant l'adjectif "méthodique", le Volkskrant se montre, hélas, inconsidérément optimiste.

"Le 5 juillet, Genscher déclare (...) regretter que la CE n'ait pas menacé de reconnaître la Slovénie et la Croatie «si l'armée yougoslave continue à mal se conduire»". (54) Le soutien allemand à la reconnaissance de la Croatie rend donc impossible toute solution pacifique et négociée. "Une cessation des hostilités était à tout le moins souhaitable d'un point de vue croate. Etant donné que l'Allemagne parlait de reconnaissance avec tant de serviabilité, «à moins que cesse la guerre en Croatie», plus la guerre était sanglante, plus grandes étaient les chances de reconnaissance", écrit le International Institute for Strategic Studies de Londres. (55) Le secrétaire de l'ONU de l'époque, Perez de Cuellar, déclare : "Je crains qu'une reconnaissance rapide de certaines républiques yougoslaves ne provoque encore une extension du conflit actuel et n'aggrave une situation déjà explosive en Bosnie-Herzégovine et en Macédoine". (56) Personne ne peut dire qu'il n'a pas été prévu.

Au sommet de Maastricht, l'Allemagne force la main à ses "partenaires" européens. Seuls les Etats-Unis continuent à s'opposer jusqu'au dernier moment. Ils n'accepteront la reconnaissance qu'en avril. Juste avant la reconnaissance, "Genscher, impatient, a claqué le cornet au cours d'un coup de téléphone de la dernière chance de l'administration Bush, lui demandant de reporter encore un peu la reconnaissance". (57) Les Etats-Unis ont été mis devant le fait accompli.

A très juste titre, le chancelier Kohl a qualifié la reconnaissance de la Slovénie et de la Croatie de "grande victoire pour la politique intérieure allemande". A cette occasion, il est le premier politicien allemand important depuis la Seconde Guerre mondiale à avoir utilisé le mot "Sieg" au lieu du terme "Erfolg", plus discret et passé dans les usages après Hitler. Un signal accueilli avec inquiétude aux Etats-Unis. (58)

Die Welt am Sonntag résume ainsi le point de vue allemand : "Toute politique anti-croate, anti-bosniaque est, de ce fait même, une politique anti-allemande. La création de la Yougoslavie après la Première Guerre mondiale, avait pour objectif de créer, dans le sud-est de l'Europe, un bastion anti-allemand qui s'appuierait sur les Serbes. C'est pourquoi il est très normal que les Allemands soutiennent leurs anciens alliés, les Croates. Le soutien aux Serbes n'est inspiré que par des sentiments anti-allemands et donc anti-européens". (59) Souvenons-nous bien que ces "anciens alliés" sont les fascistes Oustachis de la Seconde Guerre mondiale !

Dès le début de la guerre en Bosnie, c'est aussi l'Allemagne qui demande avec le plus d'empressement une intervention militaire, visant ainsi un double objectif. En premier lieu, Berlin veut obtenir pour la Croatie le gouvernement le plus favorable, si nécessaire en infligeant aux Serbes une défaite militaire, et en installant au pouvoir la fraction pro-allemande, pro-européenne de la bourgeoisie serbe. De cette manière, l'influence allemande peut s'étendre le plus loin vers l'est. En second lieu, il veut s'arroger le droit d'intervenir militairement en dehors des frontières de la zone du Traité de l'OTAN.

"(Le conflit ne peut) sans doute être résolu que par l'action militaire", écrit le Frankfurter Allgemeine Zeitung. (60) De l'avis de Kinkel, il faut orienter l'engagement militaire des pays européens et de

l'Amérique en tout premier lieu vers Sarajevo, ensuite vers la région avoisinante et veiller très rapidement à ce que les Serbes arrêtent de tirer. Manifestement, la solution la plus praticable pour Kinkels est de faire patrouiller la Sixième Hotte dans la Mer Adriatique et d'empêcher le décollage des appareils serbes, de l'air, par des moyens techniques'. (61) Johannes Gester, vice-président de la fraction CDU au Bundstag, demande, ni plus ni moins, une «attaque-éclair dévastatrice» sur les positions serbes. (62) Le porte-parole des Affaires Etrangères de la CDU, Lamers, recommande même de lancer un ultimatum, remède souverain. Manifestement peu gêné de la mauvaise réputation qu'engendre l'association des deux termes "ultimatum" et "Sarajevo" depuis 1914, il affirme, le 22 juillet 1992 : "Si les Serbes ne respectent pas le cessez-le-feu aujourd'hui à minuit, les ministres des Affaires Etrangères de la CE doivent se réunir immédiatement afin de préparer une intervention militaire rapide pour protéger la population de Bosnie". (63)

Le parti social démocrate SPD, n'est pas en reste. Le parlementaire von Bulow : "Si l'on ôte aux Serbes la suprématie aérienne par une intervention aérienne massive, on peut s'attendre à une atténuation des combats". (64)

En fait leur conception d'une intervention militaire de l'ONU est la même que celle du président croate Tudjman : vaincre les Serbes et assurer la victoire militaire aux Croates. L'Allemagne est aussi une plaque tournante des livraisons d'armes aux alliés croates et Slovènes. "Le début de la guerre civile a donc été caractérisé par un afflux d'armes et d'équipements provenant de l'ancienne DDR, rachetés par des intermédiaires allemands, tchèques et hongrois", écrit Le Soir. (65) Le même article décrit la livraison de mitrailleurs MP-5 ("le meilleur du marché") de la firme allemande Heckler & Koch aux milices croates et serbes. L'Arbalète, l'arme anti-tank moderne du groupe allemand MBB, a elle aussi été vendue en Slavonie et en Bosnie.

Pour l'Allemagne, la crise en Yougoslavie est l'occasion rêvée de renverser un ancien tabou: l'interdiction constitutionnelle d'intervenir militairement en dehors de la zone du traité de l'OTAN. Kinkels déplore : "L'Allemagne a été le moteur en matière d'efforts diplomatiques et elle est en tête dans le domaine de l'aide humanitaire. Maintenant qu'il est question d'une intervention militaire et d'autres mesures coercitives, l'Allemagne se trouve dans une situation difficile". (66)

Au sein de la direction du SPD aussi, plusieurs chefs de file — comme Willy Brandt, Egon Bahr, von Bulow et Steiner, le spécialiste de la défense — se sont exprimés en faveur d'une participation à l'intervention militaire. Engholm, le président du parti, a déclaré que le SPD peut participer à une intervention militaire si, "dans un cas extrême et en dernier recours, le conseil de sécurité de l'ONU décide d'envoyer des troupes sous son contrôle". (67) Le président du SPD de Berlin, Momper, a déclaré : "Nous ne pouvons pas continuer à ignorer la pression de la communauté internationale à prendre part à une action de l'ONU". (68)

En engageant le contre-torpilleur Bayern et trois avions de reconnaissance qui, sous pavillon de l'UEO, contrôlent le respect de l'embargo économique contre la Serbie, l'Allemagne a aussi remporté cette partie. En plus de sa puissance économique et politique, c'est donc aussi son come-back militaire que l'Allemagne prépare.

Notes :

(1) Le Figaro, cité dans De Morgen 20.07.91.

(2) Poincaré, Raymond, Les Balkans en Feu, Paris, 1926.

(3) Lenin, W. L., Les événements aux Balkans et en Perse. In: Le mouvement de libération nationale des peuples d'Orient, ELE, Moscou, p. 54

(4) Lenin, W.I., Les événements aux Balkans et en Perse. Dans: Le mouvement de libération nationale des peuples d'Orient, ELE, Moscou, p. 55.

(5) voir Detrez, Raymond, De Balkan. Van burenrucie tot burgeroorlog. Hadewijch, Antwerpen, 1992, p. 41.

(6) Dimitrov, Georges, Oeuvres choisies th. I, Sofia-press, p. 225.

(7) Histoire du Parti Communiste Bulgare, Sofia Presse, 1986, p. 46.

- (8) Histoire du Parti Communiste Bulgare, Sofia Presse, 1986, p. 44.
- (9) Histoire du Parti Communiste Bulgare, Sofia Presse, 1986, p. 47.
- (10) Dimitrov, Georges, Oeuvres choisies th. I, Sofia-presse, p. 322.
- (11) Balkans & Balkanisation, Hérodote, 4^e trimestre 1991, p.58.
- (12) Meurer, Andréas, "Kontinuitat deutscher Sudost-Expansion: Aggression gegen Jugoslawien". Dans: Die Intervention der BRD in den jugoslawischen Bürgerkrieg, GNN Verlag Politische Berichte, Köln, 1992, p. 2.
- (13) Précis d'histoire du Parti Communiste Bulgare, Sofia-presse, 1978, p.55.
- (14) Balkans & Balkanisation, Hérodote, 4^e trimestre 1991, p.15.
- (15) Meurer, Andréas, Kontinuitat deutscher Sudost-Expansion: Aggression gegen Jugoslawien. Dans: Die Intervention der BRD in den jugoslawischen Bürgerkrieg, GNN Verlag, 1992. p. 5.
- (16) Dimitrov, Georges, Oeuvres Choiesies, Th. I., Sofia-Presse, p. 289-295.
- (17) Dimitrov, Georges, Oeuvres Choiesies, Th. I., Sofia-Presse, p. 289-295. (18) Dedijer, Vladimir, Tito parle, Gallimard, Paris, 1953, p. 54-55.
- (19) Kabaktschiew, Chr., "Die Balkanpolitik der Entente". Dans: Kommunistische Internationale, Sofia, 1922, p. 113.
- (20) Kabaktschiew, Chr., "Die Balkanpolitik der Entente". Dans : Kommunistische Internationale, Sofia, 1922, p. 114 .
- (21) Résolution sur la question yougoslave. Dans: les quatre premiers congrès de l'Internationale Communiste, PEC, Paris, p. 209-210.
- (22) Dedijer, Vladimir, Tito parle, Gallimard, Paris, 1953, p. 261.
- (23) Dimitrov, Georges, Oeuvres choisies th. I, Sofia-presse, p. 303.
- (24) Dimitrov, Georges, Oeuvres choisies th. I, Sofia-presse, p. 324. (25) Dedijer, Vladimir, Tito parle, Gallimard, Paris, 1953, p. 133.
- (26) Régent à la place du roi Peter, mineur, successeur du roi Alexandre assassiné par les Oustachis en 1934 à Marseille.
- (27) Dedijer, Vladimir, Tito parle, Gallimard, Paris, 1953, p. 133.
- (28) Dedijer, Vladimir, Tito parle, Gallimard, Paris, 1953, p. 141.
- (29) Dedijer, Vladimir, Tito parle, Gallimard, Paris, 1953, p. 147.
- (30) Mac Lean, Fitzroy, Diplomate et franc-tireur, Gallimard, Paris, 1952, p.300
- (31) Dedijer, Vladimir, Tito parle, Gallimard, Paris, 1953, p. 250.
- (32) Nationalzeitung, 19.07.91. cité dans Konkreet 9/91.
- (33) "Opération Ratlines", documentaire de Channel 4 TV C°, 1991. Auteur et coproducteur David Young.
- (34) François Hoffmann et Lucien Montebusco, "Die WACL, ihre Akteure, ihre Hintermänner. Das Werk der Ustachi: Flugzeugentführungen und Botschafter-Morde." Dans: d'Aktualität. Zeitung vom Lëtzeburger Vollek! 05/01/87.
- (35) Ibidem.
- (36) Mac Lean, Fitzroy, Diplomate et franc-tireur, Gallimard, Paris, 1952, p. 282
- (37) Mac Lean, Fitzroy, Diplomate et franc-tireur, Gallimard, Paris, 1952, p. 291.
- (38) Auty, Phillis, Tito, p. 238-239.
- (39) Cité dans "De polemiek over de algemene lijn van de internationale kommunistische beweging". EPO, Berchem, 1976, p. 144.
- (40) Cité dans "De polemiek over de algemene lijn van de internationale kommunistische beweging." EPO, Berchem, 1976, p. 144.
- (41) Daniels, Robert, V. (éd.), A documentary History of Communism, Vol H, Tauris, London, 1987, p. 156-158.
- (42) "Interview de Vladimir Dapcevic, communiste yougoslave. Solidaire, 1er janvier. 1992, p. 14.
- (43) De Polemieck 1963-1964, Proletarische Opvoeding, Berchem, 1976, p. 156.
- (44) Auty, Phillis, Tito, p. 256-257
- (45) Vlatkovic Dusan, La monnaie nationale et la crise politique en Yougoslavie, Revue de politique Internationale nr. 989 p. 1-4, Belgrado, 1991.
- (46) Auty, Phillis, Tito, p. 283.
- (47) Auty, Phillis, Tito, p. 337. (48) Eurostat, Statistisch Jaarboek Buitenlandse Handel 1991, p140-141.
- (49) Welt am Sonntag, 6.10.91, p.9.
- (50) Hochberger, Hunno, "Zur Intervention der BRD in den jugoslawischen Bürgerkrieg". Dans: Die Intervention der BRD in den jugoslawischen Bürgerkrieg, GNN Verlag Politische Berichte, Köln, 1992, p. 31.
- (51) IHT, 13.01.92.
- (52) Libération 24.06.91 .
- (53) Volkskrant 03.07.91.

- (54) Zametica, John, "The Yugoslav Conflict". Adelphi Paper 270, nSS, London, 1992, p. 64.
- (55) Zametica, John, "The Yugoslav Conflict". Adelphi Paper 270, HSS, London, 1992, p. 19.
- (56) Le Soir 14-15/12/92.
- (57) IHT, 13.01.92.
- (58) 07.01.92, IHT.
- (59) Die Welt am Sonntag.
- (60) FAZ, 15 .06. 92 .
- (61) FAZ 1.7.92.
- (62) L'Humanité, 6.8.92.
- (63) Cité dans AK, 23 septembre 1992 repris de SZ, 22 juillet 1992.
- (64) Frankfurter Allgemeine Zeitung, 8 août 1992.
- (65) Le Soir 12/05/92
- (66) FAZ 13.08.92, p. 2.
- (67) FAZ, 11.08.92, p. 1.
- (68) FAZ, 13.08.92, p. 2.

Déclaration d' Erich Honecker devant la 27e chambre correctionnelle du Tribunal régional de Berlin, le 3 décembre 1992

Traduction réalisée par le Comité Honecker de Solidarité Internationale (France)

Je ne donnerai pas à cette accusation et à cette procédure l'apparence du droit en me défendant contre l'accusation, manifestation non fondée, de coups mortels.

Toute défense est également sans objet parce qu'il ne me sera pas donné d'assister à votre jugement. La peine que vous envisagez de m'infliger ne m'atteindra plus. Tout le monde le sait aujourd'hui. Pour cette raison un procès contre moi n'est qu'une farce. C'est une comédie politique.

Personne n'a le droit, en Allemagne Fédérale et y compris dans la ville de front de Berlin-Ouest, d'accuser mes camarades co-inculpés, moi-même ou tout citoyen de la R.D.A., ou même de les condamner pour des actes qui ont été commis en application d'ordres relevant de l'autorité de l'État de la R.D.A.

Si je prends la parole ici, c'est uniquement pour porter témoignage pour les idées du socialisme, pour un jugement politique et moral et honnête de la République démocratique allemande, État reconnu en droit international par plus de cent États.

Cette république, qualifiée momentanément par la R.F.A. d'État de non-droit, était membre du Conseil de sécurité de l'O.N.U., lui a fourni un temps son président et aussi le président de l'Assemblée Générale de l'O.N.U.

Je n'attends pas de ce procès ni de ce Tribunal un jugement politique et moral équitable sur la R.D.A. Je profite toutefois de cette comédie politique pour porter mon point de vue à la connaissance de mes concitoyens.

Ma situation dans ce procès n'est pas inhabituelle. L'État de droit allemand a déjà accusé et condamné Karl Marx, August Bebel, Karl Liebknecht et de nombreux autres socialistes et communistes. Le troisième Reich a continué cela en utilisant dans de nombreux procès des juges issus de l'État de droit de la République de Weimar. J'ai été moi-même accusé dans l'un de ces procès. Après la destruction du fascisme allemand et de l'État hitlérien, la R.F.A. n'a pas eu besoin de chercher de nouveaux procureurs, ni de nouveaux juges pour poursuivre à nouveau pénalement de nombreux communistes,

pour les priver de travail et de pain, avec l'aide des tribunaux de prud'hommes, pour les chasser des services publics avec l'aide des tribunaux administratifs ou les persécuter de toute autre manière.

Il nous arrive aujourd'hui ce qu'ont déjà connu nos camarades de l'Allemagne de l'Ouest dès les années 50. Depuis près de 190 ans, c'est toujours le même arbitraire. L'État de droit de la R.F.A. n'est pas un État de droit, mais un État de droite.

Pour ce procès comme pour d'autres, au cours desquels d'autres citoyens de R.D.A. sont poursuivis devant des chambres correctionnelles, sociales ou administratives pour leur « attachement au régime », il faut un argument. Les politiciens et les juristes disent que nous devons condamner les communistes, parce que nous n'avons pas condamné les nazis. Nous devons, cette fois-ci, remettre à neuf le passé. Cela saute aux yeux de beaucoup, mais ce n'est qu'un argument de façade. La vérité, c'est que la justice ouest-allemande ne pouvait pas sanctionner les nazis, parce que les juges et les procureurs ne pouvaient pas se sanctionner eux-mêmes. La vérité, c'est que la justice ouest-allemande doit son niveau actuel — quoiqu'on en juge — aux nazis qu'elle a dans ses rangs. La vérité, c'est que les communistes, les citoyens de la R.D.A. sont poursuivis pour les mêmes raisons qu'on les a toujours poursuivis en Allemagne. Ce n'est que pendant les quarante années d'existence de la R.D.A. que l'inverse s'est produit. C'est cet oubli qu'il faut maintenant « réparer ». Tout cela relève naturellement de l'État de droit. Cela n'a strictement rien à voir avec la politique. Les principaux juristes de ce pays, qu'ils soient membres des partis gouvernementaux ou du S.P.D., jurent que notre procès relève d'une procédure tout à fait normale, qu'il ne s'agit pas d'un procès politique, d'un procès spectacle. On enferme les membres des plus hautes instances du pays voisin et on dit que cela n'a rien à voir avec la politique. On reproche leurs prises de décision stratégiques aux généraux d'un Pacte militaire adverse et on dit que cela n'a rien à voir avec la politique. On traite aujourd'hui de criminels ceux que l'on a reçus hier avec les honneurs comme hôtes de l'État et comme partenaires dans le souci commun que plus jamais une guerre ne parte du sol allemand. Cela non plus, semble-t-il, n'a rien à voir avec la politique.

On accuse des communistes, qui ont toujours été persécutés depuis qu'ils sont apparus sur la scène politique, mais aujourd'hui, en R.F.A., cela n'a rien à voir avec la politique.

Pour moi et, je pense, pour toute personne objective, cela est clair : ce procès est tout aussi politique que peut l'être un procès contre la direction politique et militaire de la R.D.A.

Nier cela ce n'est pas se tromper, c'est mentir. C'est mentir pour tromper le peuple une fois de plus. Par ce procès on fait ce qu'on nous reproche. On se débarrasse d'ennemis politiques par le biais du droit pénal, mais naturellement tout à fait dans le cadre de l'État de droit.

D'autres éléments amènent à penser indubitablement que ce procès poursuit des buts politiques. Pourquoi le Chancelier fédéral, pourquoi Monsieur Kinkel, ancien chef des services secrets, puis Ministre de la justice, puis encore Ministre des affaires étrangères de la R.F.A. étaient-ils si attachés à me faire ramener coûte que coûte en Allemagne, pour me livrer à Moabit, où j'avais déjà séjourné sous Hitler ? Pourquoi le Chancelier fédéral m'a-t-il laissé partir à Moscou, pour exercer ensuite des pressions sur Moscou et le Chili pour qu'ils me livrent, et ce contre tout droit international ? Pourquoi des médecins russes ont-ils dû falsifier le diagnostic qu'ils avaient posé à mon sujet ? Pourquoi nous présente-t-on au peuple, moi et mes camarades dont la santé n'est guère meilleure que la mienne, comme jadis les empereurs romains exposaient leurs ennemis prisonniers ?

Je ne sais pas si tout cela peut encore s'expliquer de façon rationnelle. Peut-être est-ce ici l'application du vieil adage : «Celui qui veut noyer son chien dit qu'il a la rage». Il est évident pour chacun que tous les hommes politiques qui ont sollicité une audience auprès de moi, ou bien qui se sont réjouis de pouvoir me saluer chez eux, ne sont pas épargnés par ce procès. Le fait que des hommes ont été tués au mur (de Berlin), que j'ai été président du Conseil national de Défense, Secrétaire général, Président du Conseil d'État de R.D.A., que j'ai été l'homme politique vivant du rang le plus élevé qui porte la

responsabilité la plus grande pour ce mur, tous les enfants le savent, en Allemagne et au-delà. Il n'y a donc que deux possibilités : ou bien ces messieurs les hommes politiques de R.F. A. ont cherché le contact sciemment, volontairement et même avidement avec un tueur, ou bien ils tolèrent maintenant consciemment et même avec plaisir que des innocents soient accusés de meurtre. Aucune de ces deux possibilités ne vous fera honneur. Il n'y en a pas de troisième. Celui qui prend ce dilemme en compte, d'être d'une manière ou d'une autre un homme sans caractère, soit est aveugle, soit poursuit un but qui, pour lui, a plus de valeur que la sauvegarde de son honneur.

Supposons que ni Monsieur Kohl, ni Monsieur Kinkel, ni tous ces messieurs les Ministres-présidents et dirigeants des partis politiques de la R.F.A. ne soient aveugles (ce que toutefois je ne peux exclure), le seul but politique de ce procès ne peut être alors que l'intention de discréditer totalement la R.D.A., et donc le socialisme en Allemagne. La défaite de la R.D.A. et du socialisme en Allemagne et en Europe ne leur suffit donc apparemment pas. Il faut détruire tout ce que cette époque, pendant laquelle des ouvriers et des paysans ont eu le pouvoir, laisse voir qui ne soit ni tragédie, ni crime. La victoire de l'économie de marché — comme on appelle aujourd'hui le capitalisme, par euphémisme — et la défaite du socialisme doivent être totales. On veut, comme Hitler l'a dit, à l'époque, devant Stalingrad, «que cet ennemi ne puisse plus jamais se relever». Les capitalistes allemands ont toujours eu un penchant pour la totalité.

Le but de ce procès, de tuer une nouvelle fois le socialisme déjà considéré comme mort, montre quelle appréciation font Monsieur Kohl, le gouvernement et l'opposition de R.F.A. de la situation.

Le capitalisme s'est condamné à mort par sa victoire, tout comme Hitler s'est condamné à mort par ses victoires militaires. Le capitalisme est au niveau mondial dans une situation sans issue. Il n'a plus le choix qu'entre la chute dans un chaos écologique et social et l'abandon de la propriété privée des moyens de production, c'est à dire le socialisme. Les deux solutions signifient la fin du capitalisme. Seul le socialisme paraît être pour les dirigeants de R.F.A. le danger le plus fort. Ce procès doit les en protéger, comme toute la campagne contre le souvenir de la R.D.A. défunte, ou le fait qu'ils la stigmatisent comme «État de non-droit».

La mort non naturelle de toute personne de notre pays nous a toujours accablés. La mort au mur (de Berlin) nous a non seulement touché humainement, mais nous a aussi porté tort politiquement : avant tous les autres, je porte depuis mai 1971 la responsabilité politique principale du fait qu'on ait tiré, en application des directives sur l'usage des armes à feu, sur ceux qui voulaient franchir sans autorisation la frontière entre la R.D.A. et la R.F.A., frontière entre le Pacte de Varsovie et l'O.T.A.N.

C'est sûrement une lourde responsabilité. J'expliquerai plus tard encore pourquoi je l'ai assumée. Ici, au moment de déterminer les buts politiques de ce procès, je ne peux éviter de noter par quels moyens ce procès veut dénigrer la R.D.A. Ces moyens, ce sont les morts au mur. Ils sont là pour donner à ce procès, comme à d'autres qui ont déjà eu lieu, leur portée médiatique. Il y manque les garde-frontières de la R.D.A. assassinés. Nous avons vu, et vous d'abord aussi avez vu, comme on a déjà vendu les photos des morts sans le moindre respect, ni la moindre pudeur. C'est comme cela que l'on fait de la politique et que l'on crée une ambiance. Chaque mort est utilisé, ou plutôt manipulé dans la lutte des possédants pour la sauvegarde de leur propriété capitaliste. Car il ne s'agit de rien d'autre dans le combat contre le socialisme. Les morts doivent prouver le caractère inhumain de la R.D.A. et du socialisme et détourner l'attention de la misère du temps présent et des victimes de l'économie de marché. Tout cela se fait démocratiquement, légalement, chrétiennement, humainement et pour le bien du pays. Pauvre Allemagne !

Venons-en aux faits. Les procureurs de la ville de front (Berlin-Ouest, N.d.T.) nous accusent d'être des criminels de droit commun et des tueurs. Comme nous n'avons apparemment pas tué personnellement aucune des 68 personnes dont la mort nous est reprochée dans l'acte d'accusation, comme nous n'avons apparemment pas plus ordonné, ni provoqué leur assassinat, l'accusation nous reproche, en page 9 de l'acte d'accusation, d'avoir :

«...en tant que Secrétaire du Conseil national de Défense et Secrétaire pour les questions de sécurité auprès du Comité central du S.E.D., ordonner d'aménager les installations de frontière autour de Berlin (-Ouest) et les installations de protection en direction de la République Fédérale d'Allemagne, de façon à rendre leur franchissement impossible.»

Plus loin l'acte d'accusation me reproche d'avoir, lors de 17 réunions du Conseil de Défense entre le 29 novembre 1961 et le 1er juillet 1983, participé aux décisions :

- d'installer de nouvelles mines (à noter que le mot «nouvelles» montre que les troupes de l'U.R.S.S. en avaient déjà installé précédemment),
- d'améliorer le système de sécurité de la frontière, d'améliorer la formation au tir des troupes de frontière,
- de ne pas tolérer les franchissements de frontière par la force,
- d'avoir le 3 mai 1974 déclaré personnellement «qu'on devrait faire usage de l'arme à feu sans concession», ce qui est au demeurant faux,
- et d'avoir approuvé le projet de loi sur la protection des frontières, promulgué le 1er mai 1982.

Les reproches qu'on me fait, ou qu'on nous fait, concernent donc des décisions du Conseil national de Défense, c'est-à-dire des décisions d'un organe constitutionnel de la R.D.A. L'objet de la procédure est donc ainsi la politique de la R.D.A. et les efforts déployés par le C.N.D. pour maintenir et défendre la R.D.A. en tant qu'État. Cette politique doit donc être, au travers de la procédure, transformée en crime. On veut donc ainsi marquer la R.D.A. du sceau d'«État de non-droit» et qualifier de criminels tous ceux qui l'ont servie. La poursuite de dizaines de milliers et même de centaines de milliers de citoyens de R.D.A. qu'évoque déjà le Parquet général est le but ultime de cette procédure, qui a été préparée par des «procédures pilotes» contre des garde-frontières, tout comme par d'innombrables autres procédures discriminatoires à rencontre de citoyens de R.D.A. devant des chambres civiles, sociales ou administratives ainsi que par des décisions administratives. Il ne s'agit donc pas uniquement de moi ou de nous ici présents. Il s'agit de beaucoup plus. Il s'agit de l'avenir de l'Allemagne, de l'Europe, et même du monde entier qui, avec la fin de la guerre froide, la «nouvelle pensée», semblait redémarrer sous de meilleurs auspices. Ici, non seulement on prolonge la guerre froide, mais on veut poser la première pierre d'une Europe des riches. Il faut à nouveau tordre le coup définitivement à l'idée de la justice sociale. C'est à cela que doit servir notre qualification de tueurs.

Je suis le dernier à plaider contre des mesures d'ordre moral ou judiciaire pour juger ou condamner les hommes politiques. Trois conditions doivent être remplies :

- les mesures doivent avoir été formulées par avance avec exactitude,
- elles doivent être valables équitablement pour tous les hommes politiques,
- c'est à un tribunal placé au-dessus des partis, c'est à dire composé ni d'amis, ni d'ennemis de l'accusé, que doit revenir la décision.

Il me semble que d'une part, tout cela va de soi, mais que, d'autre part, cela n'est pas encore réalisable dans le monde actuel. Si vous siégez aujourd'hui en tant que Tribunal, vous êtes le tribunal des vainqueurs jugeant les vaincus. C'est l'expression du rapport de forces existant, mais ce n'est pas un acte qui peut se revendiquer d'un quelconque droit. Cela seul suffirait à montrer que l'accusation est un acte de non-droit. Pourtant, comme nous ne craignons absolument pas la confrontation même dans le détail, je veux montrer en détail ce que l'accusation, que ce soit intentionnellement ou par aveuglement, ne dit pas.

Comme je l'ai déjà cité précédemment, l'accusation commence l'énumération chronologique des reproches qu'on nous fait par ces mots :

«Le 12 août 1961, le prévenu Honecker, en tant que Secrétaire du C.N.D. et Secrétaire pour les questions de sécurité auprès du Comité central du S.E.D., donna l'ordre d'aménager les installations de frontière autour de Berlin-Ouest et en direction de la République fédérale d'Allemagne afin de les rendre infranchissables ».

Cette vision historique des choses parle d'elle-même. Le Secrétaire pour les questions de sécurité auprès du Comité central du S.E.D. a ordonné un événement de portée historique mondiale. Cela dépasse encore l'ironie des citoyens de la R.D.A. qui considéraient la R.D.A. comme «la plus grande R.D.A. du monde». Si aujourd'hui encore Enno von Löwenstein fait de la R.D.A. un «grand pays» pour rendre la victoire de la R.P.A. plus grande encore, cet «ailier droit» du journalisme allemand n'essaie pourtant pas de faire grimper la R.D.A. au rang de «grande puissance». Cela reste des prérogatives de «l'autorité la plus objective du monde», je veux dire le Parquet général. Chacun fait ce qu'il peut pour se ridiculiser devant l'Histoire.

La vérité, c'est que la construction du mur a été décidée lors d'une réunion des États du Pacte de Varsovie, le 5 août 1961 à Moscou. Dans cette alliance des États socialistes, la R.D.A. était certes un membre important, mais elle n'avait jamais de position dominante. Le Tribunal devrait déjà le savoir, cela ne nécessite pas d'être prouvé.

Etant donné, comme je l'ai déjà dit, que nous n'avons jamais tué personne de nos mains, ni ordonné directement la mort de quelqu'un, la construction du mur, sa réalisation et l'application de l'interdiction de quitter la R.D.A. sans autorisation sont considérées comme des meurtres. Tout cela, dit-on, n'a rien à voir avec la politique. La jurisprudence allemande rend cela possible. Pourtant elle ne résistera pas au jugement de l'Histoire, ni à la compréhension des hommes sains d'esprit. Elle montrera simplement une fois encore d'où elle vient, quelles sont ses sources d'inspiration, et où l'Allemagne est sur le point d'aller.

Tous ceux, dont j'étais, qui à l'époque avaient des responsabilités dans les Etats du Pacte de Varsovie ont pris cette décision politique d'un commun accord. Je ne dis pas cela pour me décharger et pour renvoyer la responsabilité sur d'autres; je dis simplement cela parce que c'était ainsi et pas autrement, et je maintiens que cette décision, à l'époque, en 1961, était juste et qu'elle le resta jusqu'à la fin de la confrontation entre les États-Unis et l'U.R.S.S. C'est justement cette décision et les convictions sur lesquelles elle s'appuyait qui font l'objet de ce procès. Il faut être aveugle, ou fermer volontairement les yeux sur les événements du passé, pour ne pas reconnaître que ce procès est celui des vainqueurs contre les vaincus, pour ne pas reconnaître qu'il implique une manipulation de l'histoire à des fins politiques. Si vous considérez cette décision politique comme erronée et que vous me rendiez pénalement responsable des morts du mur, je vous dirais alors que la décision que vous considérez comme juste aurait eu des millions de morts comme conséquence. C'était ma conviction et ça l'est encore et, je le suppose, c'est aussi celle de mes camarades. Nous nous présentons devant vous à cause de cette décision. Et c'est à cause de votre conviction politique opposée que vous nous condamnerez.

Comment et pourquoi on en est arrivé à construire le mur, cela n'intéresse pas le Parquet général. L'acte d'accusation n'évoque pas ce point. Les causes et les conditions de la construction sont évacuées, l'enchaînement des événements historiques est arbitrairement rompu. Erich Honecker a construit le mur et l'a maintenu, point c'est tout. Voilà avec quel simplisme le juriste ouest-allemand voit l'histoire et la raconte. L'essentiel est de coller au communiste une étiquette de criminel et de le condamner comme tel. Sur ce point tous les Allemands sont capables de savoir comment on en est arrivé à la construction du mur et pourquoi on y a tiré des coups de feu. Dans la mesure où l'accusation fait comme si c'était dans la nature du socialisme que de construire des murs et d'y abattre des gens, et comme si des individus criminels comme moi et mes camarades en étaient responsables, je dois, bien que n'étant pas historien, récapituler l'histoire qui a conduit à la construction du mur.

L'origine remonte loin. Elle commence avec la naissance du capitalisme et du prolétariat. Le début direct de la misère de l'histoire allemande des temps modernes est l'année 1933. Comme on sait, en 1933 de très nombreux Allemands ont voté librement pour le N.S.D.A.P. et Hindenburg, Président du Reich, lui-même librement élu en 1932, a appelé, tout à fait démocratiquement, Hitler au poste de Chancelier du Reich. À la suite de quoi les prédécesseurs politiques de nos partis établis, à l'exception du S.P.D., ont approuvé la loi donnant les pleins pouvoirs dictatoriaux à Hitler. Seuls les communistes avaient dit avant ces élections : «Voter Hindenburg, c'est voter Hitler et voter Hitler, c'est voter la guerre». Lors du vote sur les pleins pouvoirs, les députés communistes avaient déjà été éloignés du Reichstag. De nombreux communistes avaient été incarcérés ou vivaient dans la clandestinité, c'est de cette époque que date, avec l'interdiction des communistes, la chute de l'Allemagne.

À peine Hitler était-il devenu Chancelier du Reich que l'Allemagne assista à son premier miracle économique. Le chômage fut réduit, on vendit des coupons Volkswagen et l'âme bouillonnante du peuple conduisit à chasser ou à assassiner les Juifs. Le peuple allemand dans sa majorité était heureux et content.

Lorsque la deuxième guerre mondiale éclata et que les fanfares retentirent pour annoncer les victoires éclair sur la Pologne, la Norvège, le Danemark, la Belgique, la Hollande, le Luxembourg, la France, la Yougoslavie et la Grèce, l'enthousiasme ne connut plus de limites. Le cœur de presque tous les Allemands battait pour leur chancelier, pour le plus grand führer de tous les temps. Rares étaient ceux qui pensaient que le Reich millénaire ne durerait que douze ans. Après qu'en 1945 tout ne fut plus que ruines, le monde entier n'appartenait pas à l'Allemagne, contrairement à la prédiction du célèbre chant nazi, mais l'Allemagne appartenait aux alliés. Elle était divisée en quatre zones. La liberté de se déplacer n'existait plus. À cette époque les alliés ne connaissaient pas encore les «droits de l'homme». La liberté de résidence n'existait même pas pour les émigrants allemands qui, comme Gerhart Eisler, voulaient rentrer des États-Unis en Allemagne.

À l'époque il y avait aux États-Unis des plans (comme le plan Morgenthau, par exemple) pour diviser définitivement l'Allemagne en plusieurs États. Ce sont de tels plans qui ont fait dire à Staline : «Les Hitler passent, le peuple et l'État allemands restent». L'unité allemande que l'U.R.S.S. souhaitait à l'époque ne put être maintenue. L'Allemagne fut divisée pour longtemps à la suite du déclenchement de la guerre froide par les États-Unis en 1947, par le biais de la constitution de la bizone, puis de la tri-zone, la réforme monétaire séparée puis, enfin, la création de la République fédérale en mai 1949. Cette division, comme la chronologie le prouve, ne fut pas l'oeuvre des communistes mais au contraire celle des alliés occidentaux et de Konrad Adenauer. La création de la R.D.A. fut une suite temporaire logique à la création de la R.F.A. Depuis lors existent donc deux États allemands côte à côte. La R.F.A. n'a pourtant pas eu la volonté de reconnaître la R.D.A. et de coexister pacifiquement avec elle. Elle revendiqua à plusieurs reprises le droit de représenter à elle seule toute l'Allemagne et tous les Allemands. Elle fit subir, avec l'aide de ses alliés, un embargo économique à la R.D.A. et tenta ainsi de l'isoler économiquement et politiquement. La politique menée par la R.F.A. à rencontre de la R.D.A. était de l'ordre d'une agression non armée. C'était la forme que prenait la guerre froide sur le sol allemand. C'est cette politique qui a conduit au mur.

Suite à l'entrée de la R.F.A. dans l'OTAN, la R.D.A. s'est ralliée au pacte de Varsovie. Ainsi les deux États allemands se faisaient-ils face en appartenant à deux alliances militaires hostiles.

Par sa population, par sa puissance économique, par ses relations politiques et économiques, la R.F.A. était supérieure à la R.D.A. dans de nombreux domaines. La R.F.A., aidée par le plan Marshall et devant payer moins de dommages de guerre, a eu une charge moins lourde à supporter quant aux conséquences de la guerre. Elle avait plus de richesses naturelles et un territoire plus vaste. Elle a utilisé cette supériorité vis-à-vis de la R.D.A. dans tous les domaines, mais en particulier en promettant des avantages matériels aux citoyens de R.D.A. qui quitteraient leur pays. Nombreux furent ceux qui succombèrent à la tentation et firent ce que les politiciens de la R.F.A. attendaient

d'eux : ils «votèrent avec leurs pieds». La réussite économique n'attira pas moins les Allemands après 1945 qu'elle ne l'avait fait à partir de 1933.

La R.D.A. et ses alliés du pacte de Varsovie connurent une situation difficile. La politique du «roll back» semblait réussir en Allemagne. L'OTAN se préparait à étendre sa zone d'influence jusqu'à l'Oder. Cette politique amena en Allemagne en 1961 une situation de tension qui mettait la paix mondiale en danger. L'humanité était au bord d'une guerre nucléaire. C'est donc dans cette situation que les États du Pacte de Varsovie décidèrent la construction du mur. Personne ne prit cette décision de gaieté de coeur. Non seulement elle séparait des familles mais elle était aussi le signe d'une faiblesse politique et économique du Pacte de Varsovie par rapport à l'OTAN, qui ne pouvait être compensée que par des moyens militaires.

Des hommes politiques de renom, hors d'Allemagne mais aussi en R.F.A., ont reconnu en 1961 que la construction du mur avait détendu l'atmosphère mondiale. Franz-Josef Strauss a écrit dans ses mémoires (page 390) : «Avec la construction du mur, même si cela s'est fait d'une manière peu réjouissante pour les Allemands, la crise a été non seulement contenue mais même à vrai dire conclue». Auparavant il avait évoqué le projet de largage d'une bombe atomique sur le territoire de la R.D.A. (page 388). À mon avis, ni le Traité fondamental, ni Helsinki, ni l'unité de l'Allemagne n'auraient été possibles si le mur n'avait pas été construit ou s'il avait été détruit avant la fin de la guerre froide. C'est pourquoi je pense que je n'ai commis, et mes camarades non plus, aucune faute ni juridique, ni politique ou morale lorsque j'ai approuvé la construction du mur et que je m'y suis tenu.

On pourra noter au passage dans l'histoire de l'Allemagne qu'aujourd'hui de nombreux Allemands, aussi bien à l'Ouest qu'à l'Est, souhaitent à nouveau le mur.

Mais il faut aussi se demander ce qui se serait produit si nous nous étions comportés comme l'accusation nous reproche de ne pas l'avoir fait, c'est à dire si nous n'avions pas construit le mur, si nous avons autorisé tout le monde à quitter la R.D.A. et, ce faisant, si nous avons abandonné la R.D.A. dès 1961. Il n'est pas nécessaire de spéculer beaucoup pour avoir une idée des conséquences d'une telle politique. Il suffit de savoir ce qui s'est passé en 1956 en Hongrie ou en 1968 en Tchécoslovaquie. De la même façon, les troupes soviétiques présentes seraient intervenues en 1961 en R.D.A. En Pologne aussi, Jaruzelski a décrété l'état de guerre en 1981 pour empêcher une telle intervention.

Une telle suite d'événements, comme elle nous est réclamée par l'accusation comme un acte politique, juridique et moral allant de soi, aurait fait courir le risque du déclenchement d'une troisième guerre mondiale. Nous ne voulions, ni ne pouvions, ni n'avions le droit de courir un tel risque. Si cela est un crime à vos yeux, l'Histoire vous jugera vous et votre jugement. Cela n'aurait en soi que peu de signification. Ce qui sera significatif en revanche c'est que votre jugement sera le signe qui ouvre à nouveau les vieux fronts au lieu de les fermer. Vous vous revendiquez ainsi, face à une menace grandissante de catastrophe écologique mondiale, de la vieille stratégie de lutte des classes des années 30 et de la politique de pouvoir qui a fait la renommée de l'Allemagne depuis Bismarck.

Si vous nous condamnez pour notre décision politique de 1961 à 1989, et je suppose que vous allez le faire, vous prononcerez votre jugement non seulement sans la moindre base juridique, comme un jugement partisan, mais aussi dans le plus grand mépris des conventions politiques et des comportements des pays qui, comme États de droit, jouissent de votre plus profond respect. Je ne veux ni ne peux faire ici l'énumération de toutes les décisions politiques prises au cours de ces vingt-huit années qui ont protégé des vies humaines, car je ne veux abuser ni de votre temps ni de votre sensibilité. Je ne veux pas non plus un souvenir de tout, je voudrais seulement évoquer ce qui suit.

En 1964 le président des États-Unis de l'époque, Kennedy, prit la décision d'envoyer des troupes au Vietnam pour remplacer les français vaincus et mener jusqu'en 1973 la guerre contre les Vietnamiens en lutte pour leur liberté, leur indépendance et leur droit à l'autodétermination. Cette décision du

président des États-Unis constituait une atteinte flagrante aux droits de l'homme et au droit international mais n'a pas du tout été critiquée par le gouvernement de la R.F.A. Les présidents des États-Unis Kennedy, Johnson et Nixon n'ont pas été traînés devant un tribunal, leur honneur n'a pas été entaché par cette guerre. Pourtant aucun soldat des États-Unis, aucun soldat vietnamien n'ont eu la liberté de décider s'ils voulaient ou non mettre leur vie en jeu pour cette guerre injuste.

En 1982 l'Angleterre a envoyé des troupes contre l'Argentine pour maintenir les îles Falkland dans l'empire colonial britannique. La «dame de fer» s'est assurée ainsi d'une victoire électorale et, même après la sanction des urnes, son honorabilité n'a pas été remise en cause. Il n'est pas question d'assassinat.

En 1983 le président Reagan ordonna à ses troupes d'occuper la Grenade. Personne ne jouit en Allemagne d'une plus haute considération que ce président des États-Unis. Personne ne demande si les victimes de cette entreprise sont mortes à bon droit.

En 1989 le président Bush a donné l'ordre d'enlever par la force le général Noriega du Panama. Des milliers d'habitants innocents du Panama ont été tués dans cette action. Rien n'est venu là non plus entacher l'honorabilité du président des États-Unis. Quant à l'accuser de coups mortels ou de meurtre, il n'en a jamais été question non plus. L'énumération pourrait continuer à l'infini. Il serait sans doute également indécent d'évoquer l'attitude de l'Angleterre en Irlande...

Après ce qu'ont fait les armes de la République fédérale parmi les Kurdes de Turquie ou la population noire d'Afrique du Sud, on se pose, certes, des questions rhétoriques mais personne ne compte les morts ni ne désigne les coupables.

Je n'ai nommé ici que des États particulièrement reconnus comme États de droit et n'ai cité que quelques unes de leurs décisions politiques. Chacun peut juger si ces décisions supportent la comparaison avec la décision de construire un mur à la frontière du Pacte de Varsovie.

Vous nous direz que vous n'avez pas le droit déjuger des actes commis dans d'autres pays. Vous nous direz que tout cela ne vous intéresse pas. Je opens pourtant que le jugement de l'Histoire concernant la R.D.A. ne peut être prononcé qu'en tenant compte des événements qui se sont déroulés dans d'autres pays pendant la période d'existence de la R.D.A., dans le cadre de la confrontation entre les deux blocs. De plus je pense que les actes politiques ne peuvent être jugés que dans l'esprit de leur époque. Si vous fermez les yeux sur ce qui s'est passé dans le monde entre 1961 et 1989, vous ne pouvez pas prononcer un jugement juste. Même si vous vous limitez à l'Allemagne et que vous confrontez les décisions politiques prises dans les deux États allemands, un bilan honnête et objectif plaide en faveur de la R.D.A. Celui qui refuse à son peuple le droit au travail et le droit au logement comme c'est le cas en R.F. A. s'accommode du fait qu'il menace la vie de nombreuses personnes qui ne voient d'autre issue que le suicide. Le chômage, les sans-abri, la drogue, le vol, la criminalité en général sont tous la conséquence du choix politique de l'économie de marché. Même des décisions a priori politiquement neutres comme la limitation de vitesse sur les autoroutes sont les conséquences d'une constitution dans laquelle ce ne sont pas des hommes politiques librement élus mais les magnats de l'économie — qui eux ne sont pas élus — qui ont le dernier mot. Si la section «criminalité gouvernementale» du Parquet général de ce tribunal portait son attention là-dessus, j'aurais vite la possibilité de serrer la main comme avant aux représentants de la République fédérale d'Allemagne, mais cette fois à Moabit. Cela ne se produira jamais car les morts de l'économie de marché sont tombés au nom du droit.

Je n'ai aucune compétence pour tirer le bilan de l'histoire de la R.D.A. L'heure n'en est pas encore venue. Le bilan sera tiré plus tard par d'autres. J'ai vécu pour la R.D.A. J'ai, particulièrement depuis mai 1971, porté une part considérable de responsabilité dans l'histoire de la R.D.A. je suis donc partial et, qui plus est, affaibli par la vieillesse et la maladie. Pourtant, à la fin de ma vie, j'ai la certitude que la R.D.A. n'a pas été créée en vain. Elle a montré que le socialisme est possible et peut être meilleur que le capitalisme. Elle a été une expérience qui n'a pas abouti. Pourtant jamais encore l'humanité n'a

abandonné sa recherche de nouvelles connaissances et de nouvelles voies à cause d'une expérience qui a échoué. Sans doute a-t-elle échoué aussi parce que nous — je veux dire par là les responsables des partis socialistes européens — avons commis des fautes qui étaient évitables. Sans doute a-t-elle échoué en Allemagne, entre autres raisons aussi, parce que les citoyens de la R.D.A. comme d'autres Allemands avant eux ont fait un mauvais choix et parce que l'adversaire nous était supérieur. Les leçons de l'histoire de la R.D.A. et des autres ex-pays socialistes serviront aux milliers de gens des pays encore socialistes et au monde de demain. Celui qui a mis son travail et sa vie au service de la R.D.A. n'a pas vécu pour rien. De plus en plus d'Allemands de l'Est constateront que les conditions de vie en R.D.A. les ont moins déformés que ne l'ont été les Allemands de l'Ouest par l'économie «sociale» de marché, que les enfants de R.D.A. dans les crèches, les jardins d'enfants, les écoles ont grandi plus heureux, moins soucieux, mieux formés et plus libres que les enfants de R.F.A. dans des écoles, des rues et des quartiers dominés par la violence. Les malades constateront que malgré les retards au plan technique le système de santé de la R.D.A. les considérait comme des patients et non des objets commerciaux soumis au marketing des médecins. Les artistes comprendront que la censure de la R.D.A., réelle ou supposée, n'était pas aussi hostile aux artistes que la censure du marché. Les citoyens sentiront que la bureaucratie de la R.D.A. aggravée par la course aux produits manquants ne prenait pas tant sur le temps libre que la bureaucratie de la R.F.A. Les travailleurs et les paysans constateront que la R.F.A. est un État des entrepreneurs (c'est à dire des capitalistes) et que ce n'est pas sans raison que la R.D.A. s'appelait «État des ouvriers et des paysans». Les femmes apprécieront maintenant davantage l'égalité des droits et le droit à disposer librement de leur corps qu'elles avaient en R.D.A. Beaucoup diront, après un contact avec la loi et le droit de la R.F.A., tout comme Bärbel Bohley, qui nous hait, nous les communistes : «Nous avons voulu la justice. On nous a donné l'État de droit». Beaucoup comprendront aussi que la liberté de choisir entre la C.D.U. / C.S.U., le S.P.D. et le F.D.P. n'est que la liberté d'un faux choix. Ils reconnaîtront que dans la vie quotidienne, en particulier sur le lieu de travail, ils avaient en R.D.A. une liberté inégalée. Enfin la sûreté, la sécurité que la R.D.A., plus petite et relativement plus pauvre que la R.F.A., assurait à ses citoyens, ne sera plus considérée négligemment comme allant de soi parce que la vie de tous les jours sous le capitalisme permet à chacun de mesurer quelle est sa véritable valeur.

Le bilan des quarante années d'existence de la R.D.A. est complètement différent du tableau qu'en brossent les hommes politiques et les mass-médias de R.F.A. Le procès contre nous, les membres du Conseil national de Défense de la R.D.A., doit être un procès de Nuremberg contre des communistes. Cette entreprise est vouée à l'échec. En R.D.A. il n'y avait pas de camps de concentration, pas de chambres à gaz, pas de condamnations à mort pour raisons politiques, pas de tribunaux du peuple («Volksgerichtshof»), pas de Gestapo, pas de SS. La R.D.A. n'a mené aucune guerre, elle n'a commis aucun crime de guerre ni aucun crime contre l'humanité. La R.D.A. était un État antifasciste conséquent qui a joui d'une haute considération internationale pour son engagement en faveur de la paix.

Ce procès contre nous les «grands» de la R.D.A. sert à faire mentir l'adage «On pend les petits, les grands on les laisse courir». Le jugement contre nous doit donc ouvrir la voie à la «pendaison» des petits. D'ailleurs jusqu'à présent on n'a pas fait preuve de beaucoup de retenue.

Ce procès doit permettre de stigmatiser la R.D.A. comme État de non-droit. Un État dirigé par de tels criminels, par des tueurs comme nous, ne peut être qu'un État de non-droit. Celui qui en était proche, le citoyen de R.D.A. conscient de ses devoirs, doit être marqué du sceau de l'infamie. Un État de non-droit ne peut être dirigé et soutenu que par des «organisations criminelles» comme le M.F.S. (ministère de la Sécurité d'État), le S.E.D., et cetera. La faute collective, la condamnation collective doivent remplacer la responsabilité individuelle pour pallier l'absence des crimes allégués. Des prêtres de R.D.A. prêtent leur nom à une nouvelle inquisition, à une chasse aux sorcières des temps modernes. Des millions de gens sont ainsi rejetés sans pitié, exclus de la société. Pour beaucoup on réduit les possibilités d'existence au strict minimum. Il suffit d'avoir été enregistré comme informateur officieux de la STASI pour subir la mort civile. Le journaliste dénonciateur est très prisé et richement rétribué, personne ne se soucie de ses victimes. Le nombre de suicides est tabou. Tout cela se passe sous un gouvernement qui se dit chrétien et libéral et avec le consentement, le soutien même d'une opposition

qui mérite aussi peu ce nom d'opposition que celui de social. Tout cela se passe sous le sceau que l'État de droit s'est attribué lui-même.

Ce procès dévoile aussi sa dimension politique comme procès contre des antifascistes. À une époque où les néonazis braillent dans les rues en toute impunité, où des étrangers sont persécutés et même assassinés comme à Mölln, l'État de droit montre toute sa force en emprisonnant des Juifs qui manifestent et aussi en persécutant des communistes. Pour cela non plus on ne manque ni de fonctionnaires ni d'argent. Nous avons déjà connu cela une fois.

Si l'on résume le contenu politique de ce procès, il représente la continuation de la guerre froide, la négation de la «nouvelle pensée». Il dévoile le véritable caractère politique de cette République fédérale. L'accusation, les mandats de dépôt et la décision de ce tribunal concernant le bien-fondé de l'accusation sont dans l'esprit de la guerre froide. Les préventions retenues par ce tribunal remontent à l'année 1964. Depuis lors le monde a changé mais la justice allemande mène des procès politiques comme si Guillaume II était encore au pouvoir. La justice allemande a surmonté sa faiblesse politique libérale passagère qui l'avait touchée après 1968 et a retrouvé toute son énergie anticommuniste. On nous a traités de «têtes de bois» et on nous a reproché notre incapacité à mener des réformes. Ce procès montre où règnent les «têtes de bois» et qui est incapable de mener des réformes. Pour l'extérieur on est particulièrement souple, on va nommer Gorbatchev citoyen d'honneur de Berlin, on va oublier gracieusement qu'il a félicité les garde-frontières du mur en remplissant leur livre d'or, mais à l'intérieur on est «dur comme de l'acier de chez Krupp» comme on disait de la Wehrmacht entre 1933 et 1945. On trouve l'ancien allié de Gorbatchev devant un tribunal. Gorbatchev et moi faisons partie du mouvement communiste mondial. On sait que nous avons eu des positions différentes sur quelques points essentiels. Pourtant, nos différences étaient à mon avis moins importantes à l'époque que ce qui nous réunissait. Le Chancelier fédéral ne m'a pas, moi, comparé à Goebbels, ce que d'ailleurs je ne lui aurais pas pardonné. Cette procédure contre moi n'est ni pour le Chancelier fédéral ni pour Gorbatchev un obstacle à ce qu'ils se tutoient. Cela aussi est révélateur.

J'en arrive à la fin de ma déclaration. Faites ce que vous devez.

Le trotskysme au service de la CIA contre les pays socialistes

(Ludo Martens)

Après le triomphe de la contre-révolution bourgeoise en Europe de l'Est et en Union soviétique, il ne peut plus guère y avoir de divergences d'opinion parmi les communistes quant à la véritable nature du trotskisme.

Le développement du processus contre-révolutionnaire à l'Est et en Union soviétique permet de vérifier la signification de classe du discours que les trotskystes tiennent depuis soixante ans. Il est maintenant facile de voir à travers leur verbiage de "gauche", la véritable nature et le véritable but de ce courant. Il suffit simplement de relire les déclarations trotskystes d'il y a deux ou trois ans, pour que la vérité vous saute à la figure.

Le trotskisme est un courant idéologique dont le noeud est l'anti-communisme forcené, un courant qui recrute des éléments progressistes de la petite-bourgeoisie pour les endoctriner dans sa ligne anti-communiste, un courant qui ne mène qu'un seul combat avec persévérance, continuité et conviction : le combat contre le marxisme-léninisme et contre le mouvement communiste international.

Nous prouverons ces affirmations à travers l'étude des positions trotskystes lors des contre-révolutions de velours qui ont conduit à la restauration du capitalisme en Europe de l'Est et en Union soviétique.

La restauration du capitalisme est impossible !"

Au cours des années trente, Staline avait soulevé une question essentielle. Lorsque le socialisme, en tant que dictature des masses travailleuses, a été établie dans un pays, est-ce que la restauration capitaliste reste possible ? Trotsky répondait que la restauration capitaliste était impossible sans une insurrection armée de la bourgeoisie et sans une guerre civile prolongée. Sa thèse de l'impossible restauration servait à détruire toute vigilance politique et idéologique et à promouvoir une attitude de conciliation envers l'opportunisme à l'intérieur du parti et envers l'ennemi de classe dans la société.

Depuis la Révolution Culturelle, les marxistes-léninistes ont réaffirmé qu'un parti communiste peut dégénérer politiquement, qu'il peut être envahi par des conceptions et des théories bourgeoises et petites-bourgeoises. Le révisionnisme, c'est l'adoption des idées de la bourgeoisie et de la petite-bourgeoisie, enveloppées de paroles "marxistes-léninistes". Quand le révisionnisme réussit à dominer définitivement un Parti communiste, celui devient l'instrument principal d'une restauration bourgeoise progressive dans le domaine idéologique, politique et économique.

Souvent, Mandel, le principal chef de la soi-disante Quatrième Internationale, nous a crié au visage que c'était là une théorie aberrante, "stalinienne", servant uniquement à justifier l'arbitraire. Il tient beaucoup à cette idée-maitresse de Trotsky.

"Seuls des sots manifestes..."

En 1934, Staline avait montré que la ligne du groupe opportuniste Zinoviev-Kamenev aboutirait nécessairement au rétablissement capitaliste en Union soviétique. L'histoire a prouvé que les critiques de Staline contre Trotsky, contre le groupe Zinoviev-Kamenev et ensuite contre le groupe Boukharine, étaient tout à fait pertinentes. La réfutation de leurs idées au cours des années vingt et trente a permis de maintenir la dictature du prolétariat et d'édifier le socialisme, puis de forger les forces politiques et militaires nécessaires pour défendre victorieusement le socialisme contre l'agression fasciste. Un demi siècle plus tard, les révisionnistes Khrouchtchev et Brejnev ont repris un grand nombre d'idées de Trotsky, de Zinoviev et de Boukharine. Puis, deux années à peine après la réhabilitation officielle de toutes leurs idées opportunistes par Gorbatchev, la restauration capitaliste était un fait accompli.

Mais il faut se rappeler qu'en 1943 Trotsky répliqua à Staline : *"Des sots manifestes seraient seuls capables de croire que des rapports capitalistes, c'est-à-dire la propriété privée des moyens de production, y compris la terre, pourraient être rétablis en URSS par la voie pacifique et mener au régime de la démocratie bourgeoise. En réalité, le capitalisme ne pourrait - s'il le pouvait en général - se régénérer en Russie qu'en résultat d'un violent coup d'Etat contre-révolutionnaire qui exigerait dix fois plus de victimes que la Révolution d'Octobre et la guerre civile."* (1) Dix fois plus : cela fait entre 50 et 90 millions de morts pour que le capitalisme puisse être réintroduit en Union soviétique...

1989 : "La restauration impossible à moyen terme"

Même en 1989, au moment où les forces ouvertement contre-révolutionnaires se déchaînaient, Mandel jurait que le spectre de la restauration capitaliste n'était qu'un mensonge "stalilien" pour justifier la "répression". En 1989, la Pologne et la Hongrie avaient déjà basculé dans le camp de l'impérialisme. Pourtant, Mandel écrit : *"La bourgeoisie, petite et moyenne, n'est plus qu'une minorité réduite de la société dans chacun des Etats ouvriers bureaucratisés. Elle jouit d'un appui, d'ailleurs fort limité, du grand capital international. Mais dans l'ensemble, cette convergence d'intérêt est insuffisante pour pouvoir imposer, à bref ou moyen terme, une quelconque restauration du capitalisme."* (2)

Les marxistes-léninistes ont identifié depuis longtemps les quatre forces sociales qui constituent la base de la restauration : la couche de bureaucrates, de technocrates et d'éléments corrompus au sein du parti et de l'appareil d'Etat, deuxièmement les forces politiques et idéologiques des anciennes classes réactionnaires ; troisièmement, les nouveaux éléments bourgeois et exploités surgis au sein de la

société socialiste et enfin les forces de l'impérialisme qui agissent ouvertement ou clandestinement dans les pays socialistes. Depuis Reagan, l'ingérence et l'infiltration de l'impérialisme ont redoublé dans les pays socialistes. Mandel nie l'existence des deux premières forces et il minimise les deux dernières.

Il a d'ailleurs sorti le même argument pour soutenir la contre-révolution en Union soviétique : "*Où va l'URSS de Gorbatchev ? Excluons de prime abord l'éventualité d'une restauration du capitalisme en URSS. Autant le capitalisme ne peut être graduellement supprimé, autant il ne peut être graduellement restauré.*"(3)

Les trotskystes ont propagé bruyamment leur théorie de l'impossible restauration, aussi longtemps qu'il pouvait y avoir la moindre résistance de la part du Parti communiste et de l'appareil d'Etat contre les forces anti-communistes. Depuis les années trente, cette "théorie" leur a servi de justification au soutien de tous les courants opportunistes ou contre-révolutionnaires. Au cours des années trente et quarante, ils ont soutenu tous les courants et fractions opportunistes qui ont entamé la lutte contre la direction marxiste-léniniste du parti. En 1956, ils ont applaudi à l'"antistalinisme courageux" de Khrouchtchev, ils se sont fait les propagandistes du réactionnaire tsariste Soljenitsyne, ils ont appuyé toutes les forces nationalistes réactionnaires et fascistes, tous les dissidents pro-occidentaux, ils ont propagé tapageusement toutes les théories anti-communistes de l'entourage de Gorbatchev, jusqu'à remplir deux tiers de leur journal avec des articles droitiers repris dans *les Nouvelles de Moscou* et de *Sputnik*.(4) Bref, au nom de la théorie de l'impossible restauration, les trotskystes ont soutenu tous les contre-révolutionnaires, jusqu'au jour où plus rien ne subsista des idées révolutionnaires et des institutions socialistes créées et défendues par Lénine et Staline.

Une fois la bataille terminée, Mandel mentionne, en passant, hypocritement, l'hypothèse d'une restauration. Le 12 octobre 1989, dans une même interview, il réussit à défendre les deux positions..."*J'exclus un rétablissement graduel, pacifique, imperceptible du capitalisme. C'est une illusion réformiste. On devra briser la résistance de la classe ouvrière.*" Plus loin, il cite la trotskyste Catharine Samary qui affirme qu'une restauration n'est à exclure, mais qu'elle se fera "*uniquement sur le modèle turc*"... (5) Mais cette évocation d'une possible restauration, n'a aucune influence sur la politique trotskyste, qui reste ferme sur le principe: destruction totale de tout ce qui rappelle le communisme. Ainsi, trois mois plus tard, fin décembre 1989, au moment de l'assaut final de la contre-révolution, les trotskystes lancent un mot d'ordre en première page : "*Solidarité avec la révolution qui commence à l'Est !*" (6)

D'un côté "la bureaucratie", de l'autre "les masses"

Cette thèse de l'impossible restauration, a servi, pendant soixante ans, de feuille de vigne, permettant aux trotskystes de passer décemment du côté des anti-communistes.

En effet, Staline et, après lui, Mao Zedong, ont toujours maintenu que la lutte de classe continue sous le socialisme, que la lutte entre la voie socialiste et la voie capitaliste existe sur une longue période historique et que la restauration capitaliste est donc toujours possible. Le socialisme, pour pouvoir se maintenir et progresser, a besoin d'un Parti communiste authentiquement marxiste-léniniste, un parti qui épure, à intervalles réguliers, ses rangs des courants opportunistes. Le socialisme doit se défendre contre ses ennemis, contre les bribes des anciennes classes réactionnaires, contre les nouveaux éléments bourgeois qui naissent sous le nouveau régime et contre les agents de l'impérialisme.

En attaquant ces idées, Mandel et les trotskystes ont développé une "théorie" originale, qui affirme que la lutte de classe existe bel et bien sous le socialisme...mais qu'elle oppose la "bureaucratie" aux "masses populaires". Dénonçant la "bureaucratie" avec une violence égale uniquement par les fascistes, les chefs trotskystes soutiennent toutes les oppositions réactionnaires contre le socialisme, affirmant qu'elles expriment la volonté des "masses populaires". Se faisant les avocats de toutes les forces bourgeoises et anticommunistes, les trotskystes placent d'un côté la "bureaucratie" qui veut

"supprimer les libertés démocratiques" et de l'autre côté les forces de la "révolution politique" qui aspirent aux "vrai socialisme". Ainsi, Mandel écrit en octobre 1989 : *"L'enjeu principal des luttes politiques en cours n'est pas la restauration du capitalisme. C'est soit l'avance vers la révolution politique anti-bureaucratique, soit la suppression partielle ou totale des libertés démocratiques acquises par les masses au cours de la Glasnost. La lutte principale n'oppose pas des forces pro-capitalistes à des forces anti-capitalistes, mais oppose la bureaucratie aux masses populaires."* (7)

En prétendant que la lutte "oppose la bureaucratie aux masses populaires", Mandel soutien ouvertement et explicitement des forces libérales, sociales-démocrates, monarchistes et fascistes dans leur lutte contre les derniers vestiges du socialisme.

"La Glasnost, c'est du trotskysme.... "

Au moment où la bourgeoisie internationale reconnaissait déjà que le rétablissement du capitalisme en URSS, était pratiquement achevé, Mandel a eu les honneurs de la presse anti-communiste soviétique. Il a poussé l'impudence jusqu'à affirmer que Gorbatchev était un grand révolutionnaire qui a rejoint les thèses trotskystes. Puis Mandel poursuit: maintenant, tous les communistes du monde comprennent mieux qui sont les véritables révolutionnaires et qui sont les véritables contre-révolutionnaires. Trotsky, les trotskystes, Gorbatchev et les gorbatchéviens sont dans le camp de la révolution, Staline et les staliniens sont dans le camp de la contre-révolution. Staline représente *"une contre-révolution violente"*, dira-t-il à Managua. (8) Heureusement, grâce à l'effort conjoint de Mandel et de Gorbatchev, nous voilà partis en cette année bénie de 1990, pour la révolution, la vrai.

Voici la déclaration de Mandel aux *Temps Nouveaux*. *"Temps Nouveaux : Michaël Gorbatchev, ne proclame-t-il pas que la perestroïka est une véritable nouvelle révolution ?*

Ernest Mandel : Oui, il le proclame effectivement, et c est de nouveau fort positif. Notre mouvement avait défendu la même thèse depuis 55 ans, on l'avait qualifié pour cette raison de contre-révolutionnaire. Aujourd'hui, on comprend mieux, en URSS et au sein d'une bonne partie du mouvement communiste international, où se trouvaient les véritables contre-révolutionnaires et où se trouvaient les véritables révolutionnaires." (9)

Il ne faudra pas attendre deux ans pour voir l'Union soviétique tomber dans les mains d'une mafia tsariste et proaméricaine, pour voir une montée des forces fascistes et tsaristes en Russie et dans les Républiques et pour assister à des guerres civiles réactionnaires entre différentes fractions bourgeoises. Ce qui éclaire parfaitement le visage des "révolutionnaires" de la glasnost et de la perestroïka et ce qui montre pour quelles forces politiques travaille un Mandel, cet anti-communiste professionnel.

Catherine Samary, une autre étoile de la IVe Internationale trotskyste, a affirmé dans la presse soviétique que Gorbatchev appliquait le programme développé par Trotsky ! Elle fit l'éloge de la glasnost en ces termes : *"Dans votre pays, on n'a toujours pas publié la Plate-forme de l'Opposition de gauche qui a combattu Staline et proposé une voie alternative pour la construction du socialisme. En fait, vous êtes maintenant en train d'adopter ses idées: construire la démocratie socialiste authentique et l'autogestion."* (10)

Le soutien de Mandel à Yeltsine

Tout en étant un partisan ardent de la glasnost de Gorbatchev, Mandel considérait de son devoir de soutenir les forces encore plus "à gauche" que Gorbatchev, et c'est de Yeltsine et de Sakharov que Mandel se fit le porte-parole !

Début 1989, Mandel présente Yeltsine comme le représentant des travailleurs, l'homme de la démocratisation qui exprime les idées de la couche politiquement consciente de l'URSS ! Dans son

livre sur Gorbatchev, il écrit : *"L'élimination de Yeltsine (le 11 novembre 1987) comme dirigeant du PCUS représente un grave recul du processus de démocratisation en cours en URSS".* (11) *"Yeltsine est aujourd'hui la personnalité politique la plus populaire parmi les travailleurs soviétiques. (...) Des dizaines de milliers de badges avec l'inscription 'Réinstallez Yeltsine !' ont été spontanément fabriqués. Tout cela indique la volonté d'une couche politiquement consciente de conserver et d'élargir les libertés démocratiques partielles obtenues au cours des années 1986-1988."* (12)

Le 3 avril 1989, Mandel salue *"l'apparition d'une gauche plus radicale et plus massive. Trois lignes de force, progressistes, se dégagent de la plate-forme de Yeltsine et de Sakharov : contre les privilèges de la bureaucratie ; pour d'avantage d'égalité ; pour un système pluri-parti"* (13)

Sakharov, ce représentant de la "gauche radicale", avait depuis de longues années pratiquement le statut d'agent officiel de la CIA en Union soviétique. Il avait soutenu avec enthousiasme l'agression américaine au Vietnam. Il estimait que les Américains auraient pu gagner cette guerre *"si on avait fait preuve de davantage d'esprit de décision et de suite sur le plan militaire et surtout politique"*. (14)

Quant à Yeltsine, lors de son premier voyage aux Etats-Unis, la presse internationale avait amplement commenté ses propos élogieux sur le capitalisme américain et rapporté ses contacts avec la CIA. Même un journal de droite comme *De Gazet van Antwerpen*, trouva que Yeltsine avait exagéré en déclarant : *"Le capitalisme n'est pas en train de pourrir, au contraire, il s'épanouit. Tu peux acheter tout pour peu d'argent. Dans la rue, le soir, on ne court pas le moindre danger. Même chez les sans-abri, j'ai trouvé une approche optimiste de la vie"*. (15) Après avoir tenu des propos aussi outrancièrement anti-socialistes, Yeltsine sera toujours salué par Mandel comme la "gauche radicale-démocratique" du Parti communiste de l'URSS !

En effet, début 1990, la presse trotskyste manifeste une fois de plus son soutien à l'aile "radicale-démocratique" de l'opposition en Union soviétique. *"La Moskovskaia Pravda du 23 février 1990 a publié la 'plate-forme démocratique' de l'opposition radicale-démocratique dirigée par Boris Yeltsine. La plate-forme réclame l'exercice du pouvoir par des soviets élus sur la base d'un système pluri-parti l'abolition du 'rôle dirigeant du PC et l'adoption d'une loi légalisant le système multipartis"* (16)

On notera que les trotskystes continuent à insister sur les points développés par Yeltsine qui concordent avec leur ligne "révolutionnaire".

Mandel ira jusqu'à déclarer que Yeltsine est le nouveau...Trotsky. *"A l'heure actuelle, le réformateur Boris Yeltsine représente la tendance qui est en faveur de la réduction de l'énorme appareil bureaucratique. Ainsi, il marche sur les traces de Trotsky."* (17)

Lorsque Yannaïev improvisa, en août 1991, son coup farfelu, Yeltsine monta, en professionnel, un véritable coup d'Etat qui détruisit toute la légalité du système en place ; il fut soutenu par une mobilisation internationale effrénée de toutes les forces impérialistes. Mandel et les trotskystes étaient, bien sûr, du côté de Yeltsine.

"La mobilisation galvanisée par Yeltsine et le rejet de l'ancien système expliquent l'échec de ce qui apparaît comme un coup de force, plus qu'un coup d'Etat. Il fallait sans hésiter s'opposer au coup et, à ce titre, lutter aux côtés de Yeltsine. Le développement de l'auto-organisation, du pluralisme politique et de la totale liberté a" expression sont les seules garanties a" une démocratie sur les choix essentiels à venir. Nous sommes pour la nationalisation des biens du Parti communiste et des syndicats officiels." (18)

A ce moment, il était évident pour tous les anticapitalistes honnêtes que Yeltsine représentait la fraction ultra-libérale et pro-américaine de la nouvelle bourgeoisie russe, qui s'apprêtait à réhabiliter l'héritage tsariste. Pourtant, les trotskystes ont acclamé le coup d'Etat contre-révolutionnaire de Yeltsine parce qu'il ouvrait le chemin de "l'auto-organisation", c'est-à-dire l'organisation des masses

contre le Parti communiste et parce qu'il introduisait le "pluralisme", c'est-à-dire la liberté pour les partis libéraux, sociaux-démocrates, fascistes et tsaristes....Liberté pour les partis bourgeois, accompagnée de l'inévitable répression contre les organisations communistes, conduisant éventuellement à leur interdiction, comme cela se fait dans tout système bourgeois "pluraliste".

Une année plus tard, plus personne, même parmi la grande bourgeoisie internationale ne pouvait nier la nature extrême droite et pro-impérialiste de Yeltsine.

En véritables provocateurs anti-communistes, les trotskystes osaient alors titrer : "*Boris Yeltsin : sur les traces de Joseph Staline ?*"... (19) Cette exemple montre bien que ces anticommunistes ne reculent devant aucune bassesse ni crapulerie : ils ont soutenu le libéral Yeltsine jusqu'au bout dans son combat anti-communiste, en le comparant au chef révolutionnaire vénéré, le grand Trotsky ; mais quelques mois plus tard, la restauration capitaliste étant achevée et Yeltsine ayant salué la mémoire des anciens Tsars, les trotskystes diront que Yeltsine, en fait, ressemble à leur pire ennemi : Staline.

"Un grand soupir de soulagement"

En avril 1989, Mandel publia un livre pour dire tout le bien qu'il pensait de Gorbatchev, de Yeltsine et surtout de la glasnost. On se rappelle qu'à l'époque, la bourgeoisie cachait à peine son enthousiasme devant les changements introduits par Gorbatchev. Madame Thatcher s'était déjà écriée qu'elle était une partisane convaincue de la glasnost et de la perestroïka. La bourgeoisie annonçait la fin du communisme et le début d'une grande ère de paix, de démocratie et de liberté. Avec son langage de "gauche" perfide, Mandel, comme toujours, appuyait le courant bourgeois à la mode. Dans son livre, il écrit : "*Le cauchemar du stalinisme et du brejnévisme est définitivement dépassé. Le peuple soviétique, le prolétariat international, l'humanité toute entière peuvent pousser un grand soupir de soulagement*". (20) A l'époque, nous avons souligné que la contre-révolution en Europe de l'Est et en Union soviétique constitua une victoire stratégique pour l'impérialisme, qu'elle causera un désastre pour les peuples des ex-pays socialistes, qu'elle renforcera l'oppression du Tiers Monde dont les peuples seraient les premières victimes des changements en cours, et qu'elle accentuerait toutes les contradictions du monde capitaliste. Les trotskystes titraient alors : "*La folie de la direction du PTB s'accroît*". (21) Dans le même journal, il expliquait le "soupir de soulagement de l'humanité", en promettant un avenir sans interventions militaires impérialistes pour les peuples du Tiers Monde ! "*Les mouvements de masse en Europe de l'Est constituent aussi une menace...pour l'impérialisme. Une intervention étrangère de l'impérialisme dans le Tiers Monde devient maintenant plus difficile*". (22) Et lorsqu'une année plus tard, les forces coalisées de l'impérialisme lançaient leur agression barbare contre l'Irak, les trotskystes clironnaient qu'ils se battaient, eux, aussi bien contre Saddam Hussein que contre les Alliés. Entre-temps, en Europe de l'Est et en Union soviétique, le "soupir de soulagement" s'avérait être un cris d'horreur devant le chômage, la misère, la pauvreté, le nationalisme réactionnaire et la guerre civile.

Développant son idée du "soupir de soulagement du peuple soviétique", Mandel avait imaginé un beau point d'orgue à son livre. En voici, en résumé, la dernière page.

"L'évolution en cours confirme que l'analyse et la prédiction faites par Léon Trotsky il y a un demi-siècle, s'avéreront bien plus réalistes et bien plus vraisemblables : 'Avec la venue du prolétariat à l'activité, l'appareil stalinien restera suspendu en l'air. S'il tente malgré tout d'opposer de la résistance, il y aura à appliquer contre lui non pas des mesures de guerre civile, mais plutôt des mesures d'ordre policier. Il s'agit, en tout cas, non d'une insurrection contre la dictature du prolétariat, mais de l'ablation de l'excroissance pernicieuse qui se trouve en elle'.

Et encore : '*La révolution que la bureaucratie prépare contre elle-même, ne sera pas sociale comme celle d'Octobre 1917 : il ne s'agira pas de changer les bases économiques de la société, de remplacer une forme de propriété par une autre.*' Ainsi sera-t-il." (23)

Il est méritoire de la part de Mandel d'associer à son analyse de la glasnost (qui servira, à peine une année plus tard, à le démasquer comme un anti-communiste irréductible), le vieux Trotsky. En effet, les menées contre-révolutionnaires grotesques de Mandel poussent à leurs ultimes conséquences les propos anti-bolcheviques plus sophistiqués de Trotsky. Après trois cents pages d'analyses, Mandel conclut que la "prédiction" de Trotsky peut maintenant être réalisée grâce à la glasnost. Il y a un demi siècle, Trotsky s'efforça de provoquer une insurrection anti-bolchevique. Comme la dictature du prolétariat était fermement établie, comme le Parti bolchevique mobilisait avec énergie les masses ouvrières et paysannes, Trotsky dut recourir à une démagogie de "gauche" alléchante : quand on renversera le parti "stalinien", la dictature du prolétariat restera intacte, on aura seulement coupé "une excroissance bureaucratique". L'insurrection enlèvera un parasite sur un corps sain. Il n'y a plus de classes réactionnaires et revanchardes dans le corps de la société soviétique, ni de nouvelles forces bourgeoises : le corps socialiste se soulèvera contre le parasite stalinien. Et Trotsky dut assurer les travailleurs que son insurrection, bien sûr, ne changerait pas les bases économiques du socialisme, pas question de rétablir la propriété privée. Bien sûr. Cinquante années plus tard, Mandel donnera les mêmes assurances en utilisant cette citation comme conclusion de son livre: la glasnost et la "démocratisation" de la société soviétique, poussées à bout, maintiendront et amélioreront la dictature du prolétariat et ne changeront pas la base économique de la société. Deux années plus tard, nous avons pu voir les bouleversements contre-révolutionnaires criminels qui ont été introduits et justifiés par ces propos mielleux.

La "Révolution politique antibureaucratique" trotskyste

Depuis soixante ans, les trotskystes prétendent qu' ils veulent renverser "la bureaucratie" dans les pays socialistes par une "révolution politique". La haine de Trotsky pour le système socialiste, éclate dans ses qualifications de la direction bolchevique de l'Union soviétique : la "*caste des parvenus rapaces*", "*l'oligarchie totalitaire*", la "*nouvelle aristocratie*", le "*gang criminel de Staline*", (24) la "*nouvelle caste oppressive et parasitaire*", la "*bureaucratie totalitaire*", la "*clique autocratique*", la "*hiérarchie d'asociaux et de déchets*". (25) Ce langage, on le retrouve à la fin des années trente dans la littérature fasciste.

Selon Trotsky, la mobilisation de toutes les forces opposées à la "bureaucratie", conduira à la "révolution politique" qui débarrassera la société socialiste authentique des usurpateurs et des parasites de la bureaucratie. Cette théorie constitue, selon les affirmations du groupe Mandel lui-même, le noeud de la doctrine trotskyste : "*La théorisation de la dégénérescence bureaucratique de l'URSS et de la révolution politique, est l'acquis programmatique le plus important du mouvement trotskyste. La Révolution politique et les lâches qu implique sa préparation, sont les véritables raisons d'être de la IVe Internationale !*" (26)

Des provocations au profit des nazis.

La signification réelle de la théorie de la "révolution politique" a déjà été vérifiée au cours des luttes des années 1930. Toute la bourgeoisie occidentale a exprimé alors son appréciation positive des "*analyses pénétrantes de la révolution trahie*", faites par Trotsky. En réalité, Trotsky s'est exprimé comme un enragé de l'anti-communisme et ses propos contre le Parti bolchevique et contre Staline ont été applaudis et continuent d'être applaudis par les idéologues de l'impérialisme.

Limitons-nous à un exemple hautement significatif. En 1982, Henri Bernard, professeur émérite de l'Académie Militaire Royale de la Belgique, publie un livre pour alerter l'opinion publique contre le danger d'une agression soviétique. Il nous dit ceci : 1939 ressemble à 1982, les nazis d'alors sont les communistes d'aujourd'hui, l'antifasciste Einstein a trouvé un successeur en l'anticommuniste Soljenitsyne. (27)

Pour nous conduire à la menace terrifiante qui pèse sur l'Occident, en 1982, Henri Bernard a jugé utile de nous guidera travers toute l'histoire de l'Union soviétique, depuis 1917.

Voici quelques phrase, cueillies le long du parcours. *"Lénine, sur la plan privé, était, tout comme Trotsky, un être humain. Sa vie sentimentale ne fut pas dénuée de finesse. Trotsky devait normalement succéder à Lénine. Malgré quelques divergences d'opinion, Lénine était resté plein d'affection pour Trotsky. Il pensait à lui comme successeur. Il trouvait Staline trop brutal. Sur le plan intérieur, Trotsky s'élevait contre la bureaucratie effarante qui paralysait la machine communiste. Enfin, Trotsky affirmait qu'un régime ne pouvait s'épanouir qu'avec une plus grande liberté d'opinion et un esprit critique constructif. Artiste, lettré, non-conformiste et souvent prophète, il ne pouvait s'entendre avec les dogmatiques primaires du Parti."* (28)

Voilà dans quel esprit un des principaux chefs des services de renseignement militaire parle des "mérites" de Trotsky.

Dès 1938, au moment où l'agression hitlérienne pesait comme une menace constante sur l'Union soviétique, au moment où le Parti communiste menait une lutte décisive contre tous les éléments défaitistes et capitulants, au moment où le Parti mobilisait toutes ses forces pour la bataille gigantesque à venir, Trotsky a fait de l'agitation comme un provocateur dont les propos devenaient des armes aux mains des agents nazis. En 1938, tous les communistes et tous les patriotes soviétiques se dévouaient corps et âme à la réalisation des préparatifs politiques et militaires en prévision de l'agression nazie. Les appels démentiels de Trotsky à l'insurrection armée ne pouvait trouver un écho que parmi les pires ennemis du socialisme. Voici quelques uns des propos tenus par Trotsky en 1938 - 1940.

"On ne peut assurer la défense du pays autrement qu'en détruisant la clique autocratique des saboteurs et des défaitistes." - 3 juillet 1938. (29) A ce moment, devant la menace nazie, les tensions étaient déjà très fortes en Union soviétiques. Certains groupes opportunistes, pour qui les sacrifices pesaient trop lourd, et certains groupes de contre-révolutionnaires, avaient conçu des projets de coup d'Etat. L'épuration, tout à fait nécessaire en prévision de la guerre de résistance, était dirigé contre ces forces. Trotsky leur offrait un nouvel argument pour appuyer leur agitation contre le Parti : la défaite de l'URSS contre les nazis est certaine, si Staline et les "staliniens" restent au pouvoir. Par conséquent, il faut détruire, par une insurrection, la direction actuelle du Parti et du pays. Ces propos correspondent exactement aux intentions des nazis qui voulaient provoquer une guerre civile interne pour réaliser plus facilement leurs plans de conquête.

"Seul le renversement de la clique bonapartiste du Kremlin peut permettre la régénération de la puissance militaire de l'URSS. Quiconque défend directement ou indirectement le stalinisme, quiconque exagère la puissance de son armée, est le pire ennemi de la révolution, du socialisme et des peuples opprimés". - 10 octobre 1938. (30)

Notons que les nazis allemands ont cru à cette propagande, qui les a confortés dans leur détermination d'en finir avec le bolchevisme. Mais après six mois de guerre, ils ont du avouer qu'ils avaient gravement sous-estimé le potentiel militaire et la combativité soviétiques...

"Seule une insurrection du prolétariat soviétique contre l'infâme tyrannie des nouveaux parasites peut sauver ce qui subsiste encore, dans les fondements de la société, des conquêtes d'Octobre" - 14 novembre 1938. (31)

"Les conquêtes de la Révolution d'Octobre ne serviront le peuple que s'il se montre capable d'agir envers la bureaucratie stalinienne comme il le fit jadis envers la bureaucratie tsariste et la bourgeoisie. (...) Cela ne peut être fait que d'une seule façon : par les ouvriers, les paysans et les soldats de l'Armée rouge qui se dresseront contre la nouvelle caste d'opresseurs et de parasites. Pour préparer cette levée en masse, il faut un nouveau parti, la Quatrième Internationale" - Mai 1940. (32)

Le lecteur aura noté la date à laquelle cette prose délirante a été produite: mai 40. Depuis sept mois déjà, la France et l'Angleterre ont déclaré la guerre à l'Allemagne hitlérienne; deux mois auparavant, la

Finlande, alliée à l'Allemagne, a capitulé devant l'Union soviétique après trois mois de guerre. Staline essaie par tous les moyens de gagner du temps, mais il sait que, désormais, l'agression nazie peut se produire à tout moment. C'est dans ces conditions que Trotsky lance ses provocations les plus infâmes, les plus criminelles : il appelle à une insurrection populaire, puis à une insurrection de l'armée contre "la nouvelle caste des parasites", termes très populaires à l'époque chez les hitlériens. Comment les bolcheviks pouvaient-ils ne pas conclure que Trotsky avait dégénéré au point d'agir comme un agent direct des hitlériens ?

Par toutes ses déclarations anti-communistes de 1938 à 1940, Trotsky et les petits groupes de ses acolytes étaient devenus des provocateurs, consciemment et inconsciemment, au service des nazis. Mais ils n'ont pas pu exercer la moindre influence sur le déroulement des combats. Grâce à un travail titanesque d'organisation de la population et de mobilisation pour l'Armée rouge et pour les formations de partisans armées, grâce à des efforts surhumains dans le domaine de la production militaire, de la construction de nouvelles usines, les bolcheviks ont été en mesure de préparer efficacement le pays à l'affrontement inévitable avec les criminels nazis.

A la fin de la guerre anti-fasciste, un peu partout dans le monde, les multiples petites cliques trotskystes, étaient complètement déconsidérées et isolées.

C'est Khrouchtchev qui a permis aux anti-communistes trotskystes de relever la tête, en attaquant l'oeuvre gigantesque du camarade Staline dans des termes repris à la réaction mondiale. Aujourd'hui, la ligne de Khrouchtchev, approfondie et développée par Brejnev et Gorbatchev, a abouti à la restauration totale d'un capitalisme sauvage.

Aujourd'hui, nous pouvons dire que celui qui n'est pas capable de reconnaître le caractère provocateur, anti-communiste et pro-fasciste des propos cités de Trotsky, n'a rien d'un communiste.

Mandel soutient les nazis ukrainiens

Voyons maintenant quelles forces politiques et sociales les trotskystes ont soutenu, au nom de leur "révolution politique", depuis la seconde guerre mondiale.

Lorsque les nazis, en 1941, ont occupé une partie de l'Union soviétique, ils ont créé et appuyé en Ukraine un mouvement nationaliste d'obédience nazie qui a massacré des centaines de milliers de Juifs, de Polonais et de communistes. En 1944, les nazis, lors de leur retraite, ont laissé des groupes fascistes ukrainiens, encadrés par des officiers allemands, derrière les lignes de l'Armée Rouge. Le groupe Mandel a acclamé cette contre-révolution nazie comme faisant partie de la "révolution politique antibureaucratique" ! Incroyable ? Jugez vous-même.

En 1988, le groupe Mandel écrit ceci : *"Durant la Seconde guerre mondiale, la IVe Internationale a gravement sous-estimé les potentialités révolutionnaires du mouvement nationaliste ukrainien. L'Internationale a pris conscience de l'existence du mouvement révolutionnaire de libération nationale en Ukraine seulement cinq ans après la guerre, lorsque les guérilleros ukrainiens menaient leur dernier combat."* (33)

Ici, les trotskystes s'affichent ouvertement comme des provocateurs au service direct des nazis. Les trotskystes ont repris, pour l'occasion, le mensonge répandu par les services secrets américains dès 1945, selon lequel les nationalistes ukrainiens auraient lutté "contre Hitler et contre Staline". Qu'en est-il en réalité ?

Dans une revue des anciens combattants du Front de l'Est, un officier allemand de la Waffen-SS expose son expérience en Ukraine. Il avoue que la population ukrainienne avait été *"très déçue par la politique allemande pendant l'occupation"*. Avant de se retirer, l'armée allemande avait formé la Division Galicie de la Waffen-SS, composée d'Ukrainiens... et encadrée par des officiers allemands.

Le chef de l'Armée Insurrectionnelle Ukrainienne, Melnik, prenait *"la décision très responsable de lutter sur deux fronts, contre les Soviétiques et contre les Allemands"*. (Contre les Allemands...qui étaient en train de se retirer.) L'officier nazi décrit alors les combats qu'il a livrés, avec *"ses Ukrainiens"*, contre l'Armée Rouge en juillet 1944. *"Le fait que des soldats ukrainiens et allemands se sont battus ensemble contre un ennemi commun, a donné une nouvelle dimension à l'histoire des relations germano-ukrainiennes."* (34)

Elle est réellement merveilleuse, la "révolution politique" trotskyste, lorsqu'elle a la Waffen-SS comme avant-garde !

Avec la contre-révolution à Berlin et à Budapest

La grande majorité de la population allemande a activement soutenu le régime hitlérien tout au long de la guerre. Cinq années après la défaite, l'influence des nazis était encore très présente, aussi bien en Allemagne de l'Est qu'en Allemagne de l'Ouest. A l'Ouest, des anciens nazis et collaborateurs des nazis restaient à la tête des grandes entreprises, de la magistrature et de l'armée. La guerre froide, déclenchée par les Etats-Unis et l'Angleterre, maintenait l'anti-communisme parmi les nostalgiques de l'Ordre Nouveau en RDA. Lorsqu'en 1953 éclate à Berlin-Est une émeute dirigée par d'anciens nazis et soutenue par les réseaux du général Gehlen, ancien chef des services secrets nazis passé à la CIA, Mandel acclame cette "lutte anti-bureaucratique". *"La caste bureaucratique ne recule pas devant les crimes les plus révoltants. Cette leçon de l'histoire a déjà écrit par le sang sur les murs de Berlin en 1953."* (35)

En Hongrie, le régime fasciste de Horthy avait dominé le pays sans interruption de 1919 à 1944. En 1956 éclate la contre-révolution hongroise, lancée par les fascistes avec le soutien de la CIA, Mandel applaudira : *"La révolution hongroise d'octobre-novembre 1956 est allée le plus loin dans la voie de la révolution politique antibureaucratique pleinement épanouie."* (36)

Ajoutons que ceux qui, à Budapest, en 1989, ont proclamé le règne de l'entreprise libre et demandé l'adhésion à l'Otan, déclaraient réaliser ainsi le programme de l'insurrection anti-communiste de 1956. Ils ont salué la mémoire du "héros national" Imre Nagy, qui, le 31 octobre 1956, avait rompu avec le Pacte de Varsovie et décrété la *"neutralité"* de la Hongrie... ce qui était exactement le mot d'ordre le plus avancé, formulé par Radio Free Europe. (37) La presse trotskyste a salué les grandes manifestations anti-communistes de l'été 1989 en Hongrie. Ainsi, Mandel écrit : *"Cette semaine, un million de personnes ont manifesté à Budapest pour rendre hommage à la mémoire du camarade Imre Nagy, le chef communiste du gouvernement de cette révolution qui a été fusillé par les stalinistes"*. (38) (Entre parenthèses, la presse fasciste, elle aussi, a salué la mémoire de Nagy, cet éminent nationaliste exécuté par les stalinistes...) Plus loin, le même journal trotskyste affirmera : *"Imre Nagy a payé de sa vie son action courageuse à côtés des Conseils ouvriers du Grand Budapest de sa vie. Ces Conseils exigeaient la démocratie dans le cadre du socialisme"*. (39)

Nous avons consacré un chapitre à la l'analyse de la contre-révolution armée de 1956 en Hongrie dans le livre L'URSS et la contre-révolution de velours.

Avec Solidarnosc, le "pouvoir ouvrier"

En Pologne, Solidarnosc a été présenté par les trotskystes comme une organisation engagée dans le combat contre la bureaucratie stalinienne et pour le socialisme prolétarien ! La IVe Internationale écrit en 1980 : *"Solidarnosc fonctionne objectivement de plus en plus, du moins sur le plan local et régional, comme un organe de double pouvoir ; la révolution politique antibureaucratique a, en fait, déjà commencé en Pologne. L'expérience polonaise illustre le contenu prolétarien révolutionnaire des revendications démocratiques et nationales dans les Etats ouvriers bureaucratisés."* (40) Toujours en 1981, les trotskystes se plaignent que Solidarnosc ne veut pas prendre le pouvoir, quoi qu'elle représente un pouvoir alternatif, celui des travailleurs. *"Les gens sont désarmés par l'incapacité de*

Solidarnosc de prendre le pouvoir. (...) Il serait particulièrement tragique en ce moment que la haine du totalitarisme puisse servir à désarmer les travailleurs confrontés à la dictature totalitaire. Un pouvoir a surgi contre l'Etat: le pouvoir des travailleurs polonais." (41) Et lorsqu'en 1989 Solidarnosc, forte du soutien de Reagan, de Bush, de madame Thatcher et de tous les services secrets occidentaux, s'apprête à prendre le pouvoir, Mandel n'a toujours pas changé d'opinion sur la nature de Solidarnosc et il affirme : "La législation de Solidarnosc est une victoire pour la classe ouvrière." (42)

Avec la CIA, en Tchécoslovaquie

En 1990, en Tchécoslovaquie, le collaborateur notoire de Radio Free Europe et de la CIA, Vaclav Havel prend le pouvoir ; il fera du trotskyste Petr Uhl le directeur de l'Agence de presse tchécoslovaque, porte parole officielle du nouvel Etat bourgeois pro-américain ! Uhl écrit alors : "*On pourrait discuter dans quelle mesure la théorie de Trotsky sur la révolution politique a été justifiée. Je pense que c'est en Tchécoslovaquie que la réalité est la plus proche de cette théorie.*" (43) Le 12 novembre, Mandel développe la même pensée qu'il pousse jusqu'à l'absurde (ou presque au sordide, comme vous voulez) : il compare la contre-révolution tchécoslovaque... à la grande révolution d'Octobre! Dans leur compte-rendu, les trotskystes écrivent : "*Plus pétillant que jamais, notre camarade Ernest Mandel réaffirme qu'aucun doute n'est possible : 'Ce que nous vivons en RDA et en Tchécoslovaquie est une véritable révolution, avec une ampleur et une profondeur sans précédent depuis la révolution russe de 1917.'*" (44)

Petr Uhl a aussi donné une excellente description de la "révolution politique" en Tchécoslovaquie en tant que révolution anti-communiste, réalisé par le front de toutes les forces réactionnaires. Uhl déclare : "Il y avait ceux qui voyaient dans la Charte 77 un pas en direction de la révolution politique — c'était mon cas; d'autres voyaient un moyen de propager la parole de Christ. C'était un véritable laboratoire de tolérance". "Tant qu'il s'agit de dire qu'on est contre le 'communisme', contre le stalinisme, contre la bureaucratie, tout le monde est d'accord". (45) Belle description du front regroupant les clérico-fascistes, les nationalistes réactionnaires, les sociaux-démocrates, les agents de Radio Free Europe et les trois trotskystes de service.

Ajoutons que les trotskystes nous apprenaient, en décembre 1989, que "*l'histoire a pris en Tchécoslovaquie une revanche éclatante : Dubcek est réhabilité*". (46) Quoique les communistes authentiques aient pu diverger d'opinion quant à savoir si l'intervention soviétique de 1968 était justifiée ou pas, ils sont unanimes dans leur analyse du "Printemps de Prague" comme contre-révolution de type social-démocrate.

Nous avons consacré un chapitre à la Tchécoslovaquie entre 1968 et 1989, dans *l'URSS et la contre-révolution de velours*. Le lien entre les idées sociales-démocrates de Dubcek, en 1968, et les idées de la "révolution de velours" de Havel-Uhl y est analysé. Nous y discutons les points de vue de Castro, qui soutint l'intervention, et de Mao, qui la condamna.

La révolution prolétarienne en RDA !

A partir de septembre 1989, la bourgeoisie revancharde de l'Allemagne Fédérale soutient, avec ses moyens financiers énormes, avec ses stations de télévision et ses radios, l'agitation anti-communiste en RDA. Le groupe de Mandel prétend qu'"*une véritable révolution politique commence*". (47)

Deux semaine plus tard, Mandel salue la "révolution prolétarienne" en RDA ! "*La montée du mouvement de masse qui secoue la RDA a pris l'ampleur d'une véritable révolution. Ce mouvement dépasse tout ce qu'on a vu en Europe depuis mai 1968, sinon depuis la révolution espagnole. Le caractère prolétarien de la révolution qui a commencé en RDA, est attesté par l'énorme ébullition dans les entreprises.*" (48) Un mois plus tard, en décembre 1989, l'excitation de Mandel atteindra son comble. "*Je suis réellement excité par tout ce qui se passe à Berlin. Tout ce que Rosa Luxembourg, Trotsky et Lénine ont toujours espéré peut maintenant être réalisé. La première révolution, depuis la*

révolution des Pays-Bas au XVIème siècle, qui n'est pas menacée par une intervention militaire étrangère. Nous nous trouvons ici en face de la première génération allemande, depuis près de deux cents ans, qui soit totalement antimilitariste et antinationaliste. Ce qui stimule mon enthousiasme c'est l'ampleur et la force exceptionnelle de ce mouvement populaire. Sur les cinq cent mille habitants de Leipzig, deux à trois cent mille sont descendus chaque lundi dans les rues, pendant huit semaines d'affilée. En Allemagne de l'Est, la tendance antisocialiste est particulièrement faible. Sur ces sept mille slogans, il n'y en avait pas un pour-cent qui était antisocialiste. Personne ne peut dire si la prochaine révolution aura lieu en Russie, en France, en Afrique du Sud ou en Espagne, mais il est certain que les révolutions est-allemande et tchèque feront encore des petits". (49)

Pour illustrer le caractère "socialiste" du mouvement en cours, la IVe Internationale cite une déclaration... d'un groupe social-démocrate. Or, la social-démocratie allemande est une force de choc de l'impérialisme allemand, puissance montante et expansionniste.

La stratégie et la tactique mises en oeuvre par Willy Brandt pour infiltrer, influencer, diviser et détruire le Parti communiste de la RDA, ont joué un grand rôle dans la dégénérescence opportuniste du SED.

Voici le texte cité par les trotskystes : *"La démocratisation nécessaire de la RDA présuppose une contestation du monopole du pouvoir et de la prétention à la vérité du parti dominant. Pour nous, la formation d'un Parti social-démocrate est très importante. Nos orientations programmatiques : Etat de droit ; démocratie parlementaire et pluripartisme ; économie sociale de marché avec une rigoureuse interdiction du monopole ; liberté de créer des syndicats indépendants." (50)*

Ainsi, les trotskystes vont jusqu'à présenter un programme qui prône ouvertement le régime bourgeois, comme illustration du caractère "prolétarien" de la "révolution politique" en cours... Et Mandel qui affirma que moins d'un pour cent des slogans étaient contre le socialisme !

Glasnost et multipartisme contre les "staliniens".

Mandel a défini trois critères pour distinguer les partisans du "stalinisme" des forces favorables à la marche vers le "socialisme démocratique et autogestionnaire" : l'attitude envers la glasnost de Gorbatchev, envers le rôle dirigeant du Parti communiste et envers la répression sur la place Tien An Men. (51)

Vive la Glasnost !

"Nous définissons la glasnost comme le processus de changements politiques qui élargit le champs d'exercice des libertés démocratiques", écrit Mandel. (52)

Dans le livre L'Union soviétique et la contre-révolution de velours, nous avons consacré un chapitre entier à la démonstration que cinq années de glasnost ont préparé systématiquement les esprits à la restauration capitaliste intégrale, que la glasnost a ressuscité les idéaux de la grande bourgeoisie russe d'avant 1917, que la glasnost a donné la parole à tous les anti-communistes, à des hommes de la CIA comme William Colby, son ancien directeur ou au révérend Moon, à des adeptes du tsarisme et de l'Eglise orthodoxe tsariste, aux anciens collaborateurs avec les nazis, aux hommes de Vlassov et de Bandera.

Mandel parla de "libertés démocratiques" en général, sans caractère de classe, au moment où Gorbatchev accordait la liberté à tous les contre-révolutionnaires qui voulaient enterrer définitivement les dernières structures et influences socialistes. L'idée la plus élémentaire du léninisme, est que le socialisme est une dictature de classe, unissant les travailleurs contre les forces de la bourgeoisie, contre les forces de l'exploitation. *"Nous reconnaissons que toute liberté, dit Lénine, si elle n'est pas subordonnée aux intérêts de la libération du travail de l'oppression capitaliste, est une duperie." (53)*

A bas le parti unique !

La glasnost donna la parole à tous les courants anti-communistes, et elle permit aussi à toutes les forces capitalistes et pro-impérialistes de s'organiser et de lutter ouvertement pour la restauration. Mandel acclama en 1989 l'organisation de partis anti-communistes et contre-révolutionnaires en URSS. *"Le début d'élections véritables qui se manifeste aujourd'hui en URSS est un énorme pas en avant. Mais il faut qu'il y ait des élections réellement libres, avec liberté de constituer des tendances, des fractions et des partis divers, sans restrictions idéologiques."* (54)

En 1989-1990, Mandel a assisté à la réalisation de son rêve le plus cher, la légalisation de "partis divers, sans restriction idéologique", et la nouvelle bourgeoisie soviétique s'est manifestée à travers des partis sociaux-démocrates, libéraux, démocrates-chrétiens, nationalistes-tsaristes etc. Ce pluralisme bourgeois a scellé la liquidation finale du socialisme et la restauration complète du capitalisme. Aujourd'hui, la pratique de la lutte de classe a montré le caractère et la nature de cette revendication principale des trotskystes, formulée dès 1979. Lors de son neuvième Congrès mondial, le groupe Mandel a voté une résolution qui "ré-invente" presque mot par mot les thèses anti-communistes du renégat Kautsky, contre lesquelles Lénine a mené sa célèbre polémique. Ainsi une nouvelle preuve a été fournie de cette vérité souvent répétée par le Parti bolchevique et par le camarade Staline : le trotskysme, c'est la social-démocratie de droite, parée d'un verbiage de "gauche". Dans le chapitre : "Parti unique ou pluripartisme", Mandel écrit ceci : *"Si on dit que seuls les partis et organisations qui n'ont pas de programme bourgeois (et petits-bourgeois ?) peuvent être légalisés, où va-t-on tracer la ligne de démarcation ? Des partis ayant une majorité de membres originaires de la classe ouvrière, mais en même temps une idéologie bourgeoise, seront-ils interdits ? Quelle est la ligne de démarcation entre le 'programme bourgeois' et l'idéologie réformiste ? Doit-on dès lors interdire également les partis réformistes ? Supprimera-t-on la social-démocratie ? (...) Aucune véritable démocratie ouvrière n'est possible sans la liberté de constituer un système pluri-parti"* (55)

Oui, Lénine a supprimé les partis sociaux-démocrates, c'est-à-dire les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires. Parce que dans la guerre civile, ils ont lutté au côté du tsarisme, de la bourgeoisie et des forces interventionnistes et parce qu'ils ont été écrasés ensemble avec les forces féodales et bourgeoisies. Et Lénine a souvent souligné qu'un représentant intelligent de la grande bourgeoisie, Milioukov, comprenait parfaitement que dans un premier temps, seul un parti de "gauche", social-démocrate, aurait une chance d'entraîner les masses dans la lutte anti-bolchevique. C'est pourquoi Milioukov pouvait se contenter de la seule légalisation d'un parti social-démocrate...

Ne pas réprimer la contre-révolution !

Jamais, le trotskysme ne perd des yeux son seul ennemi : le marxisme-léninisme, le mouvement communiste international. Ainsi, tout en niant bruyamment le danger d'une restauration, Mandel concentre ses attaques contre ceux qui dénoncent le processus contre-révolutionnaire en cours et qui affrontent effectivement la contre-révolution en marche.

Au cours de l'année 1989, deux tendances politiques ont osé affronter la contre-révolution montante. D'abord, en Europe de l'Est, des forces qui ont depuis de longues années des orientations opportunistes, de type Khrouchtchéviennes et qui ont pratiqué le suivisme vis-à-vis de l'Union soviétique, et qui se sont rendu compte des intentions réelles de Gorbatchev. Ensuite, le Parti communiste chinois qui a réprimé l'émeute anti-socialiste de Beijing.

Pour accélérer le processus de la restauration en Union soviétique, Gorbatchev a délibérément donné le feu vert à toutes les forces anti-communistes en Europe de l'Est. En y poussant la glasnost à sa conclusion logique, Gorbatchev voulait empêcher que les communistes authentiques des pays de l'Est et de l'Union soviétique puissent former un front anti-restaurateur. En même temps, la restauration intégrale en Europe de l'Est devrait encourager et aider les "réformateurs" en URSS.

Au moment où la restauration du capitalisme est pratiquement achevée en Pologne et en Hongrie, Mandel dit : *"L'Europe de l'Est est actuellement secouée par une crise sans égale depuis la fin de la deuxième guerre mondiale. Contrairement à ce qu'un jugement superficiel pourrait faire croire, la bourgeoisie européenne ne voit pas à un bon œil cette déstabilisation. Elle n'a pas l'espoir de récupérer l'Europe de l'Est au capitalisme."* (56) Une année plus tard, cette affirmation que l'impérialisme "n'a pas l'espoir" de récupérer les pays de l'Est, suffit pour qualifier Mandel de clown de la contre-révolution. Elle a servi à justifier son soutien à toutes les forces anti-socialistes montant à l'assaut de la "bureaucratie". Mandel minait toute vigilance envers la nouvelle bourgeoisie et l'impérialisme. Mais en même temps, Mandel faisait preuve d'une vigilance à toute épreuve envers les faibles forces communistes qui essayaient de résister à l'offensive bourgeoise ! *"On assiste à la coordination d'une sorte de 'front international' anti-gorbatchévien, incluant ceux que l'on nomme les 'conservateurs' en Roumanie, Tchécoslovaquie, Allemagne de l'Est, minorités néo-staliniennes en Pologne et en Hongrie."* (57)

En avril 1989, Mandel salue les progrès évidents de la restauration bourgeoise en Pologne et Hongrie, appelée "expérience pluraliste". Havel est son héros, les adversaires de la restauration sont ses ennemis irréductibles. *"Au moment où des expériences déformées limitées de pluralisme ont lieu en Pologne et en Hongrie, la direction pragoise réaffirmait le principe du 'rôle dirigeant du parti'. (...) La presse d'Allemagne de l'Est continue à soutenir la répression en Tchécoslovaquie et pousse à la mise en place d'un axe Prague-Berlin-Bucarest contre la perestroïka. Havel a été dépeint par Neues Deutschland comme un provocateur."* *"Envoyez des messages de solidarité à Vaclav Havel en prison."* (58) Pour les trotskystes, toute répression des forces anti-socialistes, toute emprisonnement d'agents subversifs travaillant pour la CIA, genre Havel, est un crime monstrueux.

En mai 1989, les étudiants anti-communistes de Beijing avaient acclamé Gorbatchev aux cris "Vive la Glasnost et la Perestroïka" et "Vive Solidarnosc". Lorsque l'émeute contre-révolutionnaire du 4 juin 1989 a été réprimée, Mandel a rejoint l'extrême droite mondiale, dirigée pour l'occasion par le Kuomintang, le parti fasciste régnant à Taïwan. Dans une première réaction aux événements de Beijing, le groupe Mandel écrit : *"La caste bureaucratique...ne recule pas devant les crimes les plus répugnants. Cette leçon de l'histoire a déjà été écrite avec du sang sur les murs de Berlin en 1953, de Prague en 1968, de Gdansk en 1970, et de Varsovie en 1981. L'ampleur des horreurs à Beijing n'a son pareil que dans la façon dont la révolution hongroise a été écrasée en 1956. (...) Les bourreaux de Beijing n'ont pas encore gagné la bataille. Ils ont hésité trop longtemps ! Aujourd'hui, le peuple chinois se révolte. L'insurrection se répand à travers le pays. L'armée éclate, une véritable guerre civile menace".* (59) Tout comme les fascistes taïwanais, les trotskystes espéraient voir se développer en Chine une "véritable guerre civile" contre la "caste bureaucratique". Puis Mandel lui-même a pondu une analyse "théorique" dans laquelle il affirme : *"La Commune de Beijing (!) d'avril-mai 1989 était le début d'une révolution politique authentique qui essayait de remplacer le pouvoir corrompu et inefficace d'une clique de despotes bureaucratiques par le véritable pouvoir des masses populaires. (...) Les masses qui s'insurgèrent à Beijing n'avaient aucun intérêt à restaurer le capitalisme. Elles n'avaient pas non plus l'intention de la faire".* (60)

Heureusement, les trotskystes ne furent pas les seuls à sauver l'honneur, aussi se hâtent-ils de déclarer : *"Seul l'aile gauche du Parti communiste de l'URSS a sauvé l'honneur du communisme". "Nous sommes fiers de nous trouver aujourd'hui, dans notre protestation contre la répression sanguinaire en Chine, coude à coude avec d'autres communistes. La première réaction fut celle de Boris Yeltsine. 'Ce qui se passe en Chine, est un crime' a déclaré le membre du Soviet Suprême, récemment élu."* (61) Et voilà Mandel à nouveau fier de la compagnie de Yeltsine. Dans l'essai intitulé *"Tien An Men 1989 : de la dérive révisionniste à l'émeute contre-révolutionnaire"*, nous avons apporté des preuves du véritable caractère du mouvement de Beijing. Fang Li-zhi, le père spirituel incontesté de la "contestant" étudiante de Beijing, déclara le 17 janvier 1989 : *"Le socialisme, dans sa mouture Lénine-Staline-Mao, a été tout à fait discrédité. Est-ce que une économie libre peut être compatible avec la forme spécifiquement chinoise de gouvernement dictatorial ? La dictature socialiste est intimement liée à un système de propriété collective et son idéologie est antithétique du type de droits de propriété requis par une économie libre."*

Trois parmi les principaux dirigeants du mouvement de Beijing, Yan Jiaqi, Wuer Kaixi et Wang Runnan, se sont réfugiés en France et y ont créé la Fédération pour la Démocratie. Ils définissent leur objectif dans leur programme : *"développer l'économie d'initiative privée et mettre fin à la dictature d'un seul parti"*.

Au nom du pluripartisme, les trois ont rejoint ...le parti fasciste de Taiwan, le Kuomintang. Wuer Kaixi, mis en évidence dans la presse trotskyste, a rencontré le 29 janvier 1990 le chef de l'espionnage taiwanais en Chine Populaire, John Chang, à qui il a dit : *"La communication entre les chinois anticommunistes est le premier pas vers l'unité"*. Yan Jiaqi et Wang Runnan se sont aussi rendus à Taiwan. Yan y déclara : *"Le fait que Taiwan ait un gouvernement démocratique, nous est le bienvenu. Cela me semble la base fondamentale pour la réunification de Taiwan et de la Chine continentale"*. Yueh Wu, le chef du soi-disant "Syndicat Ouvrier Indépendant", très cher aux trotskystes, est arrivé à Taiwan, le 16 janvier 1990, à l'invitation de la... World Anti-Communiste League. **(62)**

Ainsi, dans son effort pour distinguer les "staliniens" qui défendent les principes marxistes-léninistes des partisans du "socialisme pluripartiste", Mandel a distingué un troisième critère: *"Un autre révélateur est l'attitude à l'égard de la répression sanglante de la Commune de Pékin. Dans le camp de ceux qui ont condamné les massacres de la place Tien An Men se placent presque tous les partis favorables à la glasnost"*. **(63)**

Les "staliniens" de Pyongyang à La Havane

En octobre 1989, Mandel range parmi les forces du "stalinisme", les Partis Communistes chinois, allemand (RDA), vietnamien, roumain, tchécoslovaque, bulgare, japonais, indien (PCI-marxiste), nord-coréen albanais, portugais et les groupes qu'il qualifie de pro-albanais et de maoïstes. Et aussi le Parti communiste cubain. Lorsque Mandel affirme que "le PC cubain occupe une position à part", il fait référence à sa tactique particulière envers Cuba pour y aider à la destruction du Parti Communiste. Ceci apparaît clairement dans la thèse suivante qu'il développe : *"Les attaques de Fidel Castro et de la direction cubaine contre la glasnost, c'est-à-dire contre le processus de démocratisation partielle en cours en URSS, sont contraires aux intérêts du prolétariat soviétique, du prolétariat international et à ceux de la révolution cubaine. Elles risquent de provoquer une grave crise de légitimité de la direction cubaine elle-même aux yeux d'une partie des masses, surtout des jeunes."* *"Les entraves à la liberté de pensée se multiplient à Cuba"*. Le Parti communiste "se substitue" aux masses. *"Cette régression idéologique pénible, est à la longue suicidaire"*. Castro ne peut pas lutter efficacement contre *"la dégénérescence bureaucratique de l'Etat cubain"*, parce qu'il "rejette la glasnost, la démocratisation pluraliste, le contrôle institutionnalisé des masses". *"Il ne lui reste alors que la lutte bureaucratique contre la bureaucratie. C est courir à l'échec certain, comme on l'a vu en URSS et en République populaire de Chine."* **(64)**

Ceci montre bien que la haine des trotskystes envers le "régime bureaucratique du parti unique" s'étend aussi au "parti unique cubain". Si l'approche tactique est différente, c'est parce que les trotskystes estiment qu'il seront plus efficaces pour détruire le mouvement communiste en Amérique Latine, en infiltrant le Parti communiste cubain et les partis qui sont proches de Cuba. Cela s'est déjà manifesté dans le travail destructif que ces anti-communistes ont pu mener pendant dix ans au sein du Front sandiniste. Maintenant, ils espèrent pouvoir s'approcher de l'aile "progressiste, anti-bureaucratique, réformateur" du Parti communiste cubain. Ils ont quelque espoir que les longues fréquentations des Cubains avec les Soviétiques aient suffi à former des partisans de la glasnost et du pluripartisme... Entre-temps, nous avons eu l'occasion de vérifier en Europe de l'Est et en Union soviétique à quoi aboutissent les conseils judicieux d'un Mandel : au triomphe de la contre-révolution, au rétablissement intégral du capitalisme, à la résurgence du fascisme et du nationalisme réactionnaire, à un capitalisme des plus sauvages où des super-riches côtoient des millions d'hommes rejetés dans une misère inhumaine, à la guerre civile. Il n'y pas de doute que le Parti communiste cubain prendra les mesures qui s'imposent contre l'infiltration à Cuba de ces anti-communistes et contre-révolutionnaires professionnels.

Notes :

- (1) Trotsky: L'appareil policier du stalinisme, éd Union générale d'éditions, 1976, collection 10-18, p.26
- (2) Mandel, Inprecor, n°295, 16-29 octobre 1989, p.20.
- (3) Mandel: Où va l'URSS de Gorbatchev? éd. La Brèche, Montreuil, 1989, p.20 et 23.
- (4) Rood, n°14, 15 aug.1989
- (5) Rood, 24 oktober 1989, p.6-7
- (6) Rood, n° 24, 26 décembre 1989, p.1.
- (7) Mandel, Inprecor, n°295, 16-29 octobre 1989, p.20.
- (8) Inprecor, 11-24 septembre 1992, p. 19.
- (9) Temps Nouveau, n°38-1990, p.41-42.
- (10) Catherine Samary dans Argumenti e fakti, 2 décembre 1989, Inprecor, n°302, 9-23 février 1990, p.27.
- (11) Mandel: Où va l'URSS de Gorbatchev? éd. La Brèche, Montreuil, 1989 p. 303.
- (12) Ibidem, p.305-306
- (13) Inprecor, n°285, 3 avril 1989, p.4.
- (14) Sakharov: Mon pays et le monde, éd Seuil, 1975, p.75.
- (15) Gazet van Antwerpen, 18 september 1989, p.6.
- (16) Inprecor, n°304, 9-22 mars 1990, p.36.
- (17) Mandel, Finantieel-Ekonomische tijd, 23 maart 1990: Ernest Mandel : Gorbatchev is te vergelijken met Roosevelt en De Gaulle.
- (18) Inprecor, hors série, 29 août 1991, p. 1-3.
- (19) Harry Mol, Rood, n°2, 22 januari 1992, p.20.
- (20) Mandel: Où va l'URSS de Gorbatchev?, éd. La Brèche, Montreuil, 1989 p.23.
- (21) Rood, 9 janvier 1990, p. 10.
- (22) Ibidem, p. 12.
- (23) Mandel: Où va l'URSS de Gorbatchev?, éd. La Brèche, Montreuil, 1989 p.340.
- (24) Trotsky: L'appareil policier du stalinisme, Union gén. d'Editions, Paris, 1976, collection **10-18**, p.193, 256, 257, 247.
- (25) Trotsky, La Lutte antibureaucratique en URSS, Union gén. d'Editions, 1975, p.300, 301, 169, 213.
- (26) Turpin Pierre: Le trotskysme aujourd'hui, éd. L'Harmattan, Paris, 1988, p. 61-62.
- (27) Bernard Henri, 1982, p.9.
- (28) Ibidem, p.48-49.
- (29) Trotsky: L'appareil policier du stalinisme, Union gén. d'Editions, Paris, 1976, collection 10-18, p.169
- (30) Ibidem, p.188.
- (31) Ibidem, p.206.
- (32) Ibidem, p.302-303.
- (33) Turpin Pierre: Le trotskysme aujourd'hui, éd. L'Harmattan, Paris, 1988, p.23.
- (34) Berkenkruis, juni 1992, n°6, p.4-5, reprenant un article de Der Freiwillige, oct. 1956.
- (35) Rood, 6 juni 1989, p.2.
- (36) Inprecor, XIe Congrès mondial de la IVe Internationale, novembre 1979, p.250.
- (37) Martens Ludo: L'URSS et la contre-révolution de velours, éd EPO, Bruxelles, 1990, p.107.
- (38) Rood, 20 juni 1989, p. 6.
- (39) Rood, n°12, 20 juni 1989, p.12.
- (40) Inprecor, n°105, 6 juillet 1981, p.14.
- (41) Sean Connoly, Inprecor, n° 108, 14 sept. 1981, p.24.
- (42) Mandel, Inprecor, n° 283, 6 mars 1989, p.4.
- (43) Petr Uhl, Inprecor, n°304, 9-22 mars 1990, p.26.
- (44) Rood, 26 décembre 1989, p. 5.
- (45) Inprecor, n°296, 30 oct-12 nov 1989, p.4.
- (46) Rood, 26 décembre 1989, p. 8.
- (47) Inprecor, n°296, 30 oct-12 nov 1989, p.4.
- (48) Mandel Inprecor, n°297, 13-26 nov 1989, p.3.
- (49) Humo, 21 décembre 1989, p 18-20.
- (50) Groupe d'Initiative pour un Parti Social-Démocrate en RDA, 12 septembre 1989, dans: Inprecor, n°297, 13-26 novembre 1989, p.10.

- (51) Inprecor, n°295, 16-29 octobre 1989, p.15-16.
- (52) Mandel, Inprecor, n°295, 16-29 oct 1989, p. 15.
- (53) Lénine: Le 1er Congrès de l'enseignement extra-scolaire, 19 mai 1919, t.29, p.356-362.
- (54) Mandel, Inprecor, n° 283, 6 mars 1989, p.4.
- (55) Inprecor, numéro spécial, IXe Congrès mondial, 1979, p.236-237.
- (56) Mandel, Inprecor, n° 283, 6 mars 1989, p.4.
- (57) Inprecor, n°283, 6 mars 1989, p 3.
- (58) Inprecor, n°287, 1er Mai 1989, p.8-9.
- (59) Rood, 6 juni 1989, p.2.
- (60) Rood, 20 juni 1989, p. 6-7.
- (61) Rood, 20 juni 1989, p.6 et 12.
- (62) Tien An Men 1989: de la dérive révisionniste à l'émeute contre-révolutionnaire, dans: Etudes marxistes, n°12, sept. 1991, Bruxelles, p. 62-63.
- (63) Inprecor, n°295, 16-29 octobre 1989, p.15-16.

La pensée politique de Noam Chomsky

(Thomas Cutsem)

Noam Chomsky est un personnage étonnant. Professeur dans une grande université américaine, le Massachusetts Institute of Technology (MIT), il jouit d'un grand prestige suite à ses travaux en linguistique. Dans notre société, les intellectuels célèbres bénéficient de nombreux privilèges, matériels et autres. Néanmoins, Chomsky ne se range pas. Il avait 17 ans lorsque des bombes atomiques ont détruit Hiroshima et Nagasaki. Evidemment, c'était l'enthousiasme aux Etats-Unis. Chomsky se rappelle «je ne pouvais parler de cela à personne et je n'ai jamais compris la réaction de quiconque. Je me sentais complètement isolé» **(1)**. Isolé, il l'est encore. Mondialement connu, il envoie de courtes lettres à des journaux qui refusent de les publier **(2)**. La presse a de bonnes raisons de ne pas l'aimer, il en analyse trop bien le rôle et le fonctionnement **(3)**.

A une époque où il n'y a pratiquement plus d'intellectuels de gauche, en France du moins, le phénomène Chomsky est trop rare pour qu'on ne s'y intéresse pas. Chomsky ne se contente pas de grandes déclarations idéologiques ou d'analyses abstraites. Il va fouiller dans les archives du gouvernement américain pour montrer les mobiles réels cachés derrière les déclarations officielles. Il mesure le nombre de centimètres que la presse consacre à l'assassinat d'un prêtre polonais et à celui d'une centaine de religieux et de religieuses en Amérique Latine **(4)**. Depuis la guerre du Vietnam, il démonte les mécanismes d'endoctrinement à l'oeuvre dans nos sociétés «libres». Chomsky parcourt les Etats-Unis pour parler à des rassemblements politiques. Le 19 novembre, il s'adressait à 1200 personnes à la VUB.

Son discours choque parfois, mais, parce qu'il est rationnel et analyse les faits de façon concrète, il pourrait inspirer pas mal d'intellectuels et contribuer à les libérer du mélange de superficialité et de dogmatisme qui afflige une grande partie du monde universitaire francophone.

Le but de cet article est de présenter les principaux écrits politiques de Chomsky. Tout d'abord, il faut passer en revue l'histoire des Etats-Unis, surtout depuis la guerre (Sect.2). Il ne sert à rien d'entamer la critique des médias si l'on n'a pas d'abord une vue claire de ce qui se passe dans l'histoire et dans le monde réel. Ensuite, on peut se poser la question du rôle des intellectuels et des médias dans notre société (Sect.3). Je laisserai de côté la linguistique, sauf dans les grandes lignes, surtout en ce qui concerne la critique que Chomsky fait d'une partie des sciences humaines (Sect.4). Il faut comprendre cette critique si l'on veut aller au fond de sa pensée et, en particulier, comprendre son anarchisme et ce qui le sépare du marxisme (Sect.5). Néanmoins, cet article ne prétend pas faire un inventaire exhaustif de la pensée de Chomsky, ni une critique approfondie de cette pensée.

Une autre vision de l'histoire des Etats-Unis

Avant la deuxième guerre mondiale : la montée de l'empire

Les ambitions impériales des Etats-Unis commencent très tôt, avec pour principaux ennemis les Indiens et les Mexicains. «En 1754, Benjamin Franklin, éminent porte-parole des Lumières, définit le «Père de la Nation» comme étant «l'homme qui repousse les indigènes pour donner de l'espace à son propre peuple». «En 1831, Alexis de Tocqueville put observer «la marche triomphale de la civilisation à travers le désert», tandis que «trois ou quatre mille soldats chassaient devant eux les races nomades des aborigènes» qui «emportaient leurs malades et leurs blessés, avec des enfants nouveau-nés et des vieillards au bord de la mort», «un spectacle impressionnant» qui ne devait jamais s'effacer de sa mémoire. Il était tout particulièrement impressionné par la façon dont les pionniers privaient les Indiens de leurs droits, les exterminant «de façon singulièrement heureuse, tranquille, légale, philanthropique, sans verser de sang et sans transgresser, aux yeux du monde, un seul grand principe moral» (5). George Washington écrivait que les Indiens «n'avaient rien d'humain sauf la forme» (6). Un autre fondateur de la démocratie moderne, Thomas Jefferson, accusait les Anglais d'exciter les Indiens contre les Américains et de «nous obliger à les exterminer ou à les faire partir au loin» (7). Finalement, John Quincy Adams justifiait l'exécution de prisonniers Indiens par «leur efficacité salutaire due à la terreur» (8). On retrouvera ce mélange de cynisme et de bonne conscience jusqu'à nos jours. Et, comme le remarque Chomsky, «on a rarement vu une hypocrisie et une lâcheté morale aussi explicites être admirées avec autant de vénération pendant des siècles» (9).

Pour ce qui est du sort de l'Amérique Latine, Jefferson décrivait en 1789 «notre confédération» (américaine) comme étant «le nid à partir duquel toute l'Amérique du Nord et du Sud doit être peuplée» (10). Il pensait que la domination espagnole devrait continuer jusqu'à ce que les Etats-Unis soient en mesure de s'y substituer ; ce qui fut fait à Cuba et aux Philippines. Simon Bolivar devait d'ailleurs observer que «les Etats-Unis semblent destinés à accabler et à tourmenter le continent au nom de la liberté» (11). Et de l'efficacité : le poète Whitman écrivait : «Qu'est-ce que le Mexique inefficace et misérable a à voir avec le fait de peupler le Nouveau Monde avec des gens de race noble ?» (12). C'était l'époque à laquelle près de la moitié du territoire mexicain (dont la Californie) fut annexée par les Etats-Unis. Les territoires revenaient de droit aux nations «civilisées» qui étaient capables de les exploiter au mieux. Un autre pays «inefficace» était la Chine : le Conseil Américain des Missions justifiait les guerres de l'opium en ces termes : «c'est l'aboutissement des grands projets de la Providence, visant à utiliser la perversité de l'homme pour soutenir ses projets charitables envers la Chine, en brisant le mur qui l'isolait, et en mettant l'empire chinois en contact plus étroit avec les nations occidentales et chrétiennes» (13). Les succès des Etats-Unis à cette époque impressionnaient pas mal de gens, par exemple le théoricien de l'évolution Ch. Darwin, qui écrivait : « Il semble qu' il y ait une bonne part de vérité dans la croyance selon laquelle les progrès merveilleux des Etats-Unis, ainsi que le caractère de ce peuple, sont le résultat de la sélection naturelle» (14).

Dans la mythologie moderne, le président Woodrow Wilson est présenté comme le grand défenseur de «l'autodétermination des peuples». Il écrivait : «Puisque le commerce ne connaît pas de limites nationales et puisque le fabricant veut avoir le monde pour marché, le drapeau de son pays doit le suivre et les portes des nations qui lui sont fermées doivent être enfoncées. Les concessions qu'obtiennent les financiers doivent être protégées par les ministres d'Etat, même si la souveraineté des nations récalcitrantes doit être bafouée. Des colonies doivent être créées ou obtenues afin qu'aucun coin du monde ne soit délaissé ou négligé» (15). Son secrétaire d'Etat, Robert Lansing écrivait : «l'intégrité des autres nations américaines est accessoire, elle n'est pas une fin en soi» (16). Lors de la Conférence de Versailles, en 1919, les gardes de W. Wilson chassèrent «comme un insecte» un jeune nationaliste Vietnamien venu demander le droit à l'autodétermination pour son peuple. Il devait devenir plus tard célèbre sous le nom d'Hô Chi Minh (17).

La période de F. Roosevelt est considérée comme l'ère des réformes et d'un président opposé au fascisme. Néanmoins, Roosevelt considérait (avant la guerre) Mussolini comme un «admirable

gentleman italien» et son ambassadeur parlait de cette «nouvelle expérience de gouvernement qui marche avec le plus de succès en Italie» où «il n'y avait pas eu une seule grève» depuis l'arrivée au pouvoir des fascistes (18). Le «modèle italien» était à l'époque donné en exemple en Amérique Latine, avec pas mal de succès d'ailleurs.

La deuxième guerre mondiale et l'origine de la guerre froide

Avant et pendant la guerre, les Etats-Unis avaient une idée assez claire de ce qu'ils voulaient. L'hégémonie mondiale était à portée de main. Chomsky étudie les textes du «Conseil pour les relations extérieures» qui regroupait l'élite des gens qui façonnaient la politique extérieure. Ceux-ci écrivaient en 1941 : «L'Empire Britannique tel qu'il a existé ne réapparaîtra plus, et... les Etats-Unis devront peut-être prendre sa place». De plus, «Les Etats-Unis doivent se préparer mentalement à un règlement d'après-guerre qui nous permettra d'imposer nos propres conditions, qui reviendront peut-être à une pax americana». Un des principaux objectifs était d'affaiblir la Grande-Bretagne, en l'aidant juste assez pour l'effort de guerre, mais en lui retirant le contrôle du pétrole du Moyen-Orient. Les Etats-Unis donnèrent plus de 100 millions de dollars à l'Arabie Saoudite, au titre de l'aide réservée aux «alliés démocratiques». Ce même «Conseil pour les relations extérieures» se préoccupait de présenter convenablement les objectifs de la guerre : «Si les buts de la guerre sont énoncés en des termes qui semblent exclusivement liés à l'impérialisme anglo-américain, ils n'attireront pas les autres peuples du monde et seront vulnérables face aux contre-promesses nazies... Les intérêts des autres peuples doivent être mis en avant, non seulement ceux de l'Europe mais aussi ceux d'Asie, d'Afrique et d'Amérique Latine. Cela aura un meilleur effet de propagande» (19). Roosevelt proclama que les buts des alliés étaient la défense des «quatre libertés» : liberté d'expression, liberté de culte, libération du besoin, libération de la peur. Chomsky ajoute qu'il oubliait de parler de la «cinquième liberté», celle qui compte vraiment, la liberté de voler et d'exploiter.

Pour Chomsky, le but principal de la politique étrangère des Etats-Unis est de garantir un climat international favorable aux entreprises américaines, c'est-à-dire à l'exportation des capitaux et à l'exploitation des ressources humaines et matérielles des autres pays. Pour le montrer, il suffit de s'appuyer, comme on vient de le voir, sur les documents internes, mais rendus publics, du gouvernement américain. Cette méthode, évidente en soi, est néanmoins rarement employée, pour des raisons sur lesquelles nous reviendrons. Pour poursuivre l'analyse, on constate que le monde est rempli d'ennemis de la cinquième liberté: les autres pays impérialistes et les populations des pays du tiers-monde. Ce qui entraîne une suite sans fin d'interventions, de guerres, de massacres. Il s'agit alors de présenter cette réalité à la population américaine sous les aspects les plus nobles : défense de la paix, de la démocratie et des droits de l'homme. Cette présentation est parfois cyniquement reconnue comme étant de la propagande dans les documents internes, parfois elle est produite spontanément par une intelligentsia et un personnel politique disciplinés.

A la fin de la guerre, avec les principaux concurrents, Allemagne, Japon, France, Grande-Bretagne à genoux, l'avenir s'annonçait bien pour les Etats-Unis. Néanmoins, un ennemi de taille se développait rapidement : le communisme. Dès 1943, les Etats-Unis se sont efforcés, par exemple en Italie et en Afrique du Nord (20) de remettre au pouvoir les anciennes élites même si elles avaient été discréditées par leur collaboration avec le fascisme. Le premier affrontement majeur eut lieu en Grèce, contre la résistance antifasciste. Clark Clifford, conseiller de Truman disait que c'était «le coup d'envoi d'une campagne qui ferait comprendre aux gens que la guerre n'est nullement terminée» (21). Comme le dit Chomsky : «Les Etats-Unis lancèrent une guerre meurtrière de contre-insurrection, comprenant la torture, l'exil politique pour des dizaines de milliers de personnes, des camps de rééducation, la destruction des syndicats et de toute politique indépendante,... plaçant fermement la société aux mains des investisseurs américains et des élites constituées par les hommes d'affaire locaux, tandis qu'une partie de la population devait s'exiler pour survivre» (22).

Dean Acheson, futur secrétaire d'Etat, explique dans ses mémoires comment il amena le Congrès à soutenir de nouvelles aventures militaires : «Au cours des 18 derniers mois, la pression soviétique sur

le Déroit des Dardanelles, l'Iran et le Nord de la Grèce a fait que les Balkans en sont maintenant au point où une percée hautement probable pourrait ouvrir trois continents à la pénétration soviétique. Comme les pommes pourries d'un panier, infectée par la pourriture de l'une d'entre elles, la pourriture de la Grèce infecterait l'Iran et s'étendrait à l'Est. Cela entraînerait également l'infection de l'Afrique par l'Italie et la France, déjà menacées par les Partis Communistes les plus puissants de l'Europe Occidentale» (23). Il y a deux éléments importants dans cette analyse, que l'on retrouvera partout dans la suite: la menace soviétique, et la théorie de la pomme pourrie. D'une part, pour effrayer la population, on agite la menace d'un ennemi dont les forces sont largement surévaluées: depuis que l'URSS ne remplit plus ce rôle, l'Irak a suffi à la tâche. A l'époque, L. Johnson disait que les Etats-Unis pourraient devenir «une proie facile et impuissante pour n'importe quel nain jaune armé d'un canif» (24). C'est ce que l'on peut appeler l'aspect irrationnel du discours. La théorie de la pomme pourrie, aussi appelée la théorie des dominos (quand l'un tombe, les autres suivent) présente, elle, un aspect rationnel : en effet, si un pays du tiers-monde peut échapper à la domination impérialiste et se développer indépendamment, en assurant à sa population des soins et un niveau de vie supérieur à celui des autres, alors il crée la «menace du bon exemple». D'autres pays risquent de l'imiter ce qui peut alors nuire gravement au système impérialiste. La Chine, la Corée, le Vietnam, Cuba, le Nicaragua ont successivement représenté un tel danger. La «menace du bon exemple» permet de comprendre pourquoi même un petit pays, la Grenade par exemple, peut représenter un danger; en effet, plus un pays a des ressources limitées, plus son développement a valeur d'exemple. Aux Etats-Unis, la plupart des idéologues officiels ridiculisent les gens qui, comme Chomsky, voient dans l'impérialisme le mobile des interventions extérieures, en utilisant comme argument le peu d'importance économique, par exemple, du Vietnam (ils expliquent les interventions par des mobiles psychologiques ou par des «erreurs» commises dans la poursuite d'objectifs nobles). Mais les planificateurs de la politique américaine sont bien conscients des risques posés par la simple existence d'une alternative au système impérialiste.

Un classique dans ce genre de littérature est dû à George Kennan, en 1948, alors qu'il dirigeait l'équipe de planification au Département d'Etat : «Nous possédons environ 50% de la richesse mondiale, mais seulement 6,3 % de sa population... Dans cette situation, il est inévitable que nous soyons l'objet de jalousie et de ressentiment. Notre vraie tâche dans la période à venir est de développer un système de relations qui nous permettra de maintenir cette position d'inégalité sans mettre en péril notre sécurité nationale. Pour réaliser cela nous allons devoir nous débarrasser de toute sentimentalité, et cesser de rêver tout éveillés et notre attention devra se concentrer partout sur nos objectifs nationaux immédiats, il ne faut pas que nous nous leurrions. Nous ne pouvons pas nous permettre aujourd'hui le luxe de l'altruisme et de la bienfaisance à l'échelle mondiale. Nous devrions cesser de parler d'objectifs vagues et, en ce qui concerne l'Extrême-Orient, irréalisables, tels que les droits de l'homme, l'élévation du niveau de vie et la démocratisation. Le jour n'est pas loin où nous allons devoir agir carrément en termes de rapports de force. Moins nous serons alors gênés par des slogans idéalistes, au mieux ce sera.» (1, p. 17). Notez que Kennan, initiateur de la théorie de «l'endiguement du communisme» (containment) était une «colombe», remplacé en 1950 par le «faucon» Paul Nitze. Celui-ci parla de «refoulement» (roll-back), «visant à «accélérer le pourrissement du système soviétique» de l'intérieur et à «semer les graines de la destruction dans le système soviétique», au moyen d'une série de menées secrètes et autres qui permettraient de «négocier un accord avec l'Union Soviétique» (ou avec un ou plusieurs Etats ayant pris sa place) (25). Les «moyens secrets» comprenaient à l'époque l'envoi de fourniture et d'agents à des armées se battant en URSS et en Europe de l'Est et qui avaient été soutenues par Hitler ; la mise en place de la direction des services d'espionnage de l'Allemagne fédérale aux mains de Reinhard Gehlen, qui avait dirigé les services d'espionnage militaire nazis sur le Front de l'Est» (26). Et le recrutement de Klaus Barbie; son supérieur américain, Eugène Kolb, disait : « ses talents étaient indispensables. A notre connaissance, ses activités étaient dirigées contre le Parti Communiste Français clandestin et la résistance, de même que nous étions, dans la période de l'après-guerre, concernés par le Parti Communiste Allemand et les activités hostiles à la politique américaine en Allemagne» (27).

La deuxième grosse pomme pourrie fut la Corée. «En Corée, l'armée américaine chassa le gouvernement populaire local et opéra une répression brutale, utilisant la police japonaise et des

collaborateurs. Quelque 100.000 personnes furent tuées, dont 30 à 40.000 au cours de la répression d'un soulèvement paysan dans l'île de Cheju, avant ce qu'il est convenu d'appeler en Occident la «guerre de Corée» (28). La destruction quasi-complète de la partie nord du pays permit d'endiguer la menace. Une étude de l'Air Force décrit ainsi «une leçon de puissance aérienne infligée au monde communiste et particulièrement aux communistes nord-coréens», leçon infligée un mois avant l'armistice : «Le 13 mai 1953, vingt bombardiers USAF F-84 lancèrent trois vagues d'assaut sur la digue d'irrigation de Toksan en Corée du Nord». Ils expliquent que ces digues contrôlent 75 % de l'eau nécessaire à la production de riz et que ces attaques n'attirent pas l'attention de «la presse, des observateurs militaires, et des commentateurs». Mais pour les communistes, c'est «la destruction de leur principale ressource, le riz. L'Occidental peut difficilement imaginer ce que signifie pour l'Asiatique la perte de cette ressource, c'est-à-dire la famine et la mort lente». Notez, remarque Chomsky, que ceci n'est pas un extrait d'archives nazies mais une étude officielle de l'U.S. Air Force (29).

En fait, pendant toute cette période, de 1949 à 1975, le domino principal a été la Chine. Il y a eu, à cette époque, des mouvements révolutionnaires allant jusqu'à la lutte armée, évidemment en Corée et en Indochine, mais aussi en Thaïlande, Indonésie, Malaisie, Inde et aux Philippines, c'est-à-dire dans presque tout l'Extrême-Orient. La crainte des Américains n'était nullement due à la paranoïa. Avec la Chine, «le problème était ce que Walt Rostow et d'autres appelaient parfois «la menace idéologique»» c'est-à-dire «la possibilité que les Communistes Chinois puissent prouver aux Asiatiques, au moyen de progrès réalisés en Chine, que les méthodes communistes sont meilleures et plus rapides que les méthodes démocratiques» (30). Le Département d'Etat disait «qu'une source fondamentale du danger auquel nous faisons face en Extrême-Orient vient du taux de croissance économique de la Chine communiste, qui continuera sans doute à dépasser celle des pays libres de l'Asie, à l'exception peut-être du Japon,» ce qui aurait ailleurs un impact réel et psychologique (31). Les chefs de l'armée disaient la même chose deux semaines plus tard, ajoutant que «les améliorations économiques remarquables réalisées par la Chine communiste au cours des dix dernières années impressionnent fortement les pays de la région et posent un sérieux défi au Monde Libre» (32). Pour contrer cette menace, un professeur d'université (à Yale), David Rowe, proposait à la Chambre des Représentants d'acheter tous les surplus de blé canadien et australien (que la Chine achetait) afin de provoquer une famine massive en Chine. Il déclarait : «Attention, je ne propose pas d'utiliser cela comme arme contre le peuple chinois. Cela en sera une, mais c'est secondaire. L'arme sera dirigée contre le gouvernement car la stabilité interne de ce pays ne peut pas être maintenue par un gouvernement hostile face à une famine généralisée» (33). Chomsky ajoute : «pour avoir un point de comparaison, rappelons que, dans ses pires moments, Alfred Rosenberg (l'idéologue nazi) parlait d'éliminer 30 millions de Slaves, pas d'imposer une famine de masse à un quart de l'humanité» (34).

Après la guerre de Corée, les Américains durent affronter plusieurs autres «pommes pourries». En 1953, la CIA organisa un coup d'Etat en Iran, pour renverser Mossadegh, qui était un nationaliste conservateur, mais qui avait tenté de contrôler le pétrole iranien. Le New York Times écrivait : «Les pays sous-développés, riches en ressources naturelles, ont devant leurs yeux une leçon montrant le prix élevé que doit payer l'un d'entre eux, s'il se laisse emporter par un nationalisme fanatique. C'est peut-être trop demander que d'espérer que l'expérience de l'Iran bloquera l'ascension d'autres Mossadegh, dans d'autres pays, mais cette expérience peut au moins renforcer des leaders plus raisonnables.» (35) Tels que le Chah d'Iran, ajoute Chomsky. On connaît les réactions face à la révolution cubaine : embargo, menace d'une guerre nucléaire lors de la «crise des missiles», invasion ratée de la «baie des cochons». Plus des années de terrorisme, avec empoisonnement du cheptel, destruction des récoltes, tentatives d'assassinat de dirigeants. Certainement Cuba est le pays au monde qui a le plus souffert du terrorisme, ce qui permet à Chomsky de montrer l'extrême hypocrisie de tous les discours, en Occident, appelant à mettre fin à cette «plaie du monde moderne».

Après avoir fait renverser au Guatemala le réformiste Arbenz (en 1954), les Etats-Unis définirent leur politique en Amérique Latine essentiellement contre les «régimes nationalistes maintenus au pouvoir dans une large mesure par des appels aux masses» (36). Il fallait «encourager (ces pays) à fonder leurs économies sur le système de l'entreprise privée» et inclure «la possibilité de gagner et, dans le cas du

capital étranger, de rapatrier un revenu raisonnable» (37). Il fallait aussi avoir «une production adéquate en Amérique Latine des matières premières essentielles à la sécurité des Etats-Unis», et obtenir «la standardisation totale de l'organisation militaire..., selon les instructions des Etats-Unis» (38). Il n'est pas surprenant que, lorsque, en 1964, les militaires brésiliens instaurèrent leur dictature en renversant le gouvernement Goulart, l'ambassadeur de Kennedy au Brésil appelle la «révolution» brésilienne «la plus décisive victoire de la liberté au milieu du vingtième siècle» (39). En 1965, les Etats-Unis envahirent la République Dominicaine, de nouveau pour empêcher l'arrivée au pouvoir d'un dirigeant réformiste, Juan Bosch. On connaît l'histoire du Chili d'Allende, dont Kissinger craignait qu'il ne soit un «exemple contagieux» qui «infecte» l'Amérique Latine et même le sud de l'Europe (40).

Pendant cette période, le plus grand massacre, en dehors des guerres, eut lieu en 1965 en Indonésie. Déjà en 1958, les Etats-Unis avaient essayé de renverser le nationaliste Soukarno. Puis ils développèrent des contacts étroits avec les militaires indonésiens, à travers des programmes d'assistance. «En 1965, six généraux furent tués dans ce que la doctrine officielle appelle un «coup des communistes» qui, par miracle, épargna le général pro-US Souharto..., lequel prit alors le pouvoir par un coup d'Etat militaire qui mena au massacre d'environ un demi-million de gens en quelques mois,... pendant que le pays devenait «un paradis pour les investisseurs»» (41). Le secrétaire à la défense, Robert MacNamara, dit que la collaboration avec les militaires indonésiens avait «produit des dividendes» (42). La presse passa sous silence le massacre et qualifia le coup de «lueur d'espoir en Asie» (43). Plus récemment, des révélations sur la participation directe de la CIA au massacre (en donnant des listes de «subversifs» aux militaires), furent accueillies avec la même indifférence (alors que l'on n'a pas fini de parler, par exemple, du massacre de Katyn). Ralph MacGehee, ex-agent de la CIA (dont les déclarations sont soumises, à vie, à la censure préalable de l'agence) déclare : «Je connais les mesures spécifiques prises par la CIA pour créer les conditions qui causèrent le massacre d'au moins un demi-million d'Indonésiens» (44). Mais il ne peut pas les dévoiler.

Après les succès remportés en Indonésie et au Brésil le général américain Maxwell Taylor en tirait les conclusions : «Nous avons compris la nécessité d'une force de police puissante et d'une forte organisation de renseignement, pour identifier à temps une situation subversive naissante» (45).

La guerre du Vietnam

C'est dans le Sud-Est asiatique que les Etats-Unis devaient retrouver «l'insecte» de la Conférence de Versailles, qui allait leur y faire subir un mini-Stalingrad. Il faudrait tout un article pour présenter ce que Chomsky a écrit sur cette guerre. Un des aspects les plus intéressants est l'analyse des «papiers du Pentagone». On y trouve un exposé détaillé des mobiles qui ont amené les Etats-Unis dans la guerre, mobiles qui sont soigneusement cachés et déformés dans la plupart des études ultérieures sur la guerre (voir Sect.3). La guerre n'a pas commencé en 1965, avec l'attaque sur le Nord-Vietnam, mais bien en 1945, lorsque les Français entreprirent de reconquérir leur ancienne colonie. En 1948, le Département d'Etat reconnaissait «notre incapacité à suggérer une solution pratique au problème de l'Indochine» ainsi que «le fait déplaisant que le communiste Hô Chi Minh est le personnage le plus fort et peut-être le plus capable en Indochine et que toute solution qui l'exclut ne sera qu'un expédient dont l'issue est incertaine» (46). Le problème des «dominos» se posait pour la Malaisie, la Thaïlande et même le Japon: en 1952, une étude du «National Security Council» déclarait : «A long terme, la perte de l'Asie du Sud-Est, particulièrement de la Malaisie et de l'Indonésie, pourrait créer une pression économique et politique sur le Japon telle que celui-ci s'entendrait finalement avec le bloc soviétique» (47). En 1956, le futur président John Kennedy disait : «La Birmanie, la Thaïlande, l'Inde, le Japon, les Philippines et, évidemment, le Laos et le Cambodge verraient leur sécurité mise en péril si la marée rouge du communisme emportait le Vietnam...» (48). Chomsky insiste sur l'analyse des mobiles aux étapes initiales de la guerre ; en effet, plus tard, ces craintes ont pu paraître exagérées, mais elles étaient réelles au début, et pas totalement déraisonnables. Par la suite, la logique propre de la guerre a fait que les mobiles devinrent de plus en plus politiques, par exemple éviter de perdre la face. Mais au départ, il y avait bien un mobile économique, basé sur la version rationnelle de la théorie des dominos.

A la fin de la partie française de la guerre, les Etats-Unis finançaient 80 % des dépenses. En 1954, la France fut forcée de signer les accords de Genève, qui prévoyaient une réunification du pays en 1956, suite à des élections. Les Etats-Unis étaient convaincus qu'ils perdraient ces élections (ainsi qu'Eisenhower l'admet dans ses mémoires) et ils évitèrent qu'elles aient lieu. Au Sud-Vietnam, ils installèrent le régime de Diem qui était entièrement à leur solde, et qui entreprit de détruire la résistance purement «sudiste» du «Vietcong», c'est-à-dire du FNL. Un spécialiste américain anticommuniste, Douglas Pike, reconnaissait que le FNL était «le seul parti au Sud-Vietnam ayant une base de masse» (49). Par contre, l'ambassadeur américain (Cabot Lodge) déclarait : «il est évident que nous n'avons pour nous que les généraux» (50). En 1964, les Etats-Unis organisèrent une provocation dans la baie du Tonkin, ce qui permit d'étendre la guerre au Nord-Vietnam, espérant faire ainsi plier le Sud-Vietnam. Néanmoins, ce que Chomsky appelle l'invasion américaine du Sud-Vietnam avait déjà lieu depuis plusieurs années et avait fait plus de 150.000 morts.

Ceux qui ont suivi les bombardements «chirurgicaux» sur l'Irak ne seront pas surpris d'apprendre que, déjà, «les bombardements du Nord-Vietnam ont été les plus précis et les plus modérés de l'histoire de la guerre moderne» (51). On n'arrête pas le progrès. Remarquons qu'il y a eu six fois plus de bombes au Sud-Vietnam qu'au Nord, et, au total, deux fois plus que sur l'Allemagne et le Japon lors de la deuxième guerre mondiale. La recommandation suivante, faite en 1966, paraîtra également familière après la guerre du Golfe : « Attaquer directement la population peut être contre-productif, et engendrer une vague de protestations ici et à l'étranger... La destruction des digues, par contre, si elle est bien faite, peut être prometteuse. Il faut étudier la question. Une telle destruction ne tue ou ne noie personne. Mais en inondant les rizières, cela produit à terme une famine généralisée (plus d'un million ?), à moins que l'on ne fournisse de la nourriture, ce que nous pourrions proposer à la table de conférence» (52). Un professeur de l'université de Harvard disait que «Les Etats-Unis ont peut-être trouvé, par hasard, la réponse aux «guerres de libération nationale»», au moyen d'une urbanisation forcée, ce qui affaiblit la stratégie maoïste basée sur la campagne (53). Un nombre énorme de personnes furent déportées vers les villes et les «hameaux stratégiques» pendant la guerre. Quant au Nord, les Américains durent constater que «les bombardements étaient incapables de venir à bout du taux de naissance du Vietnam» (55).

Le tournant de la guerre se situe en 1968, lors de l'offensive du Têt. «L'offensive du Têt a convaincu les élites US que la guerre devenait trop coûteuse pour les Etats-Unis, et le gouvernement se tourna vers la «Vietnamisation», de vastes massacres destinés à détruire la base civile de la résistance, l'extension de la guerre au Laos et au Cambodge, et le début des négociations avec le Nord-Vietnam» (55). La guerre américaine devait encore durer 5 ans ; 5 années de bombardements et de massacres, pour finalement aboutir aux accords de Paris (en 1973) qui forçaient «les Etats-Unis et tous les autres pays à respecter l'indépendance, la souveraineté, l'unité et l'intégrité territoriale du Vietnam, tels qu'ils ont été reconnus par les accords de Genève de 1954» (56) ; 3 ou 4 millions de morts plus tard, on revenait aux accords de Genève. La subversion de ces accords recommençait également. Les accords stipulaient que le «gouvernement du Vietnam» (pro-américain) et le «gouvernement révolutionnaire provisoire» (du FNL) étaient «deux partis Sud-Vietnamiens», qui étaient mis sur le même pied. Immédiatement, les Etats-Unis déclarèrent que seul le «gouvernement du Vietnam» était légitime et ils se mirent à lui fournir de l'aide. Lorsque la confrontation eut lieu, le «gouvernement du Vietnam» s'effondra rapidement (en 1975).

Chomsky souligne que la guerre du Vietnam n'a pas été une défaite complète pour les Etats-Unis. En effet, ceux-ci avaient un programme minimal et un programme maximal. Le programme maximal consistait à incorporer le Vietnam dans l'ordre néo-colonial, ce à quoi ils ne sont pas (encore) parvenus. Mais le programme minimal consistait à stopper «l'infection» et la menace du bon exemple. Complètement détruits, les trois pays d'Indochine peuvent s'estimer heureux s'ils survivent et peuvent difficilement devenir des «modèles» pour leurs voisins. En plus, pendant qu'ils perdaient la guerre au Vietnam, les Etats-Unis la gagnaient en partie en soutenant des coups d'Etat dans les autres «dominos» : en Indonésie, comme on l'a vu, en Thaïlande (1973), aux Philippines (1972). Pendant cette période, ces pays ont pu se développer économiquement, et les dépenses américaines, si elles ont affaibli les Etats-Unis, ont joué un rôle dans le décollage économique de la Corée du Sud et de Taïwan.

Chomsky distingue soigneusement différentes sortes d'opposition à la guerre. Il y avait une opposition de principe, surtout dans la jeunesse radicalisée, qui condamnait la guerre pour ce qu'elle était, c'est-à-dire une agression américaine d'abord contre le Sud, puis contre le Nord-Vietnam. Mais il y avait aussi, surtout après l'offensive du Têt, une vaste opposition «pragmatique» à la guerre, des gens qui considéraient que la guerre ne pouvait pas être gagnée à un coût politique et militaire acceptable pour les Etats-Unis. Cette «opposition» se retrouvait dans certaines fractions de la presse, de l'intelligentsia, et des classes dominantes. Lorsque l'on dit aujourd'hui que Bill Clinton était opposé à la guerre, on pense à cette opposition-là. Chomsky considère qu'il n'y a pas de grand mérite à s'opposer à l'agression uniquement quand elle échoue. Il tend à comparer ces opposants aux Allemands qui s'opposaient à Hitler... en 1944.

L'après-Vietnam et la reconstruction de l'idéologie impériale

Après 1975, la première tâche des Etats-Unis a été de regagner le terrain perdu en Indochine et ailleurs. D'une part en cherchant à isoler et à persécuter les pays d'Indochine, d'autre part en montant une vaste offensive idéologique contre ces pays. Dans le domaine des persécutions, Chomsky note que les Etats-Unis ont empêché l'Inde d'envoyer 100 buffles au Vietnam, dont le cheptel avait été détruit, au moment même où la presse montrait des photos de paysans tirant des charrues, comme preuve de la cruauté des communistes. Ou encore, le Département d'Etat a tenté d'empêcher l'envoi de pelles au Laos ou de crayons au Cambodge. Ce dernier pays allait être, pendant la période des Khmers Rouges, la principale cible des attaques idéologiques. En avril 1975, les Khmers Rouges entrent à Phnom Penh. En juillet, le New York Times parle de «génocide» ; peu après, le Reader's Digest (vendu à 18 millions d'exemplaires) publie «Murder in a Gentle Land» («meurtre dans un gentil pays») de Barron et Paul, qui deviendra vite un best-seller. Des journaux populaires (TV Guide), et intellectuels (New York Review of Books) dénoncent «l'auto-génocide». En français, on a «Cambodge, année zéro», de Ponchaud, un prêtre qui reprend les mêmes thèses. Ces vues ont été popularisées dans un film pour grand public («La déchirure» ; «The killing fields» en anglais).

Un spécialiste du Cambodge (57), M. Vickery, parle lui de «vision totale et standardisée» qui s'impose dans les médias. D'après cette vision, les Khmers Rouges ont cherché à éliminer non seulement ceux qui avaient servi le régime proaméricain de Lon Nol, mais tous les intellectuels, toutes les personnes tant soit peu «occidentalisées» ; de plus, ils ont aboli l'enseignement, la médecine et la religion. Ils ont fait évacuer Phnom Penh principalement pour des raisons idéologiques. Ils ont séparé les familles, provoqué des famines, persécutés les minorités. Au total, ils sont responsables de la mort de 2 à 3 millions de personnes. M. Vickery, qui parle Khmer, passe en revue les témoignages des victimes et constate qu'il y a de grands contrastes entre différentes régions et différentes périodes. Bien que totalement opposé politiquement aux Khmers Rouges (il soutenait le régime pro-vietnamien de Heng Samrin), il estime que «certaines estimations de la «vision totale et standardisée» doivent être réduites d'un facteur allant de 10 à 50" (58).

Dans leurs analyses, Chomsky et Herman comparent la période 1970-75 (régime de Lon Nol et bombardements américains massifs) et 1975-79 (la période des Khmers Rouges, qui se termine par l'invasion vietnamienne). D'après une Commission d'enquête finlandaise, 600.000 personnes furent tuées durant la première période, et il y eut deux millions de réfugiés. Pour la deuxième période, ils estiment le nombre «d'exécutions» entre 75.000 et 150.000 et environ un million de morts suite à la faim, le surtravail etc... (59). Vickery estime à 500.000 le nombre de morts durant la phase américaine et à 750.000 le nombre de morts provoquées par «les conditions spéciales» des Khmers Rouges (60). Il faut remarquer que les chiffres de la CIA sont plus élevés pour la première phase (600 à 700.000 morts), et plus bas pour la deuxième (50 à 100.000 exécutions) (61). En général, les sources officielles américaines sont beaucoup plus modérées sur les Khmers Rouges que les médias. Mais Chomsky et Herman pensent que la CIA était, vers 1979, déjà biaisée en faveur des Khmers Rouges, contre le Vietnam. Il faut dire que la «ligne» défendue par les Etats-Unis peut changer en fonction de l'ennemi du moment. Pendant la période de l'occupation vietnamienne, on a moins insisté sur les atrocités des Khmers Rouges, alors qu'elles reviennent au premier plan aujourd'hui. Par exemple, en 1979, D. Pike,

«spécialiste» du gouvernement écrivait que Pol Pot était le leader «charismatique» d'une «révolution paysanne sanglante mais couronnée de succès et qui conserve un reste substantiel de soutien populaire» (62). D'autre part, on peut dire que, pour la première fois dans l'histoire, certains Américains ont pris au sérieux la propagande vietnamienne, après 1979 et uniquement à propos du Cambodge.

Un autre exemple qui montre combien les faits sont difficiles à établir est fourni par la «Far Eastern Economie Review», un journal considéré comme sérieux : se basant sur des estimations de la CIA, ils évaluent la population du Cambodge à 8,2 millions de personnes en 1979 (c'est-à-dire en augmentation par rapport aux 7,1 millions de 1975). Puis, un an plus tard, le chiffre est tombé à 4,2 millions. Quelques soient les faits qui se sont passés entre 1975 et 1979, il faut remarquer qu'à la fin de la guerre, les gens mourraient de faim, à Phnom Penh où il y avait un million de réfugiés, au taux de 100.000 par an (63). Et encore, il y avait un pont aérien de nourriture américaine immédiatement suspendu lors de la victoire des Khmers Rouges. Des sources américaines prédisaient un million de morts de faim lors de l'arrêt de cette aide ; 75% des animaux de trait étaient morts suite à la guerre et ils prévoyaient «un travail d'esclave et des rations de famine pour la moitié de la population» ainsi que «des souffrances générales... pendant deux au trois ans, avant d'arriver à l'autosuffisance en riz» (64).

Chomsky et Herman ont surtout analysé, non pas la situation sur le terrain mais la façon dont la presse a utilisé l'information disponible, éliminant tout ce qui contredisait la «vision totale et standardisée», et accordant foi aux récits les plus douteux. Dans leur étude, ils donnent des exemples «d'interviews, de déclarations et de photographies fabriquées à propos des Khmers Rouges et constamment réitérées, même après que la fraude ait été admise» (65). Par exemple, Jean Lacouture, dans un compte-rendu du livre de Ponchaud, dit que les Khmers Rouges se sont «vantés» d'avoir tué deux millions de gens. Ce chiffre resta la norme (parfois amplifié jusqu'à 3 millions), bien que Lacouture ait reconnu publiquement (66) qu'il avait mal lu Ponchaud et que le chiffre de morts pouvait être dans les milliers, ajoutant que la différence n'était pas importante. Chomsky dit que cela montre bien l'attitude manifestée à l'égard des faits lorsqu'il s'agit d'ennemis officiels. Si quelqu'un déclare que les Israéliens se sont vantés d'avoir tué deux millions de gens lors de l'invasion du Liban (en 1982), puis reconnaît que le nombre de morts se situe dans les milliers, mais que ça n'a pas d'importance, il ne sera pas pris très au sérieux. En ce qui concerne l'origine de cette «vantardise», il s'agissait «d'une phrase attribuée aux Khmers Rouges mais qui était une mauvaise traduction de phrases, soit qui avait été carrément inventées par Ponchaud, soit qui n'avait pas été publiées dans un journal cambodgien, comme le disait Lacouture, mais dans un journal thaïlandais, qui avaient été mal traduites par Ponchaud et qui exprimaient pratiquement l'opposé de ce qui était dit» (67). L'intégrité de Ponchaud lui-même (un prêtre «d'origine paysanne» qui «vit et sympathise avec les paysans cambodgiens», mais qui n'avait rien trouvé à dire lors de la guerre américaine) laisse rêveur : dans l'édition américaine de son livre, il rend hommage à Chomsky pour son «attitude responsable et la précision de sa pensée» (à propos du Cambodge). Dans l'édition internationale, *datée du même jour*, il supprime ce passage et accuse Chomsky de nier les massacres, de rejeter les témoignages des réfugiés etc... (68). Evidemment, cette édition (internationale) n'est pas en vente aux Etats-Unis. Ponchaud était en bonne compagnie dans ce genre de manoeuvres. Par exemple, l'éditeur du «Nouvel Observateur» publia une lettre de Chomsky, en en retirant des remarques critiques sur les Khmers Rouges, de façon à pouvoir accuser Chomsky de ne pas critiquer le régime ! (69). Après cela, un intellectuel assez connu, W. Shawcross, est encore parvenu à accuser «la gauche» (c'est-à-dire essentiellement Chomsky et Herman) d'avoir muselé la presse à propos du Cambodge et d'avoir ainsi empêché toute intervention qui aurait mis fin au génocide (70).

Pour expliquer son attitude face aux dénonciations occidentales des Khmers Rouges, ou du sort des «boat people», Chomsky recourt à la comparaison suivante : supposons que la guerre de 40-45 se soit arrêtée à la frontière allemande et que l'Allemagne ait conservée pour l'essentiel ses institutions nazies ; que penserait-on si des intellectuels allemands, qui ne se seraient opposés à la guerre que quand il était manifeste qu'elle était perdue, auraient ensuite protesté contre les «excès» et les «crimes» commis par la résistance dans les pays libérés ?

Ceci dit, Chomsky n'a effectivement aucune sympathie politique pour les Khmers Rouges. Mais il voit bien l'usage qui est fait de ces mensonges : justifier, a posteriori, l'intervention américaine («on vous l'avait bien dit»). Pour cela, il faut que les crimes des Khmers Rouges dépassent l'imaginable. Et justifier a priori toute intervention ultérieure, par exemple, lorsque l'ambassadrice de Reagan à l'ONU, J. Kirkpatrick dit du FMLN que ce sont «des guerrilleros dont le fanatisme et la violence font penser à Pol Pot» (71). Une bonne partie de l'intelligentsia française a commencé son (long) virage à droite avec l'affaire des Khmers Rouges, alors que personne ou presque ne s'est soucié d'établir les faits. Par exemple, le compte-rendu de Lacouture sur Ponchaud est paru en France et aux Etats-Unis ; mais c'est seulement aux Etats-Unis qu'une correction a été publiée, suite aux interventions de Chomsky.

L'hypocrisie de l'indignation occidentale à propos du Cambodge est révélée, d'une part par l'indifférence manifestée pendant la période américaine de la guerre (on parlait de «bombardements secrets», alors que seul le silence des médias les rendait secrets), d'autre part par la réaction lors de l'annexion par l'Indonésie de l'ex-colonie portugaise de Timor-Est. Devenue indépendante en 1975, sous la direction du mouvement de libération Fretilin, cette presque île fut annexée en décembre 1975 par l'Indonésie. La résistance a dû être intense parce que l'on estime qu'il y a eu jusqu'à deux cent mille morts (dans un pays dont la population est le dixième de celle du Cambodge). Au moment de l'invasion, Kissinger donna l'ordre à l'ambassade américaine à Jakarta de «donner moins de nouvelles de Timor». Le New York Times parlait beaucoup de Timor au moment de l'accès à l'indépendance et presque plus au moment de l'invasion. Devenu président, J. Carter, qui disait que les droits de l'homme étaient «l'âme de notre politique étrangère» augmenta son aide militaire à l'Indonésie ; la France a également vendu des armes à l'Indonésie à ce moment, sans que cela ne suscite la moindre protestation. L'ambassadeur des Etats-Unis à l'ONU, P. Moynihan, écrit : «Le Département d'Etat voulait que les Nations Unies soient totalement inefficaces dans leurs actions (sur Timor). Cette tâche me fut confiée, et je la remplis, non sans succès» (72). Un peu plus loin, il admet que l'invasion a coûté la vie à « 10% de la population, presque la proportion de pertes subies par l'Union Soviétique pendant la deuxième guerre mondiale». Moynihan est un personnage respecté aux Etats-Unis. Bien qu'il se vante d'avoir soutenu des actions qu'il compare lui-même à celles d'Hitler en URS S, il a reçu, en 1975, la plus haute distinction de la ligue internationale pour les droits de l'homme, distinction que J. Carter devait recevoir en 1982. Rappelons que tout ceci se passe à la même époque que les événements du Cambodge (73).

Les intellectuels et les médias.

L'intelligentsia, entre idéologues et experts

Chomsky s'est toujours intéressé à la critique des intellectuels et, plus récemment, des médias. «Dans toute société, dit-il, se constitue une classe de propagandistes qui déguisent ce qui est évident, qui cachent les mécanismes réels du pouvoir, qui inventent une série de mythes à propos des buts et des intentions qui sont supposés guider la politique étrangère. Une thèse typique du système de propagande est que la nation est un agent dans les affaires internationales, et non certains groupes dans la nation, et que la nation est guidée par certains idéaux et certains principes, tous nobles. Parfois, ces idéaux ne sont pas atteints, à cause d'erreurs, de la faiblesse des dirigeants, ou des complexités de l'histoire... Une thèse subsidiaire est que la nation n'est pas un agent actif, mais qu'elle répond plutôt à des menaces à l'égard de sa sécurité, ou à l'ordre et à la stabilité, menaces posées par des forces extérieures aussi puissantes que mauvaises» (74).

Pour Chomsky, il est essentiel de mettre en évidence les mobiles (impérialistes, même s'il n'utilise pas beaucoup ce terme) de la politique américaine. En particulier, les mobiles économiques (la liberté de piller et de voler), qui sont les plus constamment cachés. En effet, si l'on comprend ces mobiles, on comprend également mieux les mécanismes internes de nos sociétés. Pas mal de gens ont tenté de réfuter la thèse selon laquelle la guerre du Vietnam, par exemple, avait des mobiles, au fond, impérialistes et économiques. En fait, on a tellement déclaré cette thèse «réfutée» qu'elle est, aujourd'hui, considérée dans «l'opinion» comme «extrémiste». Les arguments invoqués sont,

essentiellement, que le Vietnam n'avait qu'une importance économique négligeable, qu'en fait tout le commerce des Etats-Unis avec le tiers-monde (hormis, à partir de 1973, le pétrole) est peu important, et, enfin, que la politique des Etats-Unis vis-à-vis de l'Allemagne et du Japon après la guerre montre que les Etats-Unis sont «altruistes», puisqu'ils ont permis à de futurs concurrents de se reconstruire. Pour Chomsky, l'importance du Vietnam ou du Nicaragua vient de la «menace du bon exemple». Il est vrai que, avant 1973, le commerce extérieur des Etats-Unis, en particulier avec le tiers-monde, constituait une petite fraction de leur PNB. En plus, disent les critiques, il serait irrationnel d'être impérialistes pour des raisons économiques, puisque les interventions, les guerres, coûtent cher aux Etats-Unis. A cela, Chomsky répond que les coûts de l'impérialisme sont publics mais les profits sont privés. Or, la politique extérieure est en fait élaborée par des gens proches des milieux d'affaires. Donc, une politique qui est dans leur intérêt peut paraître irrationnelle du point de vue de la majorité et néanmoins être mise en oeuvre. Pour ce qui est de l'Allemagne et du Japon, il faut remarquer que l'ennemi principal, après la guerre, était le communisme et les mouvements de libération dans le tiers-monde. Un des problèmes était d'éviter que de gros dominos comme le Japon (ou l'Allemagne) ne «s'accomodent» avec le bloc soviétique.

Et cela, les Etats-Unis y sont parvenus. Par ailleurs, ils avaient aussi besoin du Plan Marshall pour «relancer» leur propre économie (c'est-à-dire que la population américaine «acceptait» de subsidier le grand capital américain en garantissant ses exportations). De toutes façons, la politique suivie était à court et à moyen terme. Que cette politique comporte des contradictions prouve seulement que les Etats-Unis ne sont pas infaillibles. Il reste par ailleurs à voir ce qu'ils seront capables de faire face à leurs concurrents allemands et japonais, qu'ils dominent militairement et dont ils contrôlent les ressources énergétiques, maintenant qu'ils se sont débarrassés de leur ennemi principal.

D'après les auteurs qui critiquent Chomsky, la guerre du Vietnam était due, soit à la bienveillance des Etats-Unis (préserver un Sud-Vietnam indépendant), soit à une crainte exagérée des Russes ou des Chinois (la version irrationnelle de la théorie des dominos), soit encore à la logique bureaucratique, à la soif de pouvoir, bref à la folie humaine (Hannah Arendt par exemple attribue la guerre «ni au pouvoir ni au profit... mais à la défense d'une image», «ce qui est une nouveauté dans l'arsenal des folies humaines» (75)). Chomsky rétorque que, bien entendu, le Sud-Vietnam dominé par les Etats-Unis n'avait rien d'indépendant et que les planificateurs savaient bien que Hô Chi Minh n'était nullement un pion entre les mains russes ou chinoises. Pour ce qui est de la défense de l'image de grande puissance, il admet que c'est un élément qui a joué un rôle une fois la guerre commencée, mais qui n'explique pas le début de l'intervention.

Immanquablement, toute analyse qui prend en compte les mobiles de la politique et qui, de plus, se concentre sur l'aspect économique sera taxée de simpliste («marxiste vulgaire») et sera accusée d'inventer des «conspirations». Chomsky répond que la presse économique, destinée aux hommes d'affaire, ainsi que les documents internes du gouvernement sont d'un «marxisme vulgaire», c'est-à-dire qu'on y trouve, beaucoup plus que dans les documents destinés au grand public, une analyse en termes de rapports de force et de lutte de classe. Il fait remarquer que pratiquement aucun analyste politique ne consulte les documents internes ; par exemple, les «papiers du pentagone» sont peu étudiés, et, il dit que, dans son université, le MIT, il est le seul à utiliser la partie de la bibliothèque qui contient ces documents. Ses collègues préfèrent des analyses purement idéologiques, qui acceptent implicitement la thèse selon laquelle les intentions gouvernementales, telles qu'elles sont présentées au public, sont les véritables intentions, ou encore qui se concentrent à l'infini sur des questions de détail, tels les imbroglios bureaucratiques, les conflits de personnes, etc...

Chomsky cite une étude sur le rôle et l'influence des grandes compagnies sur la formation de la politique étrangère des Etats-Unis. L'auteur découvre que, dans la littérature politique, on trouve moins de 5 % de livres qui font référence, même brièvement, à ce rôle (76). Pour illustrer les principes qu'il énonce, Chomsky cite un historien connu, N. Graebner, qui considère que les Etats-Unis ne sont pas «un pays agressif, impérialiste» comme le montrent les «références à des principes» dans le «langage diplomatique» (77). Cet historien doit néanmoins constater «qu'il est étonnant que les Etats-Unis ont

en général ignoré le principe de l'autodétermination en Asie et en Afrique, là où il y avait certaines chances de réussir, alors qu'il l'ont défendu derrière les rideaux de fer et de bambou, là où il n'y avait aucune chance de réussite». Chomsky ajoute : «avec cette logique, un physicien pourrait formuler une hypothèse générale, découvrir que cette hypothèse est réfutée par tous les tests auxquels elle est soumise et conclure que cela est étonnant, mais que le principe est néanmoins valable». Cela illustre la différence entre les sciences et les disciplines idéologiques (78).

Chomsky donne le conseil suivant à de futurs commentateurs politiques : déterminez d'abord ce qui est important et ce qui ne l'est pas dans l'élaboration de la politique étrangère. Mettez de côté les facteurs importants, laissez-les aux «idéologues» et concentrez votre attention sur les facteurs secondaires. Décrivez-les en des termes indépendants de la structure sociale («volonté de puissance» par exemple) et attribuez les échecs de la politique à des causes socialement neutres, telles que la stupidité ou l'ignorance. Alors, on ne vous accusera pas d'être «simpliste» et vous bénéficierez de la tendance naturelle des privilégiés à cacher à eux-mêmes et aux autres les bases de leurs privilèges (79).

Un autre thème favori de Chomsky est le rôle des experts en politique. Il constate qu'il a déjà été invité à parler à des mathématiciens (à propos de linguistique et de logique), alors qu'il n'a pas de diplôme en mathématiques. On s'intéresse à ce qu'il a à dire et non à ses titres. Mais quand il s'agit de politique, on lui objecte constamment qu'il n'a pas de diplômes, qu'il n'est pas un expert. Plus le domaine est intellectuellement vide, plus on s'abrite derrière des diplômes. Chomsky pense que le rôle de l'expertise est d'intimider la population et de l'empêcher de penser aux problèmes politiques: il ne faut pas être un génie pour comprendre que l'Etat d'Israël est basé sur la conquête et l'expulsion de population ; ou que le Koweït a été créé pour empêcher les peuples arabes de contrôler leur pétrole. Il suffit d'avoir accès aux faits pertinents, accès que la presse se garde bien de fournir à la plupart des gens. Néanmoins, presque tout le monde est convaincu que ce sont là des questions extrêmement compliquées, dont seuls les experts peuvent juger. Le système idéologique amène aussi à penser que «l'on ne peut de toutes façons rien y changer» ; pourtant beaucoup de gens passent pas mal de temps à discuter de questions qui en fait sont bien plus compliquées que les problèmes du Moyen-Orient (dans les grandes lignes) et sur lesquels ils n'ont aucune influence, par exemple la question de savoir qui Paul Van Himst doit aligner dans le prochain match des diables rouges. Ceci dit, certaines questions en partie politiques sont également en partie techniques et font appel à une certaine expertise, par exemple les problèmes de pollution (effet de serre, trou dans la couche d'ozone). Mais ce n'est pas le cas de la guerre du Golfe.

Les livres de Chomsky abondent d'exemples d'absurdités racistes fournies par les «experts». Pendant la guerre du Vietnam, un des thèmes de réflexion était: comment gagner les esprits des Vietnamiens à la cause américaine ? Un penseur libéral (80), W. Pfaff constate que «l'ennemi accepte stoïquement la destruction des biens et la perte de vies humaines» ; «le bonheur, la richesse, le pouvoir, ces mots mis ensemble montrent une dimension de notre expérience qui est inaccessible aux pauvres de l'Asie». Les faibles nous invitent donc à poursuivre «notre logique stratégique à sa conclusion, qui est le génocide», mais nous hésitons, parce que nous ne voulons pas «nous détruire... en contredisant notre système de valeurs» (81).

Le thème des experts est relié à la distinction entre «idéologues» et «pragmatiques». Dans notre société, ce qui est valorisé c'est l'attitude pragmatique qui cherche à résoudre les problèmes sociaux qui se posent, comme s'il s'agissait de problèmes en sciences exactes, sans soulever des questions morales, ou s'interroger sur la légitimité des buts poursuivis. Ces dernières préoccupations sont celles des «idéologues». Néanmoins, ce serait une erreur de croire que cette attitude est basée sur un rejet pur et simple de toute considération morale. Chomsky fait remarquer que l'on adopte l'attitude exactement inverse vis-à-vis des sociétés «ennemies», par exemple l'URSS. Là, l'attitude «pragmatique» est dénoncée comme étant au service du pouvoir et ce sont les «idéologues» comme Soljenitsyne ou Sakharov qui sont des «géants moraux» (82). Soljenitsyne est particulièrement intéressant, parce que son extrémisme le mettait totalement en porte-à-faux par rapport aux thèses des libéraux américains. Pourtant, ceux-ci, loin de le critiquer, n'avaient pas de mots assez forts pour chanter ses louanges. On

n' imagine pas une attitude similaire si quelqu'un, qui aurait échappé aux pires horreurs au Salvador, viendrait dénoncer les Etats-Unis comme «l'empire du mal» et appeler à sa destruction. Comme dit Chomsky, «Soljenitsyne est comme un don de Dieu (pour les libéraux), il leur permet d'évacuer les questions morales, de «les exporter» et de cacher leur propre rôle, eux qui se sont tus si longtemps (pendant la guerre du Vietnam) et qui ne s'y sont finalement opposés que sur une base étroite et moralement répugnante, basée sur les coûts de la guerre et les intérêts américains» (83).

Chomsky souligne le fait que, contrairement à ce que l'on pense généralement, mais comme l'ont montré presque tous les sondages, l'opposition à la guerre du Vietnam était d'autant plus forte que le niveau d'éducation était plus bas (j'ai pu constater la même chose durant la guerre du Golfe : les sondages montraient que l'opposition à la guerre était plus grande chez les Noirs, les femmes, les pauvres et les gens avec peu de diplômes). L'impression opposée est due à deux facteurs : d'une part une grande attention a été donnée à l'opposition dans les universités «chics», parce que la bourgeoisie s'inquiétait de l'avenir de ses enfants ; d'autre part, pour des raisons de propagande, les manifestations d'ouvriers en faveur de la guerre ont aussi reçu une large publicité. Chomsky ne trouve pas le résultat de ces sondages étonnant ; le rôle des intellectuels est «d'être les penseurs de la classe dominante, qui gagnent leur vie en perfectionnant les illusions que cette classe a sur elle-même» (84). On peut difficilement être un cynique parfait et, donc, pour endoctriner les gens il faut être endoctriné soi-même.

Le plus ridicule, c'est la prétention de la plupart des intellectuels d'être indépendants et critiques vis-à-vis du gouvernement. Cela nous ramène aux deux types de critiques qui existent : une critique de principe, qui est en général réservée aux ennemis officiels, et une critique «pragmatique», «responsable», basée sur l'efficacité. Pour donner encore un exemple, lorsque l'URSS envahit la Tchécoslovaquie en 1968, la plupart des intellectuels en font une critique basée sur des principes (droits des peuples, de l'homme etc..) et qui mettent globalement en cause la société soviétique. Si quelqu'un dit, par exemple, que cette intervention ne sert pas la cause du socialisme, il n'est pas considéré comme étant un critique virulent de l'URSS. Mais lorsqu'il s'agit de nos gouvernements, on se limite à des critiques du type «telle politique ne sert pas la paix ou le développement», «il faut aider le peuple Zaïrois et pas Mobutu» ou, pire encore, «on n'a pas le courage d'intervenir» (en faveur des Kurdes d'Irak ou des Croates). Ces critiques-là, les intellectuels en raffolent, mais elles mettent de côté une analyse globale de l'histoire de l'Occident qui montrerait rapidement qu'il est, par exemple, absurde d'espérer qu'un quelconque gouvernement belge «aide le peuple Zaïrois».

Chomsky trouve qu'il y a en fait un spectre d'opinion très restreint dans l'intelligentsia. C'est probablement lié à la concentration dans la presse et dans l'édition, mais il est vrai que l'immense majorité d'entre eux se conforme au modèle «libéral». C'est sans doute aussi ce qui correspond le mieux à leurs intérêts comme couche sociale : étant très éloignés de la production directe, les intellectuels ont besoin, pour vivre, de l'existence de pouvoirs concentrés, dont la force d'accumulation est telle qu'ils peuvent financer des gens essentiellement «improductifs». Au Moyen-Âge, il y avait des nobles mécènes, aujourd'hui il y a l'Etat (qui finance les universités) et les grandes entreprises (qui financent les médias via la publicité).

Les médias

Comme l'analyse des médias a déjà été exposée en français (85) et a été remarquablement «appliquée» à la guerre du Golfe par M. Collon (86), je ne vais pas la reprendre, mais je voudrais insister sur quelques aspects de cette analyse. Chomsky commence par relever toute une série de biais: d'une façon systématique, chaque événement, surtout s'il est tragique, est présenté en fonction de son «utilité» : à qui peut-on en attribuer la responsabilité, à un ennemi ou à un ami ? L'exemple le plus fort est sans doute fourni par Timor et les Khmers Rouges. Mais cela s'étend à n'importe quelle tuerie, à un avion abattu ou détourné, à une élection truquée (87). En s'habituant un peu, on finit par ne plus lire la presse qu'à travers cette grille, ce qui permet de la déchiffrer. Israël bombarde le Sud-Liban ? Il s'agit d'une «opération psychologique». Deux ex-présidents péruviens dénoncent les élections de Fujimori,

mais il s'agit d'un «retour à la démocratie». L'armée turque procédera à des «opérations de nettoyage» au Kurdistan, tandis que l'armée irakienne utilisera une «répression brutale» dans la même région. Et ainsi de suite. Pour lire la presse, il faut opérer constamment des substitutions : on remplace Israël par, mettons, le Nicaragua (ce qui est très injuste, le Nicaragua n'ayant jamais eu le dixième de la puissance militaire israélienne, mais cela ne fait que renforcer la démonstration) ; on imagine le FSLN réagir à sa défaite électorale comme le fait l'UNITA en Angola ; à chaque fois, l'emphase, les épithètes, l'indignation donnent un caractère bizarre à la phrase modifiée. A force d'exemples, on se rend compte que le principe qui dirige la sélection de l'information, c'est simplement l'utilité du point de vue des classes dirigeantes. L'objection classique est qu'il n'y a pas ou peu de censure explicite, alors comment cela fonctionne-t-il ? Chomsky et Herman sont accusés de supposer qu'il y a une «conspiration», que les journalistes reçoivent leurs instructions de quelque part. Avant de répondre à cette objection, on peut faire remarquer qu'effectivement tout se passe vraiment comme s'il y avait une conspiration. Prenons l'exemple de Saddam Hussein. Avant le 2 août 1990, il n'avait pas trop mauvaise presse, étant un rempart contre l'Iran. Les cheiks du pétrole, eux, ne suscitaient pas une grande sympathie, et, en quelques semaines, la situation était complètement retournée. Par contre, après la guerre du Golfe, G. Bush était extrêmement populaire aux Etats-Unis, au point que l'on se demandait qui pourrait l'affronter. Un an plus tard, il perd assez nettement les élections. Il est vrai que l'économie américaine va mal, mais c'était déjà le cas en 1991, et, pour que la majorité des gens sentent que l'économie va mal, il faut le martelage incessant de la presse, qui en plus établit le lien entre l'état de l'économie et l'action du président.

Néanmoins, il n'y a pas vraiment de conspiration. Chomsky et Herman ont élaboré leur théorie des «filtres» pour expliquer le fonctionnement de la presse. Le premier filtre est créé par la propriété privée des médias; celle-ci est de plus en plus concentrée: pas étonnant que les médias ne critiquent pas le capitalisme, ils sont eux-mêmes de grands groupes capitalistes. Par ailleurs, un petit journal local va directement recopier l'information à partir des grands journaux qui eux-mêmes la puisent dans les dépêches d'agence, où, là, la concentration est énorme. On n'est plus si loin de la «conspiration». De plus, contrairement à ce que l'on croit, la presse ne vend pas des journaux aux lecteurs mais bien des consommateurs aux annonceurs publicitaires, dont la presse dépend donc pour survivre. Par ailleurs, dans son immense majorité, la presse puise ses sources directement auprès du gouvernement (et encore plus lorsqu'il s'agit de gouvernements étrangers «amis»), et l'idéologie des journalistes se conforme bien au modèle «libéral». Ceux qui ne s'y conforment pas sont éliminés quand ils sont jeunes, et le même mécanisme joue dans les universités, où ce processus est exprimé dans une terminologie socialement neutre: untel est «trop remuant», «il choisit mal ses sujets de recherche» etc... Finalement, il y a ce qu'on appelle en anglais le «flak» : si vous êtes puissants, vous téléphonez immédiatement aux journaux pour vous plaindre de ce qui ne vous plaît pas. Le roi des Belges, la FEB et l'ambassade d'Israël, parmi d'autres, connaissent bien ce mécanisme. Lorsqu'une certaine ouverture a lieu, comme dans les années 70, on a les attaques massives contre la RTB, «Radio-Télévision Bolchevique», et tout rentre vite dans l'ordre. En combinant tous ces «filtres», on arrive facilement à un résultat qui ressemble à une «conspiration».

On n'insistera jamais assez sur l'utilité des débats dans la presse. Sans débats, il n'y aurait pas de propagande efficace. Le rôle des débats, c'est principalement d'imposer les limites du débat, et même du pensable. Par exemple, lorsque les Sandinistes étaient au pouvoir au Nicaragua, il y avait, aux Etats-Unis, des débats sans fin sur la meilleure façon de «ramener la démocratie» et «d'empêcher qu'ils ne déstabilisent leurs voisins» : utiliser les contras, envahir, ou simplement étrangler économiquement le pays ? Avant la guerre du Golfe on pouvait discuter: embargo ou guerre ? Quelle tendance de la Conférence Nationale soutenir au Zaïre ? Et ainsi de suite. Plus les débats font rage à l'intérieur de limites données, plus ils occultent ces limites comme limites. Pour finir, on se retrouve dans la situation où il devient impossible de dire, par exemple, qu'il faut soutenir les Sandinistes, ou simplement qu'ils sont bien plus démocratiques que leurs voisins.

Actuellement, on assiste à un débat concernant la presse elle-même. Après Timisoara et le Golfe, de nombreuses voix s'élèvent : la presse fait-elle correctement son travail, qui est d'informer le public ? Suivent de longues analyses (souvent reprises par des progressistes) sur la nocivité du direct, la

concurrence, la rapidité, la faiblesse de la formation des journalistes etc... Tous ces débats occultent la question fondamentale : le rôle de la presse est-il d'informer les gens ou de les endoctriner ? Une analyse globale, comme celle de Chomsky et Herman, qui prend en compte les biais constants de la presse et pas seulement les «bavures», mène à la seconde conclusion. D'où, tous les problèmes soulevés, du genre nocivité du direct, perdent de leur pertinence. En effet, ces critiques sont socialement neutres **(88)** et les erreurs auxquelles le direct, mettons, peut conduire devraient être aléatoires: une fois on invente un massacre en Roumanie, une autre fois on en invente un au Salvador. Mais rien de tel n'est observé. On dit aussi que les journalistes ignorent l'histoire. Mais, à propos des pays Baltes, ils sont parfaitement capables de rappeler au public qu'ils ont été «annexés par Staline» (se rappeler du statut de ces pays avant 1917 est effectivement plus difficile). Mais cet événement est bien antérieur à beaucoup d'événements oubliés : parle-t-on, à propos du prix Nobel de Rigoberta Menchu, de l'intervention américaine de 1954, à la suite de laquelle il n'y a plus eu de démocratie au Guatemala ? De même, on se souvient du massacre de Katyn, mais pas de l'Indonésie de 1965.

Voici un bon exemple d'illusion persistant parmi des gens plutôt critiques : pendant la guerre du Golfe on a fait un sondage pour vérifier la corrélation entre le fait de regarder beaucoup la TV et de connaître un certain nombre de données objectives sur la question (il y a-t-il des territoires occupés autres que le Koweït au Moyen-Orient ?). Evidemment, plus on regarde la TV, moins on en sait **(89)**. Les auteurs du sondage concluent néanmoins que la TV remplit mal son rôle, qui est d'informer (alors qu'elle remplit parfaitement son rôle, qui est de détourner les gens de la politique et de semer la confusion). On peut utiliser ce genre d'arguments à des fins tactiques, mais il faut éviter d'en être victime soi-même.

L'existence des débats explique aussi pourquoi la droite attaque la presse, ce qui permet à celle-ci de se défendre : vous voyez, nous sommes le juste milieu. Aux Etats-Unis, toute une campagne a été lancée sur le thème «la presse nous a fait perdre la guerre du Vietnam». Pourquoi ? Parce ce qu'à partir de 1968, la presse était trop pessimiste quant aux possibilités de gagner la guerre. Chomsky et Herman font remarquer que la presse n'était pas plus pessimiste que les militaires, mais là n'est pas la question. Le débat sur la possibilité de gagner la guerre à un coût acceptable excluait d'emblée la question fondamentale : qui est l'agresseur, de quel droit les Etats-Unis interviennent-ils au Vietnam ? Ces questions étaient éliminées par la presse, au moins aux Etats-Unis **(90)**. Il n'y a pas de symétrie entre les critiques de droite de la presse et celles de Chomsky et Herman : pour la droite, la presse commet le crime, soit d'admettre des débats, soit de pencher trop en faveur d'une branche de l'alternative. Pour Chomsky et Herman, la structure du débat exclut comme impensable ce qui devrait être évident.

Suite aux travaux de Chomsky et Herman, ce qu'on pourrait appeler un «flak de gauche» (mais là non plus, il n'y a pas de symétrie), s'est développé aux Etats-Unis. D'une part, il y a des revues uniquement consacrées à relever les mensonges de la presse **(91)**. D'autre part, il y a un certain «militantisme» face aux médias qui consiste à réagir (lettres, coups de téléphone) suite aux plus gros mensonges. Il faut espérer que ce genre d'activités se développent ici. Néanmoins, il faut souligner qu'il y a une grande différence avec le «flak» de droite : comme la gauche n'a pas de pouvoir, elle doit jouer sur les contradictions du système ; les journalistes ne souhaitent pas servir de valets ; en fait, ils ne peuvent bien fonctionner qu'en se faisant des illusions sur leur rôle. Mais cela permet aussi de les influencer en leur fournissant par exemple une information objective, mais ignorée, sur un sujet donné. Néanmoins, il ne faut pas se faire d'illusions ; le mieux, c'est d'abord de diffuser le plus largement possible une information «alternative» c'est-à-dire qui relate et explique correctement les faits ; ensuite, il faut faire prendre conscience à un maximum de gens que l'on ne peut pas se fier à la presse. Comme disait un Tunisien, après la guerre du Golfe : «Vous, Occidentaux, vous croyez trop vos médias et vos dirigeants. C'est ce qui a rendu la guerre possible» **(92)**.

Finalement, des analyses comme celles de Chomsky et Herman devraient être étendues à la présentation par la presse de la politique intérieure **(93)** : on y découvrirait les mêmes biais, les mêmes débats, la même démonisation des éléments «irresponsables» que dans la politique extérieure. On peut aisément s'attendre à ce que les intentions proclamées du gouvernement, faire des économies en

épargnant les plus faibles, répartir équitablement les sacrifices, soient prises à la lettre dans les médias. On assiste d'ailleurs au même type de critiques « internes », du genre « telle mesure ne permet pas de combattre efficacement le chômage », ce qui ne fait que renforcer la croyance dans la pureté des motifs et dans la neutralité du gouvernement face aux conflits de classe.

Les sciences humaines

Il faudrait aussi tout un article pour esquisser les idées de Chomsky en sciences humaines. Il est, comme on l'a vu, très critique vis-à-vis des « sciences » politiques, de la sociologie des médias etc... Mais son attitude en psychologie est également intéressante et est proche de ses travaux en linguistique. Il est utile de comprendre les critiques qu'il adresse à des psychologues tels que Piaget et Skinner si on veut aller au fond de sa pensée, même s'il faut éviter d'assimiler son attitude en sciences humaines et en politique (il faut éviter certains malentendus, par exemple penser qu'il faut nécessairement rejeter sa critique de la psychologie si l'on n'est pas d'accord avec son attitude anarchiste en politique).

Pour commencer, remarquons que les sciences exactes nous donnent une vue extrêmement détaillée de l'univers physique: des galaxies aux atomes, des cristaux aux cellules vivantes, il n'y a plus de grands mystères dans la nature. Néanmoins, un objet naturel résiste assez bien à l'analyse scientifique: le cerveau humain. D'où viennent la conscience, l'imagination, le sentiment de liberté ? La psychologie et toutes les sciences humaines souffrent de l'ignorance dans laquelle nous nous trouvons face à ces questions. Chomsky veut essayer d'aborder le problème de la façon la plus scientifique possible. On peut penser que tout dépend uniquement des progrès de la biologie du cerveau et qu'aucune science humaine n'est possible avant que ces progrès n'aient eu lieu. Mais ces progrès sont limités par la complexité du cerveau et par des considérations éthiques : on ne peut pas traiter les êtres humains comme des souris de laboratoire et il est, par conséquent, difficile de faire de véritables expériences sur l'homme, alors que les expériences sont si utiles en sciences exactes. Chomsky pense qu'on peut néanmoins essayer de comprendre le cerveau de l'extérieur, faute de mieux, puisque la biologie ne nous permet pas encore de bien le connaître de l'intérieur. Après tout, Mendel a découvert les lois de l'hérédité avant qu'on ne possède la moindre idée sur les gènes.

Le cerveau humain a des propriétés remarquables, sans même parler de la conscience ou de la liberté: nous pouvons former des phrases que nous n'avons jamais entendues et concevoir un ensemble infini de nombres. D'où nous viennent ces capacités ? D'où vient l'aspect créatif du langage ? Il y a deux réponses traditionnelles à ces questions : l'une, c'est que le cerveau tire d'une certaine façon ces capacités de son environnement matériel et culturel; l'autre, c'est que ces capacités sont fondamentalement innées. On appelle parfois ces positions « empirisme » et « rationalisme », bien qu'il ne faille pas les assimiler aux positions philosophiques du même nom. Il s'agit ici, en principe, d'hypothèses scientifiques sur l'origine de certaines capacités humaines.

Chomsky défend l'attitude « rationaliste » ou « innéiste » (mais il n'utilise pas ce dernier terme). Je vais donner deux arguments qui reviennent constamment sous sa plume et expliquer comment il répond à certaines objections traditionnelles: le premier argument est la « pauvreté de l'environnement »: l'enfant atteint une grande maîtrise de la langue, en tout cas la capacité de former ses propres phrases et non de répéter seulement celles des autres, bien avant d'avoir subi un apprentissage formel à l'école. On peut essayer d'imaginer un schéma « empiriste », et on tend à le faire spontanément, où l'enfant commence par répéter « maman », « papa », puis passe à des expressions plus compliquées et « généralise » de proche en proche, procède à des « inductions » etc... Mais comment ces inductions sont-elles possibles ? Le problème pour l'empirisme est d'expliquer, par exemple, comment cette structure très riche et complexe qu'est la grammaire peut être acquise à partir d'un donné empirique relativement pauvre (94). Pour Chomsky, il faut nécessairement supposer qu'il existe des règles innées qui, une fois que l'on fournit à l'organisme un petit nombre de données, permet de faire les « bonnes » inductions et généralisations.

Ceci nous amène au second argument, qui est le parallèle entre «l'esprit» et le corps. Pour ce qui est des organes tels que le coeur ou le foie, tout le monde est «innéiste» : personne ne suppose un instant que leur fonctionnement est «acquis» d'une certaine façon à partir de l'environnement. Non, le fonctionnement et le développement de ces organes est déterminé par le programme génétique et l'environnement peut tout juste modifier quelques détails et, évidemment, jouer le rôle de «déclencheur» : par exemple sans alimentation adéquate, le corps ne se développe pas, mais ce n'est pas la nourriture qui «crée» les organes digestifs, ni qui leur «apprend» comment fonctionner. Quand il s'agit de «l'esprit», certains, les empiristes en tout cas, procèdent tout autrement. On partirait d'une «table rase» sur laquelle l'environnement viendrait inscrire plus ou moins n'importe quoi. Chomsky met en question ce dualisme méthodologique et utilise des expressions à première vue choquantes, comme «l'organe du langage», voulant indiquer par là la partie de l'organe cerveau qui, venant à maturation dans un environnement donné, produit le langage. Chomsky ne parle pas d'apprentissage du langage mais plutôt de développement, de même que le fœtus n'apprend pas à avoir des bras plutôt que des ailes.

Il faut noter que, même pour le «corps», il a fallu un certain temps pour adopter l'attitude «innéiste» : par exemple, il y a un peu plus de cent ans, on croyait à la génération spontanée ou à la transmission héréditaire des caractères acquis (95). Toute l'évolution scientifique a été à rencontre de cette tradition. Il faut bien comprendre que le problème n'est pas simplement que l'homme a des limitations génétiques ou qu'il doit disposer d'une structure génétique qui lui permet d'apprendre. Cela, tous les empiristes l'admettront. Le débat porte sur l'existence de «règles» qui, comme pour le corps, déterminent comment marche le cerveau. On peut dire que tout le travail de Chomsky en linguistique a pour but ultime de mettre à jour ces règles, qui ne sont pas des règles de grammaire au sens usuel, mais plutôt des contraintes qui limitent l'ensemble des règles possibles. C'est ce que Chomsky appelle la «grammaire universelle», qui doit, en fin de compte, faire partie du donné génétique humain.

La linguistique est sans doute le meilleur domaine pour commencer une telle recherche, parce qu'un grand nombre de faits sont connus (les grammaires des différentes langues) et qu'il y a en principe moins d'enjeux idéologiques en linguistique que dans d'autres sciences humaines. Pour conclure sur ces questions scientifiques, mon impression (superficielle) est que le débat est loin d'être terminé. Néanmoins, lorsque Chomsky a commencé sa carrière, dans les années 50, le climat intellectuel américain était totalement «empiriste» et «behavioriste» ; en plus, l'atmosphère était très optimiste, on pensait tout pouvoir expliquer avec ce genre de schéma. La notoriété de Chomsky est surtout basée sur les critiques qu'il a formulées face à ces schémas et qui ont créé un véritable choc; depuis lors, les attitudes empiristes sont plus modérées et plus modestes et, à mon avis, les questions qu'il a soulevées à cette époque ne disparaîtront pas de sitôt.

Par ailleurs, beaucoup de gens sont choqués par ces idées de Chomsky, surtout parmi les progressistes et surtout en Europe, parce qu'on y voit l'idée de «nature humaine» ou «d'innéisme cartésien», que l'on rejette comme réactionnaire ou idéaliste. Tout d'abord, il faut remarquer que l'on ne peut pas décider de la validité d'idées scientifiques en fonction de tels critères a priori. Par ailleurs, Chomsky explique en détail pourquoi ses vues, à son avis, n'ont rien d'idéaliste ou de réactionnaire. Pour ce qui est de l'idéalisme, il est vrai que Descartes, qui se posait les mêmes questions que Chomsky, postulait l'existence d'une âme, mais Chomsky rapporte tout son «innéisme» aux gènes, qui sont certainement matériels. Par ailleurs, Chomsky trouve ses adversaires plutôt idéalistes : n'est-ce pas le dualisme méthodologique (on étudie le corps d'une façon et l'esprit d'une autre) qui est idéaliste ?

Evidemment, l'idée de nature humaine a souvent une connotation réactionnaire; on connaît l'argument : la société ne peut pas changer, c'est la nature humaine qui est ainsi. Comme l'explique bien Chomsky : «L'empirisme classique anglais a souvent procédé d'une opposition contre l'obscurantisme religieux et l'idéologie réactionnaire. Son attrait réside peut-être pour une part dans le fait qu'il semble offrir la vision d'un progrès illimité, et s'opposer au pessimisme de doctrines, montrant l'homme réduit à l'esclavage par une nature immuable le condamnant à la servitude intellectuelle, à la privation matérielle, à l'oppression d'institutions fixées pour l'éternité» (96). Il ajoute : «On peut facilement voir

pourquoi les réformistes et les révolutionnaires deviennent volontiers des écologistes à tout crins, et il est indéniable que les concepts d'une nature humaine immuable ont pu être employés pour élever une barrière contre le changement social et pour défendre les privilèges établis» (97). Néanmoins, Chomsky pense «qu'une analyse plus précise montre que le concept «d'organisme vide», malléable et non structuré-en dehors du fait qu'il est erroné sert aussi de support naturel aux doctrines sociales les plus réactionnaires. Si les gens sont effectivement plastiques et malléables, sans une nature psychologique propre, pourquoi ne les contrôlerait-on pas et ne les soumettrait-on pas à ceux qui se targuent d'une autorité, d'un savoir spécialisé et d'une intuition irremplaçable à ceux qui en manquent ?» (98 ; 99) Ce «procédé vient aussi facilement aux technocrates libéraux et dirigeants corporatistes, qui monopolisent les «centres de décision vitaux» dans les institutions du capitalisme libéral» (100). En gros, Chomsky pense que l'empirisme a cessé d'être progressiste depuis l'avènement du capitalisme, pour devenir l'idéologie naturelle des gens qui ont pour fonction de manipuler les masses. Au lieu de nier toute «nature humaine», comme sont tentés de le faire certains progressistes, Chomsky pense que la conception de la nature humaine mise en avant dans l'idéologie bourgeoise pour justifier la pérennité du capitalisme, c'est-à-dire que l'homme est cupide, mesquin, agressif, est hautement implausible. Pour lui, «les besoins de l'homme et ses capacités trouveront leur expression complète dans une société de producteurs créatifs et libres, travaillant dans un système fondé sur la libre association dans lequel les «liens sociaux» remplaceraient les «chaînes imposées par la société humaine»» (101).

Une objection traditionnelle aux idées de Chomsky, c'est la diversité des individus, des langues et des cultures : comment cette diversité est-elle compatible avec une nature humaine universelle ? Mais la diversité apparente peut n'être que le reflet de notre ignorance (102). Par exemple, que peut-il y avoir de commun entre la lumière du soleil et un aimant qui ramasse des aiguilles ? Pourtant, la physique nous montre que ces deux phénomènes, comme tous les phénomènes électromagnétiques, peuvent être compris à partir de quelques principes de base. La théorie de l'évolution réunit, dans un certain sens, les plantes et les hommes. On pourrait multiplier les exemples pris dans le monde «physique» qui montrent que, lorsqu'on comprend bien quelque chose, la diversité apparente des phénomènes est considérablement réduite. Le cerveau fait partie de ce monde physique, mais il n'est pas du tout compris avec la même précision que le reste. Cependant, il ne faut pas conclure de cette ignorance que les idées qui nous paraissent «évidentes» aujourd'hui correspondront, si un jour on a une véritable science du cerveau, à des concepts scientifiques.

Pour en venir à la critique de la psychologie, Chomsky s'est attaqué à Skinner et au behaviorisme (103) : l'idée du behaviorisme était de ne pas se poser trop de questions sur ce qui se passe dans le cerveau mais d'analyser le comportement en terme de «réponses» à des «stimuli». Skinner essayait de tout expliquer selon ce schéma et Chomsky commence par remarquer qu'il est simplement irrationnel de vouloir comprendre, mettons, un moteur, en le regardant fonctionner, sans vouloir même faire des hypothèses sur ce qui se passe à l'intérieur. Par ailleurs, Chomsky reproche à Skinner de prétendre expliquer, comme c'est souvent le cas en sciences humaines, presque tout le comportement humain à partir de quelques principes simples (les «renforcements» positifs (récompenses) ou négatifs (punitions)) et il montre que l'on ne peut presque rien expliquer si l'on utilise ces principes dans leur sens strict. Si on les prend dans un sens vague, on donne l'impression d'expliquer pas mal de choses, mais ce n'est plus très scientifique.

Si Skinner était un empiriste assez radical, Piaget prétend avoir une attitude plus nuancée. Dans sa polémique avec celui-ci (104), Chomsky lui reproche, entre autres, de postuler qu'il existe des «mécanismes généraux d'apprentissage», qui s'appliqueraient à toutes les fonctions mentales, alors que les différents organes physiques ont des rythmes de développement propres, également génétiquement déterminés, et qui ne sont nullement uniformes (le foie ne se développe pas en parallèle avec la sexualité ; pourquoi l'acquisition du langage aurait-elle quelque chose à voir avec l'activité sensorimotrice ?).

Chomsky estime que les intellectuels ont un penchant spontané en faveur des théories qui font la part belle à l'environnement. Pourquoi ? Mais parce que cela ne fait que renforcer leur rôle social d'ingénieurs des âmes. Plus on croit que l'homme est malléable, plus on pense pouvoir le façonner à sa guise et plus on imagine qu'une caste d'experts peut contrôler la société en jouant sur différents moyens de conditionnement (105). Chomsky montre que, pendant la guerre du Vietnam, pas mal d'experts s'imaginaient pouvoir venir à bout de la résistance avec des techniques psychologiques essentiellement behavioristes, qui revenaient simplement à alterner la carotte et le bâton. Comme l'explique bien Chomsky, la faiblesse de ce genre d'analyse c'est qu'elle écarte dès le départ l'analyse des mobiles profonds qui rendent la résistance possible (évidemment, puisque prendre en compte ces mobiles, résistance à l'oppression, volonté d'indépendance, amène à remettre en cause les bases de la politique américaine). Face à l'échec, on en arrive à se poser des questions essentiellement racistes sur la «mentalité asiatique» (106).

L'anarchisme

Quand on écoute Chomsky, on peut avoir deux réactions erronées : d'une part, on dira : qu'est ce qu'il nous apprend ? L'Amérique est impérialiste ? Grande découverte ! La presse bourgeoise sert la bourgeoisie ? Quelle nouvelle ! L'erreur opposée consiste à penser que Chomsky est un marxiste-léniniste clandestin et à être fort étonné lorsqu'on l'entend parler de Staline ou du Pérou (107). Pour ce qui est de la première réaction, Chomsky lui-même serait sans doute d'accord. Il pense qu'il se fatigue à démontrer ce qui est l'évidence même. Mais le moins que l'on puisse dire, c'est que ce n'est pas l'évidence pour tout le monde. Personnellement, je suis toujours frappé par la crédulité de nombreux progressistes face à la presse. Un peu de Chomsky ne leur ferait pas de tort. Le mérite de Chomsky consiste à donner une démonstration extrêmement concrète et convaincante de thèses relativement élémentaires. De cela, même les marxistes (pour qui les thèses sont évidentes) peuvent profiter.

Pour donner un point de comparaison, prenons l'intelligentsia française après 1968. Ce que disait Chomsky, à supposer qu'il s'y soient intéressés, devait leur paraître banal. Pour eux, il fallait développer des analyses beaucoup plus «profondes» et surtout plus «abstraites» de l'idéologie, du rapport avec le «sujet» etc... Mais vingt ans plus tard, comment tous ces gens ont lu la presse sur la guerre du Golfe ? Il est difficile de répondre précisément à cette question, mais mon expérience me rend sceptique sur l'esprit critique à propos de ces questions «élémentaires». Il est également difficile d'apprécier exactement le rôle de Chomsky dans la gauche américaine, mais il est certain qu'il l'influence et est influencé par elle. Cette gauche me semble posséder une assez grande vitalité. Aux Etats-Unis, il y a un grand nombre d'organisations «tiers-mondistes», «pacifistes», «antiracistes» qui sont assez radicales, plus, à mon sens, que les organisations correspondantes ici (il faut dire qu'il n'y a pas de social-démocratie pour les récupérer). L'opposition à la guerre du Golfe était assez considérable, du moins avant qu'elle ne commence. Evidemment, toutes ces organisations sont fort hostiles à l'idée de s'unir dans un parti, et il n'y a pas vraiment de tradition ouvrière-révolutionnaire comme en Europe, de même qu'il n'y a pas eu l'expérience du fascisme et de la résistance ; il y aussi une tradition morale et religieuse (par exemple dans les luttes des Noirs, mais pas seulement là) qui est absente en Europe. Analyser tout cela nous entraînerait trop loin, mais il faut penser à ce contexte culturel et idéologique quand on lit Chomsky.

Pour ce qui est de la deuxième attitude erronée, il faut comprendre que Chomsky est anarchiste, ou «socialiste libertaire», et pas marxiste-léniniste. Marx disait : «ma méthode analytique ne part pas de l'homme mais de la période économique et sociale donnée». Pour les anarchistes, y compris pour Chomsky, il faut adopter l'attitude inverse : d'abord se poser la question de la véritable nature de l'homme, ensuite chercher à construire une société qui la réalise pleinement. On peut voir là le rapport indirect avec ses travaux en linguistique : ce qui est fondamental pour Chomsky, dans les deux cas, c'est que l'homme n'est pas arbitrairement programmable. Mais il faut éviter de confondre les deux questions, et Chomsky en est conscient. Il admettra que, même en sciences humaines, le niveau de développement actuel est pré-Copernicien. De là à fonder la société sur une analyse scientifique des lois de la nature humaine, il y a un pas qu'il est difficile de franchir. Néanmoins, Chomsky dit qu'«une

théorie sociale libertaire aura à déterminer ces lois et à fonder sur elles la notion de changement social, avec ses objectifs, immédiats et à long terme» (108), ce qui est assez idéaliste. Il est plus raisonnable de partir des luttes réelles et d'essayer de les comprendre sans faire appel à des hypothèses explicites sur une nature humaine difficile à analyser de façon réellement scientifique.

Une propriété fondamentale de la nature humaine pour les anarchistes est «l'instinct de liberté». Mais cette idée a l'inconvénient de faire oublier que la liberté pour les uns est la contrainte pour les autres, que la liberté a un aspect de classe. On ne peut pas dire que Chomsky ignore totalement cet aspect ; par exemple, il cite C. Landauer, qui, pendant la révolution allemande de 1918, disait que la censure de la presse bourgeoise était le «début de la liberté de l'opinion publique» (109). Mais Chomsky s'empresse d'ajouter que la censure étatique n'est pas une solution, sans néanmoins indiquer quelle serait cette solution.

De plus, pour les anarchistes, les structures autoritaires liées à un parti de type léniniste font que ce genre d'organisations est à rejeter puisqu'elles vont à rencontre de «l'instinct de liberté». Chomsky pense d'ailleurs que ce qui attire les intellectuels dans les partis léninistes, c'est justement ce rôle de dirigeants qui contrôlent et éduquent les masses, rôle que Chomsky compare constamment à celui des «experts» dans notre société (110). Il faut dire que le contact direct qu'il a eu avec des intellectuels communistes devait se situer à la fin des années 40, soit en Israël (111), soit aux Etats-Unis, où le parti est devenu révisionniste presque avant tout le monde (112). De plus, avec le maccarthysme, un certain nombre de communistes (et d'autres) ont changé de camp, phénomène que l'on a pu aussi observer chez nous après 68. Chomsky est clairement irrité par tous ces «repentis», mais on ne sait pas s'il a connu de véritables communistes, tant sa façon de parler des communistes est caricaturale.

Une autre grande différence entre Chomsky et Lénine concerne l'évaluation de l'impact de l'impérialisme. Tous les deux seront d'accord sur l'aspect dévastateur que l'impérialisme a sur le «Sud». Mais pour Chomsky, du point de vue du Nord, l'impérialisme coûte autant qu'il ne rapporte: il y a bien des bénéfices plantureux, mais il y a aussi des frais: guerre, interventions etc... Pour Chomsky, ils s'équilibrent ; la raison pour laquelle le «Nord» est impérialiste vient de la structure de classe qui y règne : les profits de l'impérialisme sont privés, mais les coûts sont publics, ce qui les rend «rationnel» du point de vue des classes dominantes. Les classes dominées, elles, doivent être trompées : c'est le rôle, entre autre, des médias. On les effraie avec la version irrationnelle de la théorie des dominos. Mais, pour Lénine, il y a autre chose : les surprofits de l'impérialisme permettent de corrompre une partie de la classe ouvrière, ce qui mène au développement de la social-démocratie. Cet aspect est tout à fait absent de l'oeuvre de Chomsky.

Essayons de comprendre l'attitude de Chomsky face au problème de trouver une alternative au système existant. Il n'est pas évident de répondre à cette question, parce que Chomsky n'en parle pas beaucoup; de loin, le plus gros de son oeuvre est consacré à une critique du système plutôt qu'à l'élaboration d'une alternative. Il faut lui reconnaître qu'il ne tient pas un discours du genre «il n'y a qu'à...», comme le font certains anarchistes ou trotskistes. Néanmoins, on peut trouver certains éléments. Chomsky est dans un sens assez pessimiste. Pour lui, les problèmes matériels sont tellement immenses dans le tiers-monde, qu'au mieux on peut y voir surgir un socialisme étatique menant à un certain développement mais dans une situation de tyrannie qui enlève à ces régimes toute ressemblance avec un véritable socialisme. Par conséquent, il n'a jamais «soutenu» le Nord-Vietnam, ou Cuba. Il dira que tout ce que nous pouvons faire, c'est tenter de limiter la violence de l'impérialisme, parce que l'alternative que celui-ci tente d'imposer ne vaut pas mieux, et que cette violence ne fait que renforcer les éléments les plus autoritaires dans les sociétés du tiers-monde en lutte. Par ailleurs, il est assez lucide pour ne pas critiquer publiquement ces sociétés en lutte (113), s'il voit que ses critiques peuvent être utilisées par les oppresseurs.

Même si le mot «soutenir» est un peu fort, on peut dire que Chomsky «soutient» les tendances les plus modérées, qu'il considère comme étant les plus démocratiques, dans le FSLN, le FMLN et l'OLP. Mais il n'est pas trop naïf : il explique, par exemple, que si le FSLN revient au pouvoir, ce sera sans doute

pour exercer une politique conservatrice, comme M. Manley à la Jamaïque (114). Pour Chomsky, le problème se situe chez nous et aucun espoir n'est permis si nous ne réalisons pas des changements structureaux, dans nos pays, qui permettraient, en mettant fin au capitalisme, de rendre inutile l'exploitation du tiers-monde. Remarquons que, sur ce point, il est à l'extrême opposé de quelqu'un comme S. Amin, pour qui les changements doivent nécessairement commencer dans la «périphérie». Mais d'où peuvent venir, chez nous, ces changements ? Chomsky tend à ne pas attacher un grand poids aux rivalités inter-impérialistes, et, de toutes façons, si une nouvelle guerre inter-impérialiste devait se déclencher, ce serait la fin de tout. Dans la mesure où il en a, Chomsky met ses espoirs de changement dans les mouvements plus ou moins spontanés, comme l'opposition (radicale) à la guerre du Vietnam. Mais évidemment, ces mouvements n'ont pas fait autant que leurs membres ne le pensent généralement : la guerre a été gagnée sur le terrain, au Vietnam, et sous la direction d'un de ces partis léninistes que l'on aime si peu. D'une façon générale, Chomsky comprend bien le rôle de la force militaire dans la domination de l'impérialisme et de la bourgeoisie, mais il semble sous-estimer cette force quand il s'agit de penser à une organisation capable de la combattre.

Les positions anarchistes de Chomsky l'amènent à ne plus appliquer à certaines questions la méthode critique qu'il utilise si bien ailleurs. Par exemple, il rejette pour des raisons politiques la révolution russe, le léninisme etc... Pour lui, le socialisme n'existe plus en URSS depuis... 1918, c'est-à-dire depuis la défaite des anarchistes. Mais il pourrait néanmoins être critique, en ce qui concerne simplement les faits, par rapport aux allégations concernant Staline et les bolcheviques. Après tout, c'est bien l'attitude qu'il a adopté par rapport aux Khmers Rouges, pour lesquels il n'avait non plus aucune sympathie politique. Mais, sur l'URSS et Staline, on ne trouve pas la moindre trace d'esprit critique, puisqu'il estime que seul Hitler peut être comparé à Staline. Même chose avec le PC du Pérou («Sentier Lumineux») : il met celui-ci sur le même plan que l'armée du Pérou (en disant qu'il y a deux armées terroristes au Pérou). Lors de la guerre du Golfe, sa position laissait aussi à désirer, puisqu'en fin de compte, il considérait Saddam Hussein comme le principal responsable de cette tragédie. Evidemment, contrairement à d'autres qui adoptent cette position, il montre magistralement que le Koweït a été créé par les Occidentaux pour contrôler le pétrole du Moyen-Orient (115). En d'autres termes, il fournit parfois tous les arguments qui pourraient mener à soutenir politiquement différents mouvements révolutionnaires ou nationalistes, mais sans jamais les soutenir explicitement. Et, dans d'autre cas (Staline, «Sentier Lumineux»), il ne cherche même pas ces arguments et répète la «vision totale et standardisée».

Il y a bien d'autres sujets sur lesquels les positions de Chomsky ne peuvent être comprises que comme conséquences de son parti pris anarchiste. Outre une vision ultra-simplifiée des mouvements communistes, il considère, par exemple, qu'après la guerre du Golfe, les Etats-Unis souhaitaient maintenir Saddam Hussein au pouvoir, et ne faisaient rien pour l'empêcher d'opprimer son peuple (Kurdes, Chiïtes). Il est plus vraisemblable que les Etats-Unis ont cherché à déstabiliser Saddam Hussein au moyen de soulèvements «spontanés» et ont, jusqu'à présent, échoué. Il prétend aussi que l'opposition de la population américaine à des interventions étrangères était telle que les Etats-Unis, sous Reagan, ont été obligés de faire usage d'opérations secrètes, comme avec les Contras lors de l'Irangan. C'est un peu trop optimiste: l'opposition se situait plus au Congrès que dans la population, et reflétait plus une prudence tactique, après la guerre du Vietnam, qu'une opposition de principe.

Il faut aussi dire que c'est l'absence de prise de position nette de Chomsky qui le rend «acceptable» aux yeux d'une partie de la petite-bourgeoisie intellectuelle (116). Si l'on prend en considération sa notoriété, on peut dire qu'il est pratiquement boycotté par les médias. Mais que serait-ce si, en plus, il défendait ouvertement une alternative au système (même Cuba) ? Ou s'il se déclarait communiste ? Sa position est, par rapport à cette hypothèse, relativement confortable. En ne prenant pas de position tranchée en faveur de quoi que ce soit, il évite pas mal de critiques. En disant cela, je ne veux pas suggérer qu'il est opportuniste ; simplement, ses conditions de vie lui permettent plus facilement qu'à d'autres d'adopter cette attitude finalement assez pessimiste qui consiste à rejeter pratiquement toutes les alternatives qui existent dans le monde réel. Evidemment, comme souvent chez les anarchistes, cette attitude va de pair avec un soutien modéré au réformisme plus ou moins radical (FSLN, mouvement pacifiste aux Etats-Unis).

Pour finir, disons deux mots de Faurisson. C'est un de ces «historiens révisionnistes» qui mettent en question l'existence des chambres à gaz pendant la deuxième guerre mondiale. En France, il a été poursuivi devant les tribunaux (et condamné). Chomsky a signé une pétition pour que sa liberté d'expression soit protégée. On peut penser ce qu'on veut de ce geste, mais c'est une conséquence tout à fait logique de ses positions anarchistes (quand on l'attaque là-dessus, il commence par répondre : «je suis anti-fasciste, donc je suis contre la censure»). Par la suite, ayant été critiqué, surtout en France, Chomsky a écrit un article pour défendre la liberté d'expression, article qui a été repris comme préface d'un livre de Thion sur l'affaire Faurisson, sans l'autorisation de Chomsky. Chomsky a été au courant de l'existence de ce livre après sa publication. Toute l'affaire a été mêlée à une série d'attaques plutôt malhonnêtes dans la presse française (117), ou l'on mélange son soutien supposé à Faurisson (alors qu'évidemment, il n'a aucune sympathie pour les thèses de Faurisson, et encore moins pour le nazisme) avec son soutien supposé à Pol Pot (comme s'il y avait une alliance entre tous les négateurs de génocide) et même à l'OLP (qui montrerait que Chomsky est un «juif qui se déteste lui-même»). Dans toute cette affaire, il y a quand même une remarque intéressante: Chomsky dit que, suivant les critères d'après lesquels Faurisson a été condamné, «de nombreux membres de l'Association Historique Américaine devraient être incarcérés, comme ceux qui nient que les USA aient commis des crimes de guerre en Indochine, et qui, par leur mensonge, contribuent aux efforts très réussis des USA pour augmenter les souffrances et la répression en Indochine aujourd'hui... » (118). On pourrait continuer avec les Indiens, l'Algérie Française, le Congo Belge etc... Ceci dit, Chomsky utilise ses nombreuses comparaisons entre les nazis et les Etats-Unis à des fins polémiques et didactiques, mais, par ailleurs, il souligne le caractère exceptionnel de la barbarie nazie. De toutes façons, les gens qui ont attaqué Faurisson seraient les premiers à protester si l'on mettait en prison de respectables historiens américains, ou des «dissidents» en Europe de l'Est (dont Chomsky a aussi défendu la liberté d'expression, tout en jugeant parfois leurs vues «horribles»). Comme le dit Chomsky «les marxistes-léninistes sont au moins honnêtes dans leurs attitudes totalitaires» (119). Dont acte.

Pour conclure, il faut souligner que Chomsky est très agréable et facile à lire, même en anglais. Il ne souffre d'aucune pédanterie et il stimule toujours la réflexion du lecteur par des remarques aussi originales que pertinentes. Ses commentaires anticommunistes peuvent irriter, mais il est facile de les mettre de côté. En sciences humaines, il offre une réflexion d'une rigueur tout à fait exceptionnelle et qui ne sera pas balayée par un changement de mode. Finalement, malgré son relatif non-engagement, il est clair qu'il prend, à sa façon, le parti de ces millions de gens qui, de l'Irak au Panama, de l'Indochine à Timor, sont victimes de la barbarie de notre système et qui meurent dans le silence et l'indifférence de nos médias.

Bibliographie.

Voici une liste partielle des livres et articles de Chomsky :

1. Idéologie et pouvoir, éd. EPO, 1991. Cours donnés à Managua en 1986 ; magnifique résumé de sa pensée. Existe aussi en Néerlandais.
2. «Human rights» and American Foreign Policy (HR), Spokesman books, 1978. Deux excellents articles, l'un sur les intellectuels, l'autre sur l'administration Carter.
3. The Chomsky Reader, éd par J. Peck, Panthéon Books, 1987. Une collection de ses principaux articles, allant de Skinner à Timor, en passant par la guerre du Vietnam.
4. Avec E. Herman, Manufacturing Consent, Panthéon Books, 1988. Le premier livre sur les médias.
5. Necessary Illusions, Pluto Press, 1989. Un deuxième livre sur les médias, traduit partiellement en néerlandais, chez EPO, sous le titre «Gekoesterde Illusies».
6. Detering Democracy, Verso, 1991. Le livre le plus récent ; concerne l'après-guerre froide. Traduit partiellement en néerlandais, chez EPO, sous le titre «Verdorven Démocratie».
7. Language and Politics, éd. C. Otero, Black Rosé Books, 1988. Un vaste recueil d'interviews sur la linguistique et la politique.
8. Dialogues avec Mitsou Ronat, Flammarion, 1977. Une interview, également sur la politique et la linguistique. Edité en anglais sous le titre «Language and responsibility», Panthéon books, 1979.
9. Pirates and Emperors, Claremont Research and Publications, 1987. Un bon livre sur ce qu'est réellement le terrorisme.

10. Ecrits Politiques 1977-1983, Acratie, 1984. Un recueil d'articles.
11. Réponses inédites à mes détracteurs parisiens, Spartacus, 1984. Un ensemble de lettres non publiées ou déformées par la presse parisienne (y compris «Le Monde», «Libération», «Le Matin de Paris», «Les Nouvelles Littéraires», «Le Nouvel Observateur»).
12. The 500-year System and the New World Order; article sur les 500 ans, écrit un peu avant la guerre du Golfe.
13. Year 501: Old Wine, New Bottles, article reprenant l'essentiel de sa conférence faite à la VUB le 19 novembre.
14. Réflexions sur le langage, Flammarion, 1981. Un exposé pour non-spécialistes sur la linguistique, avec des réponses à un certain nombre de critiques.
15. Théories du langage, théories de l'apprentissage ; le débat entre J. Piaget et N. Chomsky; éd. M. Piatelli-Palmarini, Le Seuil, 1979.
16. Avec E. Herman, The political economy of human rights. Vol 1, The Washington connection and Third World fascism. Vol 2, After the cataclysm : postwar Indochina and the reconstruction of impérial ideology. South End Press, 1979. Une première version de ce livre a été supprimée par l'éditeur, après avoir été imprimée, mais non diffusée, lorsque le «patron» de la maison d'édition a pris connaissance de son contenu. En français, voir : Bains de sang constructifs : dans les faits et la propagande, Seghers/Laffont, 1975.

Notes :

Les chiffres renvoient à la bibliographie ci-dessus.

1. 3, p. 14.
2. Voir 11, l'interview 16 dans 7, et 8, p. 37 de l'édition anglaise pour le «New York Times».
3. Voir 4 et 5.
4. Voir chap. 2 dans 4; ces faits sont repris dans Etudes Marxistes no 8 et dans «Médiamensonges», ouvrage collectif sous la direction de G. de Sélys, EPO, 1991.
5. I, p.14.
6. 12, p.3.
7. 12, p.4.
8. 12, p.4. John Quincy Adams était Secrétaire d'Etat au début du 19^{ème} siècle.
9. I, p.15. 10.1, p. 15. 11.1, p.6. 12.12,p.5. 13.1,p.15. 14. 12, p.5. 15.1, p.16. 16.1,p.16. 17.1, p.59. 18.12, p.7.
19. 3, p. 19.
20. «Le modèle fut testé dans le premier territoire libéré, l'Afrique du Nord, où le président Roosevelt installa au pouvoir l'amiral Jean Darlan, un collaborateur nazi de premier plan, auteur des lois antisémites du régime de Vichy», 1, p.30.
21. I, p.31.
22. I, p.31.
23. I, p. 33.
24. I, p.36.
25. I, p.17.
26. I, p. 17. 27. – I, p33.
28. I, p.31.
29. 2, p. 38.
30. 3, p.228. La citation est extraite de: W. Rostow, R. Hatch, An american policy in Asia, MIT Press, 1955 ; p. 7. 31.3, p.228 ; La citation est extraite de l'édition officielle des «papiers du Pentagone».
32. 3, p. 228.
33. 3, p. 68.
34. 3, p. 412.
35. 2, p. 18.
36. I, p. 21.
37. I, p. 21.
38. I, p. 22.
39. 3, p. 217.
40. I, p. 36. 41.3, p.304.
42. 3, p. 304.

43. 3, p. 304.
44. 3, p. 304 ; voir aussi la revue : «Covert Action Information Bulletin» no 35, 1990.
45. 3, p. 219.
46. 3, p. 229.
47. 3, p. 235.
48. 3, p.234.
49. 4, p. 181.
50. 4, p. 180.
51. 3, p. 67.
52. 3, p. 270.
53. 4, p. 183 ; la citation vient de S. Huntington, Foreign Affairs, juillet 1968.
54. 3, p. 276. 55.4, p. 201.
56. Article 1 ; voir 4, p.230.
57. Il est l'auteur d'une étude détaillée sur ce qui s'est passé pendant cette période (Cambodia 1975-1982; South End Press, 1984) ; ses conclusions quant aux déformations de la presse sont proches de celles de Chomsky et Herman (dans 4 et 16, vol 2).
58. Voir référ., note 57 p.51.
59. Voir 4, chap 5, 6.
60. 4, p. 263. 61.4, p. 263. 62.4, p. 266. 63. 3, p. 291. 64.4, p. 264.
65. 4, p. 281.
66. 3, p. 291. 67.4, p. 283.
68. 7, p. 320. Ceci fait partie d'une très intéressante interview (en 1981) de Chomsky par «Libération» qui n'a pas été publiée, parce que Chomsky estimait que la traduction en français de ses réponses était malhonnête. Aucun «grand» journal n'a finalement accepté de publier l'interview, qui contient des remarques dures mais correctes sur la presse et l'intelligentsia française. L'interview se trouve publiée dans la référence 11. Quelques années plus tard, cette même presse devait célébrer l'avènement de la «transparence», ...en URSS.
69. 7, p. 321.
70. 4, p. 292.
71. 4, p. 302.
72. 3, p. 308.
73. 3, p. 309.
74. 2, p. 2.
75. 3, p. 243.
76. 2, p. 24.
77. 2, p. 34.
78. 2, p. 35.
79. 3, p.254.
80. J'utilise le mot «libéral» au sens américain du terme, par opposition à «conservateur» (qui correspond à «libéral» en Belgique) ; ou pourrait être tenté de dire «intellectuel de gauche», mais l'idéologie «libérale» est tellement anticommuniste et anti-tiers-monde que je préfère garder le terme américain.
81. 3, p. 282.
82. 8, p. 32 de l'édition anglaise.
83. 8, p. 33 de l'édition anglaise.
84. 2, p. 27; la citation est extraite de «l'Idéologie Allemande».
85. Voir «Médiamensonges», ouvrage collectif, sous la direction de G. de Sélys, éd. EPO, 1991. Il faut souligner que l'analyse de Chomsky n'est pas réellement nouvelle; dans les grandes lignes, on trouvera ces idées dans toute la tradition marxiste. Mais la démonstration est particulièrement claire, et il existe des vérités qu'il est nécessaire de redécouvrir.
86. M. Collon, Attention Médias, éd. EPO, 1992.
87. Voir «La presse est-elle une machine de propagande», T. Cutsem, Etudes Marxistes nr 8, 1990; repris en partie dans «Médiamensonges».
88. Même la critique des effets de la concurrence, de l'info-spectacle» etc.. Ces critiques sont souvent reprises par des progressistes, et je ne dis pas qu'il ne faut pas les faire; mais elles ne vont pas au fond des choses : la question des biais systématiques, ainsi que de la vraie fonction de la presse: informer ou manipuler ?
89. voir référ note 86, p. 237.
90. voir 4, App3.

91. Lies of Our Times, revue mensuelle de l'Institute for Media Analysis, et Extra, revue bimensuelle de FAIR (Fairness and Accuracy in Reporting).
92. voir référ note 86, p. 238.
93. Aux Etats-Unis, une telle étude a été entreprise, dans «Unreliable Sources, a guide to detecting bias in news média», M. Lee, N. Solomon, Lyle, 1990.
94. La réponse traditionnelle est que l'homme dispose «d'un mécanisme général d'apprentissage» ; pour Chomsky, nul n'a jamais formulé la moindre idée concrète et crédible de ce qu'un tel mécanisme pourrait être.
95. La dernière variante de cette théorie a été défendue par l'agronome soviétique Lyssenko. Pour une analyse intéressante de ce phénomène, d'un point de vue qui se veut marxiste, voir «Dialectical Biologist», R. Lewin, R. Lewontin, Harvard Univ. Press.
96. 14, p. 158. On trouve un résidu de cet attrait chez certains marxistes ; dans l'affaire Lyssenko (voir note 95), la sympathie que suscitait celui-ci n'était sans doute pas indépendante de cet attrait. Par ailleurs, Gramsci disait que «l'innovation fondamentale introduite par le marxisme dans la science de la politique et de l'histoire est d'avoir prouvé qu'une nature immuable, fixée, abstraite (...) n'existe pas mais que la nature humaine est la totalité des relations sociales déterminées historiquement» («Gramsci dans le texte», éd. Sociales) ; Chomsky ajoute : «une telle affirmation est sûrement fautive, elle ne s'appuie sur aucune preuve et suppose une lecture discutable de Marx» (14, p.158).
97. 14, p. 162. «Ecologiste» signifie ici ce que nous avons appelé «empiriste» ou ce qu'on pourrait appeler «environnementaliste».
98. 14, p. 162.
99. Notons au passage qu'un modèle extrême de «table rase» est fourni par un robot ou un ordinateur : on peut lui faire faire n'importe quoi, dans les limites de ses contraintes de fabrication (l'équivalent de ses «gènes» : rapidité, taille de la mémoire...). Un ordinateur est entièrement déterminé par son «environnement», c'est-à-dire par les programmes qu'on y met. On voit immédiatement qu'il y a une grande différence entre les ordinateurs et les êtres humains: l'esclave le plus soumis se rebellera toujours au moins intérieurement, et aucun «conditionnement» ne peut complètement effacer cela. L'idée d'assimiler les hommes (autres que soi-même évidemment) à des automates est une tentation qui n'est pas spécialement progressiste mais qui peut facilement voir le jour dans l'esprit de ceux qui sont en position de domination.
100. 14, p. 162.
101. 14, p. 164. Les termes sont de Humboldt. Pour conclure cette discussion, on peut dire que les conséquences politiques qui sont supposées découler d'hypothèses «innéistes» sur le fonctionnement du cerveau ne sont pas aussi évidentes que l'on ne le pense parfois.
102. «Les conceptions empiristes sont d'autant plus plausibles que nous sommes plus ignorants» (14, p.156).
103. 3, p. 157.
104. voir 15.
105. Quand on lit superficiellement ce que dit Chomsky sur la presse, on pourrait penser qu'il croit que l'homme est manipulable à souhait. Rien n'est moins vrai : il considère que cette manipulation (la presse) ne marche qu'à moitié, et que la population garde malgré tout certaines idées égalitaristes et pacifistes.
106. Chomsky commence sa critique de Skinner par une citation d'un journal anglais du 19ème siècle : «Les Chinois sont une race inférieure d'Orientaux malléables» (3, p. 157). Il reproche essentiellement à Skinner d'avoir étendu cette idée à toute l'espèce humaine. Chomsky mentionne aussi que ses vues fournissent une (modeste) barrière face au racisme. En effet, les propriétés qui l'intéressent sont universelles et ne dépendent évidemment pas des «races». Mais le plus important, à mon avis, c'est que le racisme aujourd'hui est beaucoup plus culturel que biologique. On dresse une muraille de Chine entre les différentes cultures, et, comme on suppose que l'homme est façonné principalement par sa culture, le résultat est pratiquement le même qu'avec le racisme biologique : «L'empirisme a fourni un modèle de la personne dans lequel la couleur, le sexe, la langue, la religion, etc... peuvent être considérés comme essentiels sans s'embarrasser des difficultés théoriques créées dans le cartésianisme par des notions comme celles d'esprits de couleur»(14, p. 160, citation de H. Bracken, «Berkeley», MacMillan, 1974, p. 158). C'est-à-dire que pour un Cartésien comme Chomsky, l'esprit est essentiellement universel et n'a pas de «couleur». Par contre, il n'est pas rare d'entendre dire que, pour des raisons culturelles, les Noirs sont, en fait, incapables de faire des mathématiques «comme nous». Ce genre d'idées peut d'ailleurs très bien venir d'empiristes radicaux qui se considèrent comme progressistes.
107. Voir «Solidaire» no 47, 2 déc. 1992. 108.14, p. 163.
109. 2, p. 28.
110. Il parle sans arrêt de «commissaires» pour désigner ces experts, et «d'agit-prop» ou de «ligne du parti» pour parler de la presse occidentale. Il écrit aussi : «La doctrine empiriste peut facilement se transformer en une idéologie opportuniste pour un parti d'avant-garde qui prétendrait avoir autorité pour diriger les masses, en une société qui serait gouvernée par la «bureaucratie rouge» contre laquelle Bakounine avait mis en garde» ; 14, p. 162.
111. Il a visité pendant 6 semaines un Kibboutz en 1953 (voir 3, p. 8), où il y avait des «staliniens». Il a toujours été opposé au sionisme tel qu'on l'entend aujourd'hui, et est assez proche de l'OLP, tout en étant parfois fort critique. Inutile de dire que cela suffit pour qu'il soit traîné dans la boue par les sionistes américains.
112. Sur l'histoire de ce parti et sur le «Browderisme», voir l'article de J. Pierre dans Etudes Marxistes no 15, ainsi que les mémoires d'un communiste noir américain : «Black Bolshevik», H. Haywood, Liberator Press, 1978.
113. En général ; c'était le cas avec le Vietnam, mais pas avec l'Irak.

114. Voir 6.

115. Voir 6, chap. 6.

116. Pour être juste, il faut dire qu'une partie de ses admirateurs universitaires ne semble pas toujours bien comprendre son radicalisme, qui est à la fois fort et sincère. Par ailleurs, il faut souligner que Chomsky ne s'est jamais laissé aller à penser que l'URSS pouvait être la puissance la plus dangereuse ou la plus agressive ; il a toujours considéré que ce rôle était fermement entre les mains des Etats-Unis.

117. Voir 11.

118. 10, p. 186.

119. 10, p. 187.

Réponse à un intellectuel

(Extrait de "Eux et Nous" ; Maxime Gorki)

Introduction

Il nous a paru utile de publier «en annexe» de la contribution sur Chomsky, un texte de Maxime Gorki, daté de 1931. D'abord, parce qu'il traite de thèmes qui se retrouvent aussi dans l'oeuvre de Chomsky : l'attitude des intellectuels par rapport à la société de classe, le rôle des médias. Gorki et Chomsky percent l'appareil idéologique que l'impérialisme met en place pour voiler ses pratiques barbares et cruelles. Ils démontrent tous les deux que les intellectuels se laissent facilement entraîner dans le rôle que la bourgeoisie leur attribue : sauver les apparences d'un système inhumain. Gorki parle aux intellectuels européens et critique le fait qu'ils prêtent l'oreille aux immigrés russes, qui répandent des mensonges sur l'URSS et rêvent d'un retour au tsarisme. Ce texte rappelle que l'anti-communisme que Chomsky condamne pour la période d'après-guerre ne fut jamais si virulent qu'au cours de la première période de construction du socialisme en URSS.

Le texte soulève aussi le paradoxe et les contradictions dans l'oeuvre de Chomsky. Si Chomsky prétend que le socialisme était déjà mort en 1918 (Knack du 25 nov.92) on peut se demander où il se situerait dans cette polémique engagée par Gorki. Il nous a paru intéressant de «confronter» indirectement le regard de deux grands penseurs et écrivains de leur époque sur la même problématique. D'une part, le linguiste américain qui fustige depuis la guerre du Vietnam les méfaits de l'impérialisme et du capitalisme américain et qui aspire à une société qui serait «l'expression de la nature humaine libertaire» et de «l'instinct de liberté».

D'autre part, l'écrivain russe qui se donne à fond dans ce qui est pour lui «la lutte entre la volonté intelligemment organisée des forces du travail contre les forces de la nature et les "forces naturelles" de l'homme, dont l'essence n'est rien d'autre qu'un anarchisme instinctif de l'individu éduqué par des siècles d'oppression dans l'Etat de classe.»

La rédaction d'Etudes Marxistes

Vous écrivez :

«Beaucoup d'entre les intellectuels européens commencent à sentir qu'ils sont des gens sans patrie, et notre intérêt pour la vie de la Russie augmente, mais nous ne comprenons tout de même pas ce qui se passe au pays des Soviets.»

Dans l'Union soviétique se déroule la lutte entre la volonté intelligemment organisée des forces du travail contre les forces de la nature et les «forces naturelles» de l'homme, dont l'essence n'est rien d'autre qu'un anarchisme instinctif de l'individu éduqué par des siècles d'oppression dans l'Etat de classe. Cette lutte constitue le sens principal de l'actualité de l'Union des Soviets. On ne peut

comprendre le sens profond du processus révolutionnaire et culturel de l'ancienne Russie qu'en le considérant comme une lutte pour la culture et pour la création culturelle.

Vous, hommes d'Occident, vous adoptez envers le peuple de l'U.R.S.S. un point de vue que je ne puis juger digne d'hommes se considérant comme les représentants d'une culture qui doit être acceptée par le monde entier, car ce point de vue est celui du commerçant à l'égard de l'acheteur, celui du créancier à l'égard du débiteur. Vous vous rappelez que la Russie tsariste vous a emprunté de l'argent et a appris chez vous à réfléchir. Mais vous oubliez que les emprunts ont rapporté de très gros intérêts à vos industriels et à vos commerçants, que la science russe des XIXe et XXe siècles a puissamment participé au flot général du travail scientifique de l'Europe et que, maintenant, alors que votre puissance de création artistique s'épuise si tristement et si visiblement, vous ne vivez que grâce aux forces, aux idées et aux images de l'art russe. Vous n'allez pas nier que la musique et la littérature de même que la science russes sont devenues depuis longtemps l'apanage de tout le monde lettré. Il semblerait qu'un peuple qui, en un siècle, a su élever sa puissance de création spirituelle à un niveau que l'Europe a mis plusieurs siècles à atteindre, ce peuple ayant actuellement reçu la possibilité de créer librement, mérite une attention plus sérieuse que celle qui lui est accordée par les intellectuels d'Europe.

N'est-il pas temps pour vous de poser résolument la question des différences de buts que poursuivent l'Europe bourgeoise et les peuples de l'Union des Soviets ? Il est suffisamment clair que les chefs politiques de l'Europe servent, non pas les intérêts «de la nation» en général, mais seulement les intérêts de groupes capitalistes mutuellement hostiles. Cette hostilité mercantile de couches sociales absolument irresponsables devant les nations a provoqué une série de crimes contre l'humanité comme la boucherie mondiale de 1914-1918 ; elle a approfondi la méfiance mutuelle des nations, a transformé l'Europe en une série de camps fortifiés ; elle dilapide une quantité énorme de travail du peuple, d'or et de fer pour la production massive d'engins de meurtre. Cette hostilité des capitalistes entre eux est aggravée par la crise économique mondiale, qui, en épuisant les forces physique des «nations», diminue la croissance des forces intellectuelles ; cette hostilité des rapaces entre eux vous sert à l'organisation d'un nouveau carnage mondial. Posez-vous la question : "Au nom de quoi tout cela se fait-il ?" et en général, si vous désirez sincèrement vous guérir de ces lourdes inquiétudes et de votre passivité à l'égard de la vie, posez-vous les questions d'ordre social les plus simples, sans vous laisser entraîner par les mots ; pensez sérieusement aux buts d'existence du capitalisme ou, plus exactement, au caractère criminel de son existence.

La «culture, dont l'importance pour l'humanité est indiscutable», vous est chère à vous, intellectuels, n'est-il pas vrai ? Mais, sous vos yeux, le capitalisme détruit chaque jour en Europe cette culture à laquelle vous tenez tant, et, par sa politique inhumaine et cynique dans les colonies, il crée incontestablement une armée ennemie de la culture européenne. Si cette «culture» de rapaces éduque sur du matériel noir et jaune des milliers de rapaces analogues, il ne faut pas oublier que, là-bas, il reste des centaines de millions d'hommes détroussés et voués à l'indigence. L'Hindou, le Chinois, l'Annamite courbent la tête devant les canons, mais ce n'est pas là un geste d'admiration devant la culture européenne. Et ils commencent à comprendre qu'une nouvelle culture, par la forme et par le sens, s'édifie dans l'Union des Soviets. (...)

Dans le monde capitaliste se développe, d'une manière toujours plus acharnée, la lutte pour le pétrole, le fer, les armements, pour une nouvelle boucherie qui coûtera la vie à des millions d'hommes, pour le droit à l'oppression politique et économique de la majorité par la minorité. Cette lutte cynique, infâme et criminelle, organisée par un petit groupe de gens que la soif imbécile de l'argent a ramenés à l'état sauvage, reçoit la bénédiction de l'Eglise chrétienne, qui est la plus fausse et la plus criminelle de toutes les Eglises de la terre. Cette lutte a complètement tué et anéanti «humanisme» qui coûta si cher aux intellectuels d'Europe et dont ces derniers étaient si fiers. Jamais encore les intellectuels ne montrèrent leur faiblesse avec une telle netteté et leur indifférence à l'égard de la vie avec une telle impudeur qu'au XXe siècle, si fertile en tragédies créées dans le monde entier par le cynisme des classes dominantes. En politique, les sens et la pensée des intellectuels sont commandés par des

aventuriers, exécuteurs serviles de la volonté des groupes capitalistes, qui, faisant commerce de tout ce qui peut s'acheter, trafiquent en fin de compte de l'énergie du peuple. Ici, par «peuple», j'entends non seulement les ouvriers et les paysans, mais les petits fonctionnaires et l'armée des «employés» du Capital et en général, les intellectuels qui, sur la défroque sale de la société bourgeoise, forment une pièce de couleur encore suffisamment vive.

Entraînés par la recherche creuse de «quelque chose d'humain», les intellectuels de langues diverses s'observent mutuellement derrière le mur de leurs préjugés de nation et de classe. C'est pourquoi les défauts et les vices du voisin les intéressent beaucoup plus que ses qualités. Ils se sont entrebattus si souvent qu'ils ne savent déjà plus lequel d'entre eux a été le plus ou le moins battu et mérite pour cette raison, le plus de respect. Le capitalisme leur a inculqué une méfiance sceptique mutuelle et joue habilement sur ce sentiment.

Ils n'ont pas compris le sens historique de la révolution d'Octobre et n'ont trouvé en eux ni la force ni la volonté, de protester contre l'intervention sanglante et criminelle des capitalistes en 1918-1921. Ils protestent quand, en U.R.S.S., les pouvoirs arrêtent un professeur monarchiste et comploteur, mais ils restent indifférents lorsque leurs propres capitalistes violentent les peuples de l'Indochine, de l'Inde et de l'Afrique. Si, dans l'Union soviétique, on fusille une cinquantaine d'ignobles criminels, ils crient à la férocité; mais si, aux Indes, dans l'Annam, des milliers de gens innocents sont exterminés à coups de canon et de mitrailleuses, les intellectuels «humains» se taisent modestement. Ils ne peuvent, jusqu'ici, évaluer les résultats d'un travail de treize années des forces actives de l'Union des Soviets. Les politiciens, dans les Parlements et dans la presse, leur inculquent l'idée que le travail du pouvoir des Soviets tend exclusivement à la destruction de l'ancien «monde», et ils croient qu'il en est ainsi.

Mais, dans l'Union des Soviets, le peuple travailleur s'assimile rapidement tout ce qu'il y a de meilleur et d'incontestablement précieux dans la culture humaine, et ce processus d'assimilation est accompagné d'un processus de développement de ces valeurs. Nous détruisons, naturellement, le vieux monde, car il est nécessaire d'affranchir l'homme des restrictions diverses qui limitent sa croissance intellectuelle, de le libérer de la prison des idées nationales, religieuses et de classe, ainsi que de ses superstitions. Le but principal du processus culturel de l'Union des Soviets est la réunion des hommes du monde entier en un tout unique. Cette oeuvre est indiquée et commandée par toute la marche de l'histoire de l'humanité ; elle est le commencement de la renaissance non seulement nationale, mais mondiale. Des individualités comme Campanella, Thomas, More, Saint-Simon, Fourier rêvaient déjà cette renaissance dans un temps où les données techniques industrielles nécessaires à la réalisation de ce rêve étaient encore inexistantes. Maintenant ces données existent: le rêve des utopistes est fondé scientifiquement, et des masses de plusieurs millions d'hommes s'emploient à sa réalisation. Encore une génération et, dans la seule Union des Soviets, il y aura près de 200 millions de travailleurs qui opéreront sur ce champ d'action.

On croit aveuglément quand on ne veut pas ou qu'on n'a pas la force de comprendre.

L'instinct de classe, la mentalité du petit possédant et la philosophie des défenseurs aveugles de la société de classe font croire aux intellectuels que l'individu est opprimé et asservi dans l'Union des Soviets, que l'industrialisation du pays s'effectue à l'aide du travail forcé, d'une manière analogue à celle qui présida à la construction des pyramides d'Egypte. C'est là un mensonge tellement évident que, pour l'accepter comme vérité, il faut avoir perdu toute personnalité, être dans un état de dégénérescence et d'épuisement complet au point de vue de l'énergie intellectuelle et du sens critique.

La rapidité de la croissance du nombre des gens talentueux dans toutes les branches de la vie, dans l'art, les sciences et la technique, démontre irréfutablement la fausseté de cette légende sur l'oppression de la personnalité en U.R.S.S. Il ne pouvait en être autrement dans le pays où toute la masse de la population participe à l'oeuvre culturelle.

Sur vingt-cinq millions de «propriétaires privés», paysans presque entièrement illettrés, opprimés par l'autocratie des Romanov et par la bourgeoisie foncière, douze millions ont déjà compris le caractère rationnel et les avantages de l'économie collective. Cette nouvelle forme de travail libère le paysan de son esprit conservateur et anarchique, ainsi que de la mentalité bestiale propre au petit propriétaire. Elle lui procure des loisirs qu'il emploie à s'instruire. En 1931, en U.R.S.S. cinquante millions d'adultes et d'enfants étudient ; on prévoit, pour cette même année, la publication de huit cent millions de livres ou trois milliards et demi de feuilles d'imprimerie. Les besoins de la population atteignent déjà cinq milliards de feuilles, mais les fabriques ne suffisent pas à la production du papier. La soif d'instruction croît. En treize ans, plusieurs dizaines d'instituts d'études scientifiques, de nouvelles universités et d'écoles polytechniques ont été créés. Tous, ils regorgent d'étudiants. Des milliers d'ouvriers et de paysans reviennent en qualité de travailleurs culturels travailler au sein de la masse dont ils sont sortis.

Un Etat bourgeois s'est-il jamais donné pour but l'éducation culturelle de toute la masse du peuple travailleur ? L'histoire répond négativement à cette simple question. Le capitalisme n'a aidé au développement intellectuel des travailleurs que dans la mesure où c'était nécessaire et avantageux pour l'industrie et le commerce.

Le capitalisme a besoin de l'homme en qualité de force plus ou moins chère qui sert à défendre le régime établi. Il n'est pas encore arrivé et ne pouvait pas arriver à la compréhension que le sens et le but de la culture véritable sont dans le développement et l'accumulation de l'énergie intellectuelle. Pour que cette énergie puisse se développer sans interruption et aider le plus rapidement possible l'humanité à utiliser toutes les forces, tous les dons de la nature, il est nécessaire de libérer le plus possible d'énergie physique du travail inepte et anarchique accompli dans les intérêts étroits et mercantiles des capitalistes, rapaces et parasites de l'humanité travailleuse. Les idéologues du capitalisme sont tout à fait étrangers à l'idée de l'homme en tant que source immense d'énergie intellectuelle. Malgré toutes les ruses et fioritures orales, l'idéologie des protagonistes de la soumission de la majorité à la minorité est essentiellement bestiale.

L'Etat de classe est construit sur le type des jardins zoologiques, où tous les animaux sont enfermés dans des cages de fer. Dans l'Etat de classe, ces cages, plus ou moins bien construites, servent à enfermer les idées qui, divisant l'humanité, rendent impossible le développement de la conscience que chaque homme a de ses intérêts, de même qu'elles empêchent la croissance d'une culture réelle unique de l'homme.

Dois-je nier que, dans l'Union soviétique, l'individu est limité ? Naturellement, non. En U.R.S.S. la volonté de l'individu est limitée chaque fois qu'elle est dirigée contre la volonté de la masse qui a conscience de son droit à l'édification de nouvelles formes de vie, contre la volonté de la masse qui s'est assigné un but inaccessible à un seul individu, quelque génial qu'il soit. Les détachements d'avant-garde des ouvriers et des paysans de l'Union des Soviets marchent vers leur but élevé en surmontant héroïquement une quantité d'obstacles et d'inconforts d'ordre extérieur.

L'individu défend sa liberté apparente et son indépendance habituelle qui lui ont été inculquées à l'intérieur de sa cage. Les cages dans lesquelles sont emprisonnés les écrivains, les journalistes, les philosophes, les fonctionnaires et toutes les autres particules soigneusement polies de l'appareil capitaliste sont naturellement plus commodes que la cage du paysan. La hutte sale et enfumée du paysan et son économie privée l'obligent à rester continuellement sur la défensive pour se protéger contre les caprices des forces de la nature et la violence de l'Etat capitaliste qui l'écorche. En Calabre, en Bavière, en Hongrie, en Grande-Bretagne, en Afrique, en Amérique, les paysans, abstraction faite du langage, ne se différencient pas beaucoup psychologiquement les uns des autres. Sur tout le globe terrestre les paysans sont, à peu près d'une manière égale, livrés à eux-mêmes et contaminés par l'individualisme animal. Dans l'Union des Soviets, le paysan perd progressivement cette mentalité spécifique de l'esclave de la terre, de l'éternel prisonnier de sa misérable propriété.

L'individualisme est le résultat de la pression extérieure effectuée sur l'homme par la société de classe; l'individualisme est une tentative stérile de l'individu pour se défendre contre la violence, mais l'auto-défense n'est pas autre chose que l'auto-limitation. Car le processus de croissance de l'énergie intellectuelle se ralentit lorsqu'on est en état d'auto-défense. Cet état est également nuisible à la société et à l'individu. Les «nations» dépensent des milliards pour leurs armements contre leurs voisins ; l'individu épuise la majorité de ses forces afin de se défendre contre la violence dont il est l'objet de la part de la société de classe. «La vie est une lutte ?» Oui, ce doit être une lutte de l'homme et de l'humanité contre les forces de la nature, une lutte pour vaincre celles-ci et les diriger. L'Etat de classe a transformé cette lutte grandiose en une bataille abjecte pour la maîtrise de l'énergie physique de l'homme et pour son asservissement. L'individualisme de l'intellectuel des XIXe et XXe siècles diffère bien de l'individualisme du paysan, mais seulement par les formes d'expression : il est plus fleuri, mieux poli, mais aussi animal et aveugle. L'intellectuel demeure entre l'enclume du peuple et le marteau de l'Etat; les conditions dans lesquelles il vit sont, en général, naturellement lourdes et dramatiques, car l'ambiance lui est habituellement hostile. C'est pourquoi la pensée prisonnière de l'intellectuel lui fait si souvent reporter sur le monde entier le poids de ses propres conditions de vie, et c'est de ces conceptions subjectives que naissent le pessimisme philosophique, le scepticisme et autres difformités de la pensée. (...)

Le système social de classe actuel restreint la liberté de croissance de l'individu. C'est pourquoi celui-ci cherche sa place et cherche le repos en dehors des limites de l'actualité. Par exemple, la question de Dieu. Le peuple travailleur, à la recherche d'une explication des phénomènes naturels qui lui étaient utiles ou nuisibles, personnifia magnifiquement ces phénomènes sous la forme d'êtres ayant une figure humaine, mais plus puissants que n'importe quel homme. Le peuple a orné ses dieux de toutes les qualités et de tous les vices qu'il possédait lui-même; les dieux de l'Olympe sont des hommes à dimensions exagérées ; Vulcain et Thor sont des forgerons qui ne se distinguent en rien de tous les autres forgerons et qui sont seulement plus forts, mais non plus habiles au travail.

Les images religieuses créées par le peuple travailleur sont simplement des créations artistiques d'où le mysticisme est absent ; elles sont tout à fait réalistes et adéquates à la réalité, l'on y sent avec force l'influence de l'activité laborieuse, et le but de cet art consiste, en somme, à encourager cette activité. En poésie, on remarque que le peuple a pris conscience du fait qu'en fin de compte, l'actualité est créée, non par les dieux, mais par l'activité laborieuse des hommes. Le peuple est idolâtre. Même quinze cents ans après que le christianisme s'est affermi en qualité de religion d'Etat, les dieux, dans l'imagination des paysans, restent toujours tels qu'ils étaient dans l'antiquité: le Christ, la Vierge, les saints marchent sur terre et se mêlent à la vie ouvrière des gens, de même que les dieux des anciens grecs et des peuples Scandinaves.

L'individualisme est né de "l'économie privée". Chaque clan s'ajoutant au clan précédent, créait une collectivité. Un individu s'écartant pour une raison ou pour une autre de la collectivité et, par là même, de l'actualité qui se créait constamment, créait son propre dieu, unique, mystique, inaccessible à l'intelligence, dont la destination était de justifier le droit de l'individu à l'indépendance et au pouvoir. Le mysticisme doit nécessairement intervenir ici, car il est impossible d'expliquer à l'aide de l'intelligence seule le droit de l'individu à l'"autocratie", au pouvoir unique. L'individualisme a affublé son dieu des qualités d'omnipotence, de sagesse infinie et de connaissance absolue, c'est-à-dire des qualités que l'homme voudrait bien posséder, mais qui ne peuvent se développer que dans l'activité créée par le travail collectif. Cette actualité reste toujours à un niveau inférieur à celui de l'intelligence humaine, car l'intelligence qui la crée se perfectionne, quoique lentement, mais d'une manière continue, faute de quoi, naturellement, l'actualité satisferait les hommes, et l'état de satisfaction est un état passif. L'actualité est créée par la force inépuisable de la volonté intelligente des hommes, et son développement ne s'est jamais arrêté. Le dieu mystique des individualistes resta et reste toujours immobile, inactif et inerte; il ne peut pas en être autrement, car il reflète la faiblesse intérieure absolue des forces de création de l'individualisme. L'histoire des hésitations stériles de la pensée métaphysique et religieuse des individualistes est connue de tout homme lettré. A notre époque, la faiblesse de ces hésitations s'est manifestée avec une clarté indiscutable et a montré la banqueroute complète de la philosophie individualiste. Mais l'individualiste continue encore ses recherches stériles pour trouver

une réponse aux "énigmes" de la vie ; cette réponse, il la cherche, non dans l'actualité travailleuse qui se développe avec une rapidité révolutionnaire et d'une manière parfaite, mais dans le "tréfonds de son moi". Il continue à conserver son "économie privée indigente" et ne veut pas féconder la vie. Il s'occupe d'auto-approfondissement pour son auto-défense, il ne vit pas, il se cache et, par son "activité contemplatrice", il rappelle un des héros de la Bible : Onan.

Se soumettant docilement aux injonctions de l'Etat capitaliste, les intellectuels d'Europe et d'Amérique, littérateurs, publicistes, économistes, anciens socialistes devenus simples aventuriers, rêveurs du type de Gandhi, consciemment ou inconsciemment, défendent l'ordre de classe bourgeois, qui met résolument obstacle au développement du processus culturel humain. Dans ce processus, un rôle toujours plus actif est joué par la volonté des masses travailleuses, dirigées vers la création d'une nouvelle actualité. Les intellectuels pensent qu'ils défendent la "démocratie", quoiqu'ils aient déjà démontré et continuent à démontrer leur faiblesse; ils défendent la "liberté individuelle", quoiqu'elle soit enfermée dans la cage des idées qui limitent leur croissance individuelle ; ils défendent la "liberté de la presse", quoique la presse soit conquise par les capitalistes et n'ait le droit de servir que leurs intérêts anarchiques, inhumains et criminels. L'intellectuel travaille pour son ennemi, car le patron a toujours été et reste l'ennemi de l'ouvrier, et l'idée de la "collaboration de classe" est une ineptie aussi naïve que l'amitié du loup et des moutons.

Les intellectuels d'Europe et d'Amérique travaillent pour leurs ennemis, et cette activité se manifeste d'une manière particulièrement brutale et impudente à l'égard du processus révolutionnaire culturel qui se développe parmi la masse ouvrière et paysanne de l'Union des Soviets. Ce processus se développe dans une atmosphère d'hostilité inouïe créée par la bourgeoisie européenne et sous la menace de son attaque criminelle contre l'Union des Soviets. L'influence de ces deux facteurs explique presque entièrement tous les faits négatifs qu'auraient tellement à souligner les ennemis des ouvriers et des paysans de l'Union des Soviets.

Les politiciens de bas étage de l'émigration blanche, qui sont les informateurs attirés de la presse bourgeoise européenne, s'occupent de la comptabilité de ces faits négatifs de l'actualité soviétique. Qui sont-ils ces émigrés ? La majorité d'entre eux sont des politiciens ratés, des gens amoureux de la gloriole, de petites gens à "grands espoirs". Les uns voulaient devenir des Masaryk, les autres des Briand et des Churchill, beaucoup, des Ford ; et il est également caractéristique que tous ces politiciens ont cherché à atteindre les positions de commandement en employant des «moyens périmés». Je connais très bien, et depuis longtemps, leur nullité morale et intellectuelle ; ils l'ont démontée déjà en 1905-1907, après leur première révolution. Ils ont ensuite démontré journellement leur incapacité à la Douma et se sont manifestés avec toute la netteté dont ils étaient capables en 1914-1917 en tant que «lutteurs contre l'autocratie», en réalité en tant que champions du chauvinisme panrusse. Ils se sont acquis une certaine popularité en tant qu'organisateur de la conscience politique de la petite et de la grande bourgeoisie; en somme, leur idéologie est celle du petit bourgeois mesquin. On connaît le dicton russe : «Faute de poisson, on mange de l'écrevisse». Ils ont joué dans la vie de la Russie le rôle de l'écrevisse : ils ont avancé à reculons.

C'est le rôle habituel de la majorité des intellectuels en période révolutionnaire.

Leur rôle honteux ne se limite pas au changement constant de leurs «bornes» politiques et à l'oubli de leurs «serments d'Annibal». Depuis 1917, ils servent les propriétaires des puits de pétrole, des usines de textile, des mines de charbon, les minotiers et les grands propriétaires fonciers russes, en même temps que ce qui reste des généraux tsaristes, qui les méprisaient jadis comme des renégats et des «ennemis du tsar». Dans l'histoire russe ils ont laissé le souvenir de traîtres à leur peuple. Pendant quatre ans ils n'ont fait que trahir et vendre leur peuple à vos capitalistes, messieurs les intellectuels d'Europe. Ils ont aidé Dénikine, Koltchak, Wrangel, Youdénitch et autres assassins de profession à détruire l'économie de leur pays, déjà ruiné par une boucherie qui est la honte de toute l'Europe. A l'aide de ces hommes méprisables, les généraux des capitalistes européens et du tsar ont anéanti des centaines de milliers de vies ouvrières et paysannes de l'Union des Soviets, brûlé des centaines de

villages et de bourgs cosaques, détruit les voies ferrées, fait exploser les ponts et abîmé tout ce qui pouvait être abîmé afin d'affaiblir définitivement leur pays et le livrer aux capitalistes européens. Demandez leur pourquoi ils ont anéanti tant d'êtres humains et détruit l'économie de leur pays. Ils vous répondront impudemment: «Pour le bien du peuple» et garderont le silence sur le fait que le «peuple» les a chassés hors de son pays.

Depuis 1926, ils aident à l'organisation de complots nombreux contre le pouvoir ouvrier et paysan. Ils nient leur participation à ces crimes, bien que les comploteurs, leurs amis, aient avoué qu'ils fournissaient à leur presse des informations «notoirement fausses» sur le travail du pouvoir des Soviets. A leur tour, les comploteurs travaillaient d'après les directives de la presse des traîtres à leur patrie.

Votre humanisme, messieurs les Européens s'est indigné de l'exécution méritée des 48 sadiques organisateurs de famine : ce fait est très étrange. Pourquoi ne vous indignez-vous pas des assassinats presque journaliers d'ouvriers absolument innocents, commis par la police dans les rues de vos villes, au lieu de prendre la défense de 48 dégénérés plus abjects que le sadique Kurten de Düsseldorf, neuf fois condamné à mort. Je ne connais pas les motifs pour lesquels le pouvoir des Soviets n'a pas fait passer ces traîtres en justice, mais je les devine : il y a des crimes dont l'infamie est trop agréable aux ennemis, et donner des leçons d'infamie à nos ennemis serait par trop naïf. (...) Est-il permis de demander pourquoi les intellectuels défendent la «liberté individuelle» lorsqu'il s'agit, par exemple, du professeur monarchiste S.I. Platonov. mais restent indifférents lorsqu'il s'agit d'un communiste ?

Si vous désirez avoir une notion exacte du degré de férocité auquel en est arrivée l'émigration russe, lisez l'appel en faveur de la collecte pour la lutte contre les peuples de l'Union des Soviets, appel qui a été publié par l'organe parisien des émigrés monarchistes Vozrojdénié (la Renaissance).

A la tête de cette basse entreprise se trouve «Son Eminence le métropolitaine Antoine, président du synode des archevêques de l'Eglise orthodoxe hors des frontières de Russie». Je cite textuellement les paroles de ce Tartuffe :

«Investi du pouvoir divin, je donne ma bénédiction à toute arme qui sera dirigé contre le pouvoir satanique rouge et je donne l'absolution à tous ceux qui, dans les rangs des détachements de rebelles, ou qui, en qualité de vengeurs individuels du peuple, sacrifieront leur vie à la cause de la Russie du Christ. Avant tout, je bénis les armes et toute l'action combative de la Confrérie populaire de la vérité russe, qui, depuis des années, par la parole et par l'action, mène une lutte opiniâtre au nom de Dieu et de la Russie contre le Satan rouge. Que la bonté de l'Eternel soit sur tous ceux qui feront partie de la confrérie ou lui viendront en aide.»

Métropolitaine Antoine.

Il est tout à fait clair que le métropolitaine, chef de l'Eglise chrétienne, bénit ceux qui violentent la volonté du peuple de l'Union des Soviets et qui accomplissent des actes de terrorisme. Mais ne vous semble-t-il pas que de tels appels, de telles bénédictions de l'assassinat par un prêtre dont la colère atteint évidemment à l'idiotisme, ne sont pas à leur place dans la capitale d'un Etat «civilisé» ? Ne pensez-vous pas, qu'il vous faudrait crier «Chut !» ou «Tout beau !» à l'adresse de «Son Eminence» ? Cette sortie sauvage d'un pope russe n'est-elle pas pour vous un indice montrant non seulement le degré de férocité de l'émigration russe, mais encore l'indifférence extrême, honteuse des intellectuels d'Europe en ce qui concerne les questions de morale et d'hygiène sociales ? Et vous osez parler de la «sauvagerie de l'Orient» !

Vous êtes convaincus de la véracité des témoignages de l'émigration russe. Bon. Il va sans dire que c'est votre «affaire personnelle», mais je doute que ce soit là votre droit. J'en doute, parce que les témoignages qui viennent de l'autre côté, du côté du pouvoir ouvrier et paysan ne vous intéressent pas. La presse soviétique ne cache pas, les mauvais côtés de notre vie, elle est organisée sur le principe de

l'autocritique la plus sévère, et il n'y a pas de «linge sale» qu'elle ait peur de «laver hors de la famille». Elle travaille parmi des millions d'hommes qui ne sont pas encore très lettrés — ce qu'on ne peut naturellement leur reprocher — mais les gens honnêtes devraient bien se rappeler que l'homme peu instruit peut facilement se tromper. Il faut ensuite savoir que la majorité des calomnies et des mensonges dont vit et se console en les répandant la presse des émigrés sont fondés sur les données de l'autocritique soviétique.

Personnellement, j'ai protesté dans la presse et dans les réunions, à Moscou et à Leningrad, contre les exagérations de l'autocritique. Je sais avec quelle volupté l'émigré s'accroche à tout ce qui est de nature à satisfaire tant soit peu sa colère malade contre les ouvriers et les paysans de l'Union des Soviets. J'ai publié il n'y a pas longtemps un article dans la presse soviétique au sujet du livre de Brehm qui fut abîmé par un littérateur, lequel, bien que n'étant pas un novice, est négligent et assez peu lettré. Aussitôt, le rédacteur du Roui (note : feuille des émigrés contre-révolutionnaires paraissant à Berlin), Joseph Hessen, un petit vieux très bête et comiquement coléreux, publia un leader dans lequel, avec une joie risible, il s'exclama : «Gorki lui-même critique le pouvoir des Soviets !» Il sait pertinemment que je ne me suis jamais gêné pour dire la vérité à la face des gens qui travaillaient négligemment et sans conscience. Mais il lui est impossible de ne pas mentir, et il en est de même des «politiciens» émigrés.

Il existe une forme spéciale de «vérité» ; elle sert d'aliment spirituel seulement pour les misanthropes, les sceptiques dont le scepticisme est basé sur l'ignorance et les indifférents qui cherchent une justification à leur indifférence. C'est une vérité vieille, pourrie et mourante, c'est une ordure pour les cochons. Cette vérité est réduite à néant par le travail des détachements d'avant-garde des édificateurs de la nouvelle culture de l'Union des Soviets. Je vois et je sais très bien à quel point cette «vérité» gêne le travail des gens honnêtes, mais je ne suis pas d'avis que l'on console et alimente à l'aide de cette «vérité» des gens que l'histoire a équitablement humiliés.

Vous demandez : «Y a-t-il des mécontents parmi les ouvriers et les paysans et par quoi est provoqué leur mécontentement ? » Naturellement, il y a des mécontents, et ce serait un miracle si, en treize ans de travail, 160 millions d'hommes avaient obtenu la satisfaction complète de leurs besoins et de leurs désirs. Le mécontentement s'explique justement par le fait que, en treize ans de travail, l'appareil du pouvoir n'est encore pas suffisamment en état de satisfaire rapidement aux besoins culturels de la masse des travailleurs. Il manque beaucoup de choses encore, et il y a encore beaucoup de gens qui ronchonnent et qui se plaignent. On pourrait qualifier ces plaintes de comiques, car elles sont prématurées et non réfléchies, mais je ne les appellerai pas ainsi, car l'on y sent une confiance solide en la force du pouvoir qui est capable de satisfaire à tous les besoins du pays. Naturellement, la partie des paysans riches qui attendaient de la révolution qu'elle fit d'eux de gros propriétaires fonciers et leur livrât les paysans pauvres est mécontente et résiste même activement au travail du pouvoir des Soviets. Il va sans dire que cette partie des paysans est contre la collectivisation, qu'elle est pour l'économie individuelle, etc., ce qui amènerait inévitablement la renaissance des formes capitalistes de la vie. Mais, la partie que jouent les paysans riches est déjà perdue, leur résistance à l'économie collective est sans espoir et ne continue que par la force de l'inertie.

Les détachements les plus actifs de la masse ouvrière et paysanne ne se plaignent pas, eux, ils travaillent. Ils savent pertinemment que le pouvoir, c'est eux-mêmes ; que tout ce dont ils ont besoin, tout ce qu'ils veulent peut être satisfait seulement par leur énergie. C'est uniquement cette conscience de leur propre puissance et de leur pouvoir absolu qui donne naissance à l'émulation socialiste, au travail de choc et aux autres manifestations indiscutables de l'activité créatrice et de l'héroïsme du travail ; c'est par la force de cette conscience que toute une série d'entreprises ont terminé l'accomplissement de leur plan quinquennal en deux ans et demi.

Les ouvriers comprennent la chose principale qu'il leur est nécessaire de comprendre : le pouvoir est entre leurs mains. Dans les Etats bourgeois, les lois se font en haut, dans les Parlements, et sont décrétées exclusivement afin de consolider le pouvoir de la classe qui commande. La législation de

l'Union des Soviets naît dans les appareils de base, dans les Soviets de villages, dans les comités de fabriques et d'usines et, en observant la marche d'une loi quelconque, on peut facilement se convaincre que chacune d'elles non seulement vise à satisfaire les besoins réels de la masse travailleuse mais témoigne clairement de la croissance culturelle de cette masse.

Toute la masse ouvrière et paysanne de l'Union des Soviets commence à comprendre que le processus de son enrichissement matériel et de son développement culturel est artificiellement entravé par l'Europe capitaliste hostile. Cette compréhension aide naturellement à la croissance de sa conscience politique ainsi que de la conscience de sa propre force.

Si les intellectuels d'Europe et d'Amérique, au lieu de prêter l'oreille aux racontars, de croire les traîtres, réfléchissaient sérieusement et honnêtement à l'importance historique du processus qui se développe dans l'Union des Soviets, ils comprendraient que le sens de ce processus est l'assimilation, par un peuple de 160 millions d'habitants, de la valeur indiscutable de la culture humaine; ils comprendraient que ce peuple travaille, non seulement pour lui, mais pour toute l'humanité en lui montrant les miracles que crée la volonté intelligemment organisée.

Nous terminerons par cette question: Les intellectuels d'Europe et d'Amérique veulent-ils un nouveau carnage mondial qui réduira encore leur nombre et les rendra encore plus faibles et plus sauvages ? La masse ouvrière et paysanne de l'Union des Soviets ne veut pas faire la guerre, elle veut créer un Etat où tous seront égaux, mais, en cas d'attaque, elle se défendra comme un tout unique et elle vaincra, car l'histoire travaille pour elle.

1931 - Editions sociales internationales, 3, rue Valette, Paris-5e